



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 avril 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 2nd, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10353-55)

Agences Joubert Inc.
Joubert Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1955, constituant en corporation: Maurice Joubert, agronome industriel, de Saint-Vincent-de-Paul, Léandre Prévost, avocat, de Montréal, et Édouard Martel, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'instruments, outillage et équipement agricoles, industriels et commerciaux, sous le nom de "Agences Joubert Inc. — Joubert Agencies Inc.", avec un capital divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à 10905, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

(A.G. 10353-55)

Agences Joubert Inc.
Joubert Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1955, incorporating: Maurice Joubert, industrial agronomist, of Saint-Vincent-de-Paul, Léandre Prévost, advocate, of Montreal, and Édouard Martel, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in instruments, tool equipment and farm implements, industrial and commercial, under the name of "Agences Joubert Inc. — Joubert Agencies Inc.", with a capital stock divided into 500 preferred shares of \$100 each and into 2,000 common shares of no par value.

The head office of the company will be at 10905 Lajeunesse St., Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10460-55)

Ameecca Trading Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre février 1955, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, de Montréal, Hyman Solomon, avocat, de Ville Mont-Royal, et Morris Shuter, gérant de bureau, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements et fournitures, sous le nom de "Ameecca Trading Corporation", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10487-55)

Apa Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1955, constituant en corporation: Richard Dale Weldon, Edmond Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson et John William Durnford, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Apa Investments Ltd.", avec un capital-actions de 8,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à 6333 boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10662-55)

Associated Brick Manufacturers, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de février 1955, constituant en corporation: Israël David Marcus, industriel, Valentin Bercovici-Popul, consultant et Betty Marcus Bercovici-Popul, ménagère, épouse séparée de biens dudit Valentin Bercovici-Popul et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Associated Brick Manufacturers, Limited", avec un capital total de \$80,000, divisé en 800 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A.G. 10460-55)

Ameecca Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1955, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, Hyman Solomon, advocate, of the town of Mount Royal, and Morris Shuter, office manager, of the town of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and furnishings, under the name of "Ameecca Trading Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10487-55)

Apa Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1955, incorporating: Richard Dale Weldon, Edmond Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson and John William Durnford, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Apa Investments Ltd.", with a capital stock of 8,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at 6333 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10662-55)

Associated Brick Manufacturers, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1955, incorporating: Israël David Marcus, industrialist, Valentin Bercovici-Popul, consultant, and Betty Marcus Bercovici-Popul, housewife, wife separate as to property of the said Valentin Bercovici-Popul, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Associated Brick Manufacturers, Limited", with a total capital stock of \$80,000, divided into 800 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général.
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10372-55)

Barth & Gaty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1955, constituant en corporation: Samuel Léon Mendelsohn avocat, et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Léo Rosentzveig, Daniel Morris, avocats, de Montréal et Manuel Shacter, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de "Barth & Gaty Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10454-55)

Beauce Vidéo Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Armand Catellier, radio-technicien, Josaphat Poulin, assistant-gérant, L.-Ph. Jolicœur, entrepreneur-électricien, Syllas Berberi, industriel, et Adrien Girard, agent, tous de Ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à opérer un ou des systèmes dits d'Antenne-Communauté afin de fournir un signal de télévision à des clients ou abonnés par un câble raccordé à leur appareil récepteur à leur domicile, sous le nom de "Beauce Vidéo Limitée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10405-55)

Beauceville Sash & Door Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize février 1955, constituant en corporation: Léo Grondin, commerçant, Adalbert Fortin, Gérard Fortin, industriels, Henri-Louis Poulin, contremaître, de Beauceville Ouest, et Jean-Paul Roy, cultivateur, de Beauceville Est, tous du district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exploiter des usines pour travailler le bois en planches, fabriquer des portes, châssis, meubles et divers ouvrages de boiserie, vendre des

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10372-55)

Barth & Gaty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1955, incorporating: Samuel Léon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Léo Rosentzveig, Daniel Morris, advocates, of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Barth & Gaty Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10454-55)

Beauce Vidéo Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February 1955, incorporating: Armand Catellier, radio-technician, Josaphat Poulin, assistant manager, L.-Ph. Jolicœur, electrical contractor, Syllas Berberi, industrialist, and Adrien Girard, agent, all of the town of Saint Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on a business consisting of operating one or several systems of a so-called Community Aerial with the object of furnishing television signals to clients or subscribers by means of a cable connected to a receiving apparatus in their homes, under the name of "Beauce Vidéo Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at the town of Saint Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10405-55)

Beauceville Sash & Door Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1955, incorporating: Léo Grondin, dealer, Adalbert Fortin, Gérard Fortin, industrialists, Henri-Louis Poulin, foreman, of Beauceville-West, and Jean-Paul Roy, farmer, of Beauceville-East, all of the judicial district of Beauce, for the following purposes:

To operate factories for working board wood, manufacture doors, sashes, furniture and various types of woodwork, sell building materials and

matériaux de construction et exercer le commerce de produits forestiers, sous le nom de "Beauceville Sash & Door Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10428-55)

Belpark Investment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1955, constituant en corporation: David Zunenshine, constructeur, Hazel Zunenshine, ménagère, épouse séparée de biens de David Zunenshine et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Montréal et Ann R. Caplan, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Belpark Investment Co.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10333-55)

Blais Téléphone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Frank Blais fils, industriel, Jeanne Robitaille-Blais, épouse contractuellement séparée de biens dudit Frank Blais, tous deux de Malartic, district judiciaire d'Abitibi, et Jacques Angers, comptable agréé, de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exploiter, maintenir un réseau téléphonique, sous le nom de "Blais Téléphone Inc.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 90,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10504-55)

Bral Furniture Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1955, constituant en corporation: Horace Friedman, avocat, Wolfe Friedman, étudiant, Aimé Mignault, gérant, et Jeanne Le Sieur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

deal in forestry products, under the name of "Beauceville Sash & Door Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauceville, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10428-55)

Belpark Investment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of February, 1955, incorporating: David Zunenshine, builder, Hazel Zunenshine, housewife, wife separate as to property of David Zunenshine, and by the latter duly authorized for these preents, both of Montreal, and Ann R. Caplan, secretary, fille majeure usant de ses droits, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Belpark Investment Co.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10333-55)

Blais Téléphone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Frank Blais, Jr., industrialist, Jeanne Robitaille-Blais, wife contractually separate as to property of the said Frank Blais, both of Malartic, judicial district of Abitibi, and Jacques Angers, chartered accountant, of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To operate and maintain a telephone system, under the name of "Blais Téléphone Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 90,000 common shares of a par value of \$5 each and 10,000 preferred shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A.G. 10504-55)

Bral Furniture Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1955, incorporating: Horace Friedman, advocate, Wolfe Friedman, student, Aimé Mignault, manager, and Jeanne Le Sieur, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de meubles et fournitures de maison et de bureau, sous le nom de "Bral Furniture Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8800 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10440-55)

Bronfen Knitting Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Samuel Bronfen, Norman Mayle, manufacturiers, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements tricotés; produits en métal et en plastique, sous le nom de "Bronfen Knitting Mills Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10429-55)

Caromil Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1955, constituant en corporation: Roméo Cadieux, industriel, Roger Millette et Germain Cadieux, ces deux derniers entrepreneurs, tous de Boucherville, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, constructeurs et excavateurs, sous le nom de "Caromil Construction Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10281-55)

Charward Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To manufacture and deal in household, office furniture and furnishings, under the name of "Bral Furniture Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and into 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 8800 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A. G. 10440-55)

Bronfen Knitting Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Samuel Bronfen, Norman Mayle, manufacturers, and Lillian Lazare, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitted wearing apparel; metal and plastic products, under the name of "Bronfen Knitting Mills Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A. G. 10429-55)

Caromil Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February 1955, incorporating: Roméo Cadieux, industrialist, Roger Millette and Germain Cadieux, the two latter contractors, all of Boucherville, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, builders and excavators, under the name of "Caromil Construction Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 10281-55)

Charward Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Charward Holdings Corporation", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera a/s de MM. Margolese & Margolese comptables agréés, 1541 rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN

(P.G. 10459-55)

Chelnor Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Chelnor Enterprises Inc.", avec un capital-actions divisé en 300 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3300 avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN

(P. G. 10288-55)

City Petroleum Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Adrien Rousse, commerçant, Louis-Philippe Gaudet, voyageur, et Cecilia Daoust Rousse, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adrien Rousse, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'huile en général, sous le nom de "City Petroleum Company Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 chacune et en 1,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7396, rue DeGaspé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN

(P. G. 10556-55)

City Tourist Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1955, constituant en corporation: Yves Royer, Pierre Bienjonetti, avocats, et Claude Royer, notaire, tous des cité et

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Charward Holdings Corporation", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be c/o Messrs. Margolese & Margolese, chartered accountants, 1541 Crescent St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10459-55)

Chelnor Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Chelnor Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 300 common shares of no par value and 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3300 Kent Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10288-55)

City Petroleum Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Adrien Rousse, dealer, Louis-Philippe Gaudet, traveller, and Cecilia Daoust Rousse, housekeeper, wife separate as to property of the said Adrien Rousse, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of oil merchants in general, under the name of "City Petroleum Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$25 each and into 1,200 preferred shares of a par value of \$25 each.

The head office of the company will be at 7396, DeGaspé Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10556-55)

City Tourist Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1955, incorporating: Yves Royer, Pierre Bienjonetti, advocates, and Claude Royer, Notary, all of the city and judi-

district judiciaire de Québec, pour les objets suivants: cial district of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à fournir des chauffeurs d'automobiles compétents et des guides licenciés aux touristes en particulier et au public en général, sous le nom de "City Tourist Service Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

To carry on the business of providing qualified automobile drivers (chauffeurs) and licensed guides to the tourists in particular and to the public in general, under the name of "City Tourist Service Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10627-55)

Club de Golf Levis Golf Club

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1955, constituant en corporation: Ambrose Mewett, secrétaire-trésorier de Eastern Canada Steel & Iron Works Ltd., de Québec, Jules Côté, agent commercial, et John Marmen, marchand, ces deux derniers de Lévis, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Posséder et entretenir un club de golf, un chalet, dépendances et autres accessoires, sous le nom de "Club de Golf Levis Golf Club", avec un capital total de \$99,000, divisé en 990 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10627-55)

Club de Golf Levis Golf Club

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March 1955, incorporating: Ambrose Mewett, secretary-treasurer of Eastern Canada Steel & Iron Works Ltd., of Québec, Jules Côté, business agent, and John Marmen, merchant, the two latter of Lévis, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To own and maintain a golf club, club-house, dependencies and other accessories, under the name of "Club de Golf Levis Golf Club", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P.G. 10424-55)

Concord Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1955, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Anna Mikula et Esther Monson, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de textiles d'aucune sorte et description, sous le nom de "Concord Textiles Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A.G. 10424-55)

Concord Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1955, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Anna Mikula and Esther Monson, secretaries, filles majeures usant de leurs droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles of every kind and description, under the name of "Concord Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10602-55)

Corporation de l'Institut d'Optique de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mars 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Lippens, pharmacien-optométriste, d'Outremont, Albert Dugal, phar-

(A. G. 10602-55)

Corporation de l'Institut d'Optique de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Lippens, druggist and optometrist, of Outremont, Albert Du-

micien, de Verdun, et Bertha Métivier, secrétaire du bureau, l'Union Médicale du Canada, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Instituer un centre d'enseignement et de recherches scientifiques en optique théorique et appliquée, sous le nom de "Corporation de l'Institut d'Optique de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10421-55)

Daro Textile Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1955, constituant en corporation: Lily Bereusson, ménagère, épouse séparée de biens de David Rosenberg et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, David Rosenberg, entrepreneur, tous deux de Montréal et Issie Druckman, contremaître, d'Outremont, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce comme entrepreneurs généraux dans la confection de vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Daro Textile Contractors Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10279-55)

Debron Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placement, sous le nom de "Debron Holdings Inc.", avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au s/d Messieurs Margolese & Margolese, comptables agréés, 1541 rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10418-55)

Décarie Towers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

gal, druggist, of Verdun, and Bertha Métivier, office secretary, l'Union Médicale du Canada, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found a centre for teaching and scientific research in theoretical and applied optics, under the name of "Corporation de l'Institut d'Optique de Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10421-55)

Daro Textile Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1955, incorporating: Lily Bereusson, housewife, wife separate as to property of David Rosenberg, and duly authorized by him for the purposes of these presents, David Rosenberg, contractor, both of Montreal, and Issie Druckman, foreman, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of general contractors of wearing apparel of all kinds, under the name of "Daro Textile Contractors Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10279-55)

Debron Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Debron Holdings Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be c/o Messrs. Margolese & Margolese, chartered accountants, 1541 Crescent St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10418-55)

Décarie Towers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Décarie Towers Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair, 100 actions privilégiées, catégorie "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10416-55)

Demers Rimouski Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, avocats, et Lucienne Michaud, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pneus et autres objets en caoutchouc, composé ou synthétique, de ferronnerie, quincaillerie, bimbeloterie, appareils électriques, radios, télévisions et accessoires pour maison et automobile, sous le nom de "Demers Rimouski Ltée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10386-55)

Dominion Acoustic Tile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze février 1955, constituant en corporation: Rodney Alexander Patch, avocat et conseil en loi de la Reine, Kenneth Charles Mackay, Austin Stuart Hyndman, avocats, tous trois de Montréal et Donald Edward MacKenzie, avocat, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers de tuile acoustique et entrepreneurs et installer des tuiles de toutes sortes, sous le nom de "Dominion Acoustic Tile Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1055 avenue Blair, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Décarie Towers Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value, 100 Class "A" preferred shares of the par value of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10416-55)

Demers Rimouski Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, advocates, and Lucienne Michaud, secretary, spinster in use of her rights, all of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in tires and other objects of compound or synthetic rubber, ironware, hardware, knicknacks, electrical appliances, radios, televisions and accessories for house and automobile, under the name of "Demers Rimouski Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10386-55)

Dominion Acoustic Tile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of February, 1955, incorporating: Rodney Alexander Patch, advocate and Queen's Counsel, Kenneth Charles Mackay, Austin Stuart Hyndman, advocates, all three of Montreal, and Donald Edward MacKenzie, advocate, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of acoustic tile manufacturers and contractors and to install tile of all kinds, under the name of "Dominion Acoustic Tile Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1055 Blair Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10410-55)

Dominion Industrial Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: Arthur Garmaise, David Goodman, avocats, Yvonne Bélanger, secrétaire, tous trois de Montréal et Melvin Rothman, étudiant, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Dominion Industrial Centre Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A.G. 10410-55)

Dominion Industrial Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Arthur Garmaise, David Goodman, advocates, Yvonne Bélanger, secretary, all three of Montreal, and Melvin Rothman, student, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "Dominion Industrial Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10395-55)

Dunham Creameries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize février 1955, constituant en corporation: Lynwood M. Rowse, gérant, Edward L. McCrum et Paul-Émile Piette, contremaîtres, tous de Dunham, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Acheter et vendre du lait, de la crème, crème glacée, beurre et fromage et tous les sous-produits du lait et de la crème, sous le nom de "Dunham Creameries Inc.", avec un capital total de \$85,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dunham, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A.G. 10395-55)

Dunham Creameries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1955, incorporating: Lynwood M. Rowse, manager, Edward L. McCrum and Paul-Émile Piette, foremen, all of Dunham, judicial district of Bedford for the following purposes:

To buy and sell milk, cream, ice cream, butter and cheese and all by-products of milk and cream, under the name of "Dunham Creameries Inc.", with a total capital stock of \$85,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dunham, in the judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10442-55)

Esquisite Furs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1955, constituant en corporation: Leonora Schweid Scharf, marchande publique, épouse séparée de biens de Michel Scharf, fourreur, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Irwin Gliserman, avocat et Mœ Ackman, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, sous le nom de "Esquisite Furs Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A.G. 10442-55)

Esquisite Furs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Leonora Schweid Scharf, marchande publique, wife separate as to property of Michel Scharf, furrier, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Irwin Gliserman, advocate, and Mœ Ackman, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "Esquisite Furs Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 50 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10423-55)

Filtex du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Lucie-Anne Dupuis Roberge, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Roberge, Florence Caron Sampson, épouse contractuellement séparée de biens de James Sampson, et Yolande Deslauriers Sampson, épouse séparée de biens de Christian Sampson, toutes marchandes publiques et dûment autorisées par leurs époux aux fins des présentes, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de balayeurs électriques, radios, appareils de télévision et accessoires électriques, sous le nom de "Filtex du Québec Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A.G. 10423-55)

Filtex du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Lucie-Anne Dupuis Roberge, wife contractually separate as to property of Gérard Roberge, Florence Caron Sampson, wife contractually separate as to property of James Sampson, and Yolande Deslauriers Sampson, wife separate as to property of Christian Sampson, all public merchants and duly authorized by their husbands for the purposes herein, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in electric sweepers, radios, television apparatus, and electrical appliances, under the name of "Filtex du Québec Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10485-55)

Forêt Coulonge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1955, constituant en corporation: Jacques Perron, avocat, Isabelle Beaubien, sténographe, tous deux de Québec, et Robert Perron, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois sous toutes ses formes, sous le nom de "Forêt Coulonge Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 2,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10485-55)

Forêt Coulonge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1955, incorporating: Jacques Perron, advocate, Isabelle Beaubien, stenographer, both of Quebec, and Robert Perron, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in timber in all its forms, under the name of "Forêt Coulonge Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 2,250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10301-55)

G. Bienvenue Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Germain Bienvenue, peintre, Florence Mallette, épouse commune en biens dudit Germain Bienvenue et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, et Maurice Mercure, avocat, de ville Mont-Royal, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et faire affaires d'une manière générale comme entrepreneur en peinture, entrepreneur et constructeur d'immeubles, sous le nom de "G. Bienvenue Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A. G. 10301-55)

G. Bienvenue Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February 1955, incorporating: Germain Bienvenue, painter, Florence Mallette, wife common as to property of the said Germain Bienvenue and duly authorized by him for the purposes herein, of Montreal, Maurice Mercure, advocate, of the town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business generally of painting contractor, building contractor, under the name of "G. Bienvenue Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 7264, rue Champagnieur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10437-55)

G. Gusson Ltée-Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Maurice Riel, de Laprairie, Lomer Gouin, de Ste-Adèle et Jean Geoffrion, d'Outremont, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de quincaillerie, matériaux de construction et accessoires d'entrepreneurs, sous le nom de "G. Gusson Ltée-Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Delson, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10422-55)

General Textile Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize février 1955, constituant en corporation: Lily Bercusson, ménagère, épouse séparée de biens de David Rosenberg et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, David Rosenberg, entrepreneur, tous deux de Montréal, et Issie Druckman, contremaitre, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre et exercer le commerce comme entrepreneurs généraux pour la confection de vêtements de toutes sortes, sous le nom de "General Textile Contractors Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10447-55)

Helia Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, Perry Meyer, avocat, tous deux de Montréal, Hyman Solomon, avocat, de Ville Mont-Royal, et Morris Shuter, gérant de bureau, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Helia Realty Corporation", avec un

The head office of the corporation will be at 7264 Champagnieur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10437-55)

G. Gusson Ltée-Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Maurice Riel, of Laprairie, Lomer Gouin, of Ste. Adele, and Jean Geoffrion, of Outremont, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, buildgings materials and contractors supplies, under the name of "G. Gusson Ltée-Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Delson, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10422-55)

General Textile Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been subscribed by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth of February, 1955, incorporating: Lily Bercusson, housewife, wife separate as to property of David Rosenberg, and duly authorized by him for the purposes of these presents, David Rosenberg, contractor, both of Montreal, and Issie Druckman, foreman, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on the business of general contractors of wearing apparel of all kinds, under the name of "General Textile Contractors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10447-55)

Helia Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Perry Meyer, advocate, both of Montreal, Hyman Solomon, advocate, of the town of Mount Royal, and Morris Shuter, office manager, of the town of St. Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Helia Realty Corporation", with a total capital

capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10112-55)

Herbert A. Watts (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1955, constituant en corporation: David Ross McMaster, Conseil en Loi de la Reine, Donald Edward MacKenzie, Austin Stuart Hyndman, avocats, Joseph Edward O'Brien et Murray Churchill Magor, étudiants en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de publicité, sous le nom de "Herbert A. Watts (Quebec) Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10425-55)

Holiday Luggage Mfg. Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1955, constituant en corporation: David Sanders, manufacturier, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, et Netty Mol, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de valises, sacs, bourses, portefeuilles, porte-monnaie, portefeuilles, ceintures et nouveautés, sous le nom de "Holiday Luggage Mfg. Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P.G. 10332-55)

Hôtel Union Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Jacques Plante, comptable, Albert Lapolice, commis, Mildred Pease et Yvette Drolet, secrétaires, tous de Malartic, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'hôteliers et restaurateurs, sous le nom de "Hôtel Union Limitée",

stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10112-55)

Herbert A. Watts (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1955, incorporating: David Ross McMaster, Queen's Counsel, Donald Edward MacKenzie, Austin Stuart Hyndman, advocates, Joseph Edward O'Brien and Murray Churchill Magor, students-at-law, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an advertising company, under the name of "Herbert A. Watts (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and into 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10425-55)

Holiday Luggage Mfg. Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1955, incorporating: David Sanders, manufacturer, Lillian Lazare, secretary, spinster, and Netty Mol, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in luggage, bags, purses, wallets, change purses, key cases, belts and novelties, under the name of "Holiday Luggage Mfg. Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10332-55)

Hôtel Union Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Jacques Plante, accountant, Albert Lapolice, clerk, Mildred Pease and Yvette Drolet, secretaries, all of Malartic, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of hotel-keepers and restaurant-keepers, under the name of "Hôtel

avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

Union Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10129-55)

International Dealers & Converters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: Harry J. Bilefsky, de Montréal, Saul Lehrer, d'Outremont et Simon Steinberg de Ville Mont-Royal, tous marchands, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, chapeaux, casquettes, vêtements, garnitures pour tailleurs et tissus textiles, sous le nom de "International Dealers & Converters Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A. G. 10129-55)

International Dealers & Converters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Harry J. Bilefsky, of Montreal, Saul Lehrer, of Outremont, and Simon Steinberg, of the town of Mount Royal, all merchants, in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, furs, hats and caps, clothing, tailors' trimmings and textile fabrics, under the name of "International Dealers & Converters Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10486-55)

Jean-Marie Mantha Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, de Longueuil, Roger Craig, avocat, d'Outremont, et Madelène Paradis, secrétaire, célibataire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateur, sous le nom de "Jean-Marie Mantha Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4, rue Notre-Dame, est, chambre 802, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10486-55)

Jean-Marie Mantha Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Pothier Ferland, advocate, of Longueuil, Roger Craig, advocate, of Outremont, and Madelène Paradis, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a restaurateur, under the name of "Jean-Marie Mantha Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4 Notre-Dame Street, East, Room 802, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P.G. 10445-55)

Lapomo Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Joseph-André-Edmond Poirier, Joseph-Gabriel-Alban Morin, entrepreneurs, de Saint-Cléophas, et Joseph-Camille Laflamme, entrepreneur, de Mont-Joli, tous du district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Lapomo Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000,

(A.G. 10445-55)

Lapomo Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Joseph-André-Edmond Poirier, Joseph-Gabriel-Alban Morin, contractors of Saint-Cléophas, and Joseph-Camille Laflamme, contractor, of Mont-Joli, all of the judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company under the name of "Lapomo Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000,

divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera avenue Rioux, Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10451-55)

La Société de Chirurgie de Québec
The Quebec Surgical Society

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Paul-A. Poliquin, Florian Trempe, James M. Elliott, Roland Cauchon, Jacques Turcot, Euchariste Samson, Gustave Auger, Jean-Marie Lemieux, tous médecins, de Québec, Wilfrid Caron, médecin, de Cap Rouge, Hector Beaudet, médecin, de Charlesbourg, François Roy, Jean Sirois, médecins, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Grouper dans une association les médecins spécialisés dans tous les domaines de la chirurgie et promouvoir généralement leurs intérêts, sous le nom de "La Société de Chirurgie de Québec — The Quebec Surgical Society".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10448-55)

Le Centre des Loisirs d'Amos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Falardeau, Léandre Paré, industriels, et Gérard Martel, employé civil, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Établir un centre d'amusement et de récréation pour la jeunesse, sous le nom de "Le Centre des Loisirs d'Amos Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10325-55)

Le Pont de Glace de Bersimis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Herman G. Ryland, arpenteur, Donald Baker, industriel, tous

divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rioux Avenue, Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A.G. 10451-55)

La Société de Chirurgie de Québec
The Quebec Surgical Society

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-A. Poliquin, Florian Trempe, James M. Elliott, Roland Cauchon, Jacques Turcot, Euchariste Samson, Gustave Auger, Jean-Marie Lemieux, all physicians of Quebec, Wilfrid Caron, physician, of Cap Rouge, Hector Beaudet, physician, of Charlesbourg, François Roy, Jean Sirois, physicians, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To group together as an association, the physicians specialized in all fields of surgery, and further their interests generally, under the name of "La Société de Chirurgie de Québec — The Quebec Surgical Society".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10448-55)

Le Centre des Loisirs d'Amos Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Falardeau, Léandre Paré, industrialist, and Gérard Martel, civil servant, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

Establish an amusement and recreational centre for young folks, under the name of "Le Centre des Loisirs d'Amos Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10325-55)

Le Pont de Glace de Bersimis Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Herman G. Ryland, surveyor, Donald Baker, industrialist,

deux de Baie Comeau, et Gilles Trépanier, ingénieur civil, de Hauterive, tous du district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Construire et entretenir un pont de glace sur la Rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, sous le nom de "Le Pont de Glace de Bersimis Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

both of Baie Comeau, and Gilles Trépanier, civil engineer, of Hauterive, all of the judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To build and maintain an ice-bridge on the Bersimis River, in the county of Saguenay, under the name of "Le Pont de Glace de Bersimis Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold its to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10195-55)

Les Industries Meunier Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Henri Gérin-Lajoie, Charles-Joseph Gélinas, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, d'Outremont, et Pierre Bourque, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, d'articles et ameublements de maison; agir comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Les Industries Meunier Industries Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5225, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10195-55)

Les Industries Meunier Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February 1955, incorporating: Henri Gérin-Lajoie, Charles-Joseph Gélinas, both advocates and Queen's Counsel, of Outremont, and Pierre Bourque, advocate of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and carry on the furniture business, deal in household furnishings and furniture; act as builders and contractors, under the name of "Les Industries Meunier Industries Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5225, St. Laurent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10439-55)

Louise Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Adrien Duranleau, comptable, René Cousineau, avocat, et Jacques Viger, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de lingerie, sous le nom de "Louise Lingerie Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10439-55)

Louise Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Adrien Duranleau, accountant, René Cousineau, advocate, and Jacques Viger, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lingerie, under the name of "Louise Lingerie Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10419-55)

Lucerne Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et

(A. G. 10419-55)

Lucerne Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and ju-

district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placement, sous le nom de "Lucerne Holdings Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair, 100 actions privilégiées catégorie A d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie B d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10094-55)

Manfel Investment Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: H. Carl Goldenberg, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Moses Samuel Yelin, avocat, Esther Monson et Anna Mikula, secrétaire, filles majeures, usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Manfel Investment Corporation Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10132-55)

Mme I. Schaefer Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Albert Schaefer, marchand, Ruth Schwartz Schaefer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Albert Schaefer, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marcel Marier, avocat, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de textiles, marchandises sèches, ornements, fournitures de maisons, vêtements, bijoux, menus articles et articles en cuir, sous le nom de "Mme I. Schaefer Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 500 actions privative nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10420-55)

North Star Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

district of Montreal, for the following purposes:

To act as a building and investment corporation, under the name of "Lucerne Holdings Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value, 100 Class A preferred shares of the par value of \$10 each and into 1,000 Class B preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10094-55)

Manfel Investment Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: H. Carl Goldenberg, advocate and Queen's Counsel, Moses Samuel Yelin, advocate, Esther Monson and Anna Mikula, secretaries, filles majeures usant de leurs droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Manfel Investment Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10132-55)

Mme I. Schaefer Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February 1955, incorporating: Albert Schaefer, merchant, Ruth Schwartz Schaefer, housewife, wife contractually separate as to property of the said Albert Schaefer, and duly authorized by him for the purposes herein, and Marcel Marier, advocate, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To manufacture and deal in textile fabrics, dry goods, ornaments, household furnishings, wearing apparel, jewellery, notions, and leather goods, under the name of "Mme I. Schaefer Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$100 each and 500 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10420-55)

North Star Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de la ville de Hampstead, Arthur Garmaise, avocat, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal et Melvin Rothman, étudiant en droit, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements sur immeubles, sous le nom de "North Star Investments Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: David Goodman, advocate, of the town of Hampstead, Arthur Garmaise, advocate, Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, and Melvin Rothman, law student, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate investment business, under the name of "North Star Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10328-55)

O. Vallée Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Octave Vallée, industriel, Raymond Bégin, ingénieur électricien, et René Boulet, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme constructeur et entrepreneur général, sous le nom de "O. Vallée Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 65, avenue Boisclerc, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10328-55)

O. Vallée Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Octave Vallée, industrialist, Raymond Bégin, electrical engineer, and René Boulet, chartered accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate as a builder and general contractor, under the name of "O. Vallée Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 65 Boisclerc Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10507-55)

Power Realty & Investment Corpn.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1955, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Joseph S. Caplan, avocat et Sylvia Nitkin, sténographe, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents d'immeubles, courtiers d'hypothèques, évaluateurs et promoteurs d'entreprises immobilières, sous le nom de "Power Realty & Investment Corpn.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 24,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A. G. 10507-55)

Power Realty & Investment Corpn.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1955, incorporating: Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Joseph S. Caplan, advocate, and Sylvia Nitkin, stenographer, spinster of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate agents, mortgage brokers, real estate appraisers and promoters of real estate enterprises, under the name of "Power Realty & Investment Corpn.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 common shares having a par value of \$1 each and into 24,000 preferred shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10304-55)

P. Simard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Philippe Simard, agent, Albert Simard et Raymond Simard, ces deux derniers commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de toutes marchandises se rapportant aux pièces accessoires d'automobile ou toute autre chose ayant trait à l'automobile; de la ferronnerie, des articles de sport et de l'équipement de ferme, sous le nom de "P. Simard Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 185, rue Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10304-55)

P. Simard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Philippe Simard, agent, Albert Simard, and Raymond Simard, the latter two, clerks, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all merchandise pertaining to automobile repair parts and accessories or any other matter dealing with an automobile; in ironware, articles of sport and in farm equipment, under the name of "P. Simard Inc.", with a total stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 185, Dorchester Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10371-55)

**Quebank Uranium Copper Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, Pierre Decary, avocat, Mildred Murphy, ménagère, fille majeure, Eleanor Hart, secrétaire, fille majeure, et Francis Joseph Dolan, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, y compris des terrains et gisements d'huile et de gaz et les négocier, sous le nom de "Quebank Uranium Copper Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A. G. 10371-55)

**Quebank Uranium Copper Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Pierre Decary, advocate, Mildred Murphy, housekeeper and an unmarried woman of the full age of majority Eleanor Hart, secretary and an unmarried woman of the full age of majority and Francis Joseph Dolan, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including oil and gas lands and deposits and deal with same, under the name of "Quebank Uranium Copper Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price to be paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10326-55)

Radio-Telefilm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1955, constituant en corporation: Madeleine Baillargeon Saintonge, publiciste, épouse contractuellement séparée de biens de Jérôme Saintonge, et dûment autorisée

(A. G. 10326-55)

Radio-Telefilm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February 1955, incorporating: Madeleine Baillargeon Saintonge, publicist, wife contractually separate as to property of Jérôme Saintonge, and duly authorized by the latter for

par ce dernier aux fins des présentes, Madeleine Besanceney, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, et Albert Morin, agent d'affaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer une ou des agences de presse, de publicité et d'annonce, sous le nom de "Radio-Telefilm Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 200 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10470-55)

Roger Laurin et Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Roger Laurin, marchand en gros, Léo Laurin, garagiste, et Robert Laurin, boucher-épicer, tous de Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce en gros et en détail de marchandises habituellement vendues dans une épicerie-boucherie, sous le nom de "Roger Laurin & Fils Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10252-55)

**Roland Beaudry, Limitée
Roland Beaudry, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize février 1955, constituant en corporation: Roland Beaudry, publiciste, Robert Clément, gérant, tous deux de Montréal, et Marie-Paule Blain, sténographe, fille majeure de Saint-Basile-le-Grand, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agent de publicité, sous le nom de "Roland Beaudry, Limitée — Roland Beaudry, Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1980, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10411-55)

Seaway Storage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: Arthur Garmaise, David Good-

the purposes herein, Madeleine Besanceney' secretary, fille majeure making use of her rights, and Albert Morin, business agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage one or many press, publicity and advertising agencies, under the name of "Radio-Telefilm Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 200 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10470-55)

Roger Laurin et Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February 1955, incorporating: Roger Laurin, wholesale merchant, Léo Laurin, garage-keeper, and Robert Laurin, butcher-grocer, all of Mont Laurier, judicial district of Labelle, for the following purposes:

To manufacture and carry on a wholesale and retail business dealing in merchandise usually sold in a grocer and butcher shop, under the name of "Roger Laurin & Fils Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10252-55)

**Roland Beaudry, Limitée
Roland Beaudry, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1955, incorporating: Roland Beaudry, publicist, Robert Clément, manager, both of Montreal, and Marie-Paule Blain, stenographer, spinster of Saint-Basile-le-Grand, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of publicity agent, under the name of "Roland Beaudry, Limitée — Roland Beaudry, Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1980 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10411-55)

Seaway Storage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Arthur Garmaise, David Goodman, advocates, Yvon-

man, avocats, Yvonne Bélanger, secrétaire, tous trois de Montréal et Melvin Rothman, étudiant, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreposage, emmagasinage et celui d'entrepôt frigorifique, sous le nom de "Seaway Storage Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10457-55)

South Shore Land Development Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1955, constituant en corporation: Alexander V. Bokor, administrateur, Léon Singer, mécanicien et Elizabeth Racz, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "South Shore Land Development Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10477-55)

Sport Amusements Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février, 1955, constituant en corporation: Jean-Marie Chabot, épicier-boucher, Paul-Émile Gauthier, restaurateur, et Stella Chabot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marie Chabot, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quilles en général, sous le nom de "Sport Amusements Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5141, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10438-55)

The B.A. Gulline Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février 1955, consti-

ne Bélanger, secretary, all three of Montreal, and Melvin Rothman, student, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing, storage and cold storage, under the name of "Seaway Storage Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10457-55)

South Shore Land Development Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Alexander V. Bokor, executive Léon Singer, mechanic, and Elizabeth Racz, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "South Shore Land Development Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10477-55)

Sport Amusements Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1955, incorporating: Jean-Marie Chabot, greaser-butcher, Paul-Émile Gauthier, restaurant-keeper, and Stella Chabot, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marie Chabot, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing generally in bowling, under the name of "Sport Amusements Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5141 Notre-Dame Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10438-55)

The B.A. Gulline Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating:

tuant en corporation: James Hilary Hume Robertson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Montréal, James Brendan O'Connor, avocat, de Westmount et Rupert Charles Thomas Harris, avocat, de Dorval, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériel nécessaire aux excursions de chasse, pêche et campement, sous le nom de "The B.A. Gulline Company", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 910 rue des Inspecteurs, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,

39524

C. E. CANTIN.

James Hilary Hume Robertson, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, James Brendan O'Connor, advocate, of Westmount, and Rupert Charles Thomas Harris, advocate, of Dorval, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hunting, fishing and camping equipment, under the name of "The B.A. Gulline Company", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value and into 2,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 910 Inspector Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,

39524-o

Deputy Attorney General.

(P. G. 10406-55)

The 486 St. Catherine Street West Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: Joseph Baer, fourreur, Jack Liberman, manufacturier, Philip Shrague Garonce et Irwin Gliserman, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "The 486 St. Catherine Street West Corp.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 50 actions catégorie "A", d'une valeur au pair de \$100 chacune, 200 actions, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,

39524

C. E. CANTIN.

(A. G. 10406-55)

The 486 St. Catherine Street West Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Joseph Baer, furrier, Jack Liberman, manufacturer, Philip Shrague Garonce and Irwin Gliserman, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "The 486 St. Catherine Street West Corp.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 50 class "A" shares of a par value of \$100 each, 200 class "B" shares of a par value of \$100 each and into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,

39524-o

Deputy Attorney General.

(P. G. 10269-55)

The Plaza Pen Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Roland Godin, comptable agréé, de St-Jean, district judiciaire d'Iberville, Jean Paul Rinfret, comptable, et Clayton J. Rolfe, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de plumes-réservoirs, crayons, articles de luxe et nouveautés, sous le nom de "The Plaza Pen Company Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8481 rue Waverly, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,

39524

C. E. CANTIN.

(A. G. 10269-55)

The Plaza Pen Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Roland Godin, chartered accountant of St. Jean, judicial district of Iberville, Jean Paul Rinfret, accountant, and Clayton J. Rolfe, advocate, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fountain pens, pencils, articles of luxury, novelties, under the name of "The Plaza Pen Company Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 8481 Waverly Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,

39524-o

Deputy Attorney General.

(P. G. 10409-55)

Top Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: William H. LeClair, entrepreneur électricien, Arita C. Smith LeClair, ménagère, épouse séparée de biens dudit William H. LeClair, tous deux de Beaufort, et Gérard Tardif, notaire, de Pointe-Claire, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de niveaux, outillages et dispositifs pour filage électrique; appareils électriques (domestiques ou autres), articles, accessoires et appareils électroniques, sous le nom de "Top Electric Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 454 Boulevard Beaconsfield, en la ville de Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(A. G. 10409-55)

Top Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: William H. LeClair, electrical contractor, Arita C. Smith LeClair, housewife, wife separate as to property of the said William H. LeClair, both of Beaufort, and Gérard Tardif, notary, of Pointe-Claire, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in levels, electrical wiring equipment and devices; electrical appliances (household or otherwise); electronic equipment appliances and apparatus, under the name of "Top Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 454, Beaconsfield Boulevard, in the town of Beaconsfield, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10458-55)

Treder Construction Ltée Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux février 1955, constituant en corporation: Jacques Charette, Pierre Beaudoin, comptables, et David Belhumeur, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général, sous le nom de "Treder Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Adelphe, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(A. G. 10458-55)

Treder Construction Ltée Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of February, 1955, incorporating: Jacques Charette, Pierre Beaudoin, accountants, and David Belhumeur, chartered accountant, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of general contractor, under the name of "Treder Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Adelphe, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(P. G. 10446-55)

Used Corrugated Box Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1955, constituant en corporation: Marvyn Kussner, marchand, Samuel Moskovitch, avocat et Conseil en Loi de la Reine et Frances Furman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme négociants à forfait, vendeurs, distributeurs, manufacturiers, en gros et détail, de boîtes en carton gaufré neuves ou usagées, cartons, ficelle, caisses de bois et faire le commerce de tous tels produits, sous le nom de "Used Corrugated Box Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A. G. 10446-55)

Used Corrugated Box Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1955, incorporating: Marvyn Kussner, merchant, Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, and Frances Furman, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as jobbers, dealers, distributors, manufacturers, wholesale and retail of used and new corrugated boxes, cartons, twine, wooden cases and to trade in all such products, under the name of "Used Corrugated Box Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 5025 avenue MacDonald, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

(P. G. 10426-55)

Value In Volume Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1955, constituant en corporation: Léon Lozoff, Arnold Garber, Willie Shulman, manufacturiers et Michael Ettinger, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de "Value in Volume Inc", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524 C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at 5025 MacDonald Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

(A. G. 10426-55)

Value In Volume Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1955, incorporating: Léon Lozoff, Arnold Garber, Willie Shulman, manufacturers, and Michael Ettinger, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Value in Volume Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 300 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P. G. 10249-55)

La Buanderie Lévis, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du sept février 1955, à la compagnie "La Buanderie Lévis, Limitée", 1°) réduisant son capital de \$99,000 à \$89,000: le capital-actions annulé étant divisé en 100 actions communes de \$100; 2°) augmentant ledit capital de \$89,000 à \$239,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 10588-55)

**Lake Dufault Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mars 1955, à la compagnie "Lake Dufault Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,000,000 à \$5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

Supplementary Letters Patent

(A. G. 10249-55)

La Buanderie Lévis, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February seventh, 1955, to the company "La Buanderie Lévis, Limitée", 1.) reducing its capital stock from \$99,000 to \$89,000: the additional cancelled capital stock being divided into 100 common shares of \$100; 2.) increasing the said capital stock from \$89,000 to \$239,000: the additional capital stock being divided into 1500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 10588-55)

**Lake Dufault Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of March 1955, to the company "Lake Dufault Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from the sum of \$3,000,000 to \$5,000,000: the additional share capital being divided into 2,000,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(P. G. 10070-55)

L. Thibault & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept janvier 1955, à la compagnie "L. Thibault & Fils Limitée", augmentant son capital de \$100,000 à \$150,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1955.

L'Assistant-procureur général,

39524-o

C. E. CANTIN.

(A. G. 10070-55)

L. Thibault & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of January, 1955, to the company "L. Thibault & Fils Limitée", increasing the company's capital from the sum of \$100,000 to \$150,000: the additional share capital being divided into 500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January 1955.

C. E. CANTIN,

39524

Deputy Attorney General.

(P. G. 10497-55)

**MacDonald Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mars 1955, à la compagnie "MacDonald Mines Ltd." (No Personal Liability), augmentant son capital de \$4,000,000 à \$5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1955.

L'Assistant-procureur général,

39524-o

C. E. CANTIN.

(A. G. 10497-55)

**MacDonald Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of March 1955, to the company "MacDonald Mines Ltd." (No Personal Liability), increasing its capital stock from the sum of \$4,000,000 to \$5,000,000: the additional share capital being divided into 1,000,000 shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March 1955.

C. E. CANTIN,

39524

Deputy Attorney General.

(P. G. 10210-55)

Mark Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit février 1955, à la compagnie "Mark Corporation", augmentant son capital de \$50,000 à \$90,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le huit février 1955.

L'Assistant-procureur général,

39524-o

C. E. CANTIN.

(A. G. 10210-55)

Mark Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of February 1955, to the company "Mark Corporation", increasing its capital from the sum of \$50,000 to \$90,000: the additional share capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of February 1955.

C. E. CANTIN,

39524

Deputy Attorney General.

(P. G. 10330-55)

Rio Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre février 1955, à la compagnie "W. Gariépy & Associés Ltée", constituée en corporation en vertu de la dite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10 novembre 1954, changeant son nom en celui de "Rio Construction Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1955.

L'Assistant-procureur général,

39524-o

C. E. CANTIN.

(A. G. 10330-55)

Rio Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February fourth, 1955, to the company "W. Gariépy & Associés Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 10th, 1954, changing its name into that of "Rio Construction Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,

39524

Deputy Attorney General.

(P. G. 10156-55)

Sternthal Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A. G. 10156-55)

Sternthal Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary let-

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 janvier 1955, à la compagnie "Sterthal Motors Ltd.", 1°) augmentant le nombre de ses directeurs de trois à six; 2°) subdivisant ses 750 actions communes de \$100 en 7,500 actions communes de \$10; 3°) augmentant son capital de \$100,000 à \$350,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions communes de \$10 et en 2,250 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 13202-54)

St. Maurice Power Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois décembre 1954, à la compagnie "St. Maurice Power Corporation", modifiant les dispositions de ses lettres patentes originaires.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois décembre 1954.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P. G. 12990-54)

The Papineauville Lumber Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze février 1955, à la compagnie "The Papineauville Lumber Company", 1°) augmentant son capital de \$50,000 à \$100,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions communes de \$20 chacune; 2°) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10255-55)

T. Théo Valiquette Enrg Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre février 1955, à la compagnie "T. Théo Valiquette Enrg Ltée", augmentant son capital de \$20,000 à \$70,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11627-54)

Valor — Medica Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize février 1955, à la compagnie "Valor-Medica Inc.", augmentant son capi-

ters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January 27th, 1955, to the company "Sterthal Motors Ltd.", 1.) increasing the number of its Directors from three to six; 2.) subdividing its 750 common shares of \$100 into 7,500 common shares of \$10; 3.) subdividing its capital stock from \$100,000 to \$350,000; the additional capital shares being divided into 2,500 common shares of \$10 and into 2,250 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 13202-54)

St. Maurice Power Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated December twenty-third, 1954, to the company "St. Maurice Power Corporation", amending the provisions of its original letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of December, 1954.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A. G. 12990-54)

The Papineauville Lumber Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of February 1955, to the company "The Papineauville Lumber Company", 1.) increasing the company's capital from the sum of \$50,000 to \$100,000; the additional share capital being divided into 2,500 common shares of \$20 each; 2.) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A.G. 10255-55)

T. Théo Valiquette Enrg Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February fourth, 1955, to the company "T. Théo Valiquette Enrg Ltée", increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000; the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

(A.G. 11627-54)

Valor — Medica Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February sixteenth 1955, to the company "Valor-Medica Inc.", increasing its capital stock from

tal de \$10,000 à \$90,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le seize février 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

\$10,000 to \$90,000; the additional capital stock being divided into 800 shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1955.

C. E. CANTIN,
39524 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Extrait

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 240

—
Québec, le 2 mars 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certaine addition à la réserve de chasse et de pêche de la rivière Petite Cascapédia.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 2461, en date du 28 juin 1945, créait la Réserve de Chasse et de Pêche de la Petite Cascapédia;

ATTENDU QUE la partie de l'arrêté en conseil N° 518, en date du 3 mai 1950, concernant la Réserve de Chasse et de Pêche de la Petite Cascapédia, y ajoutait le canton Baldwin;

ATTENDU QUE dans les cantons Robidoux, Flahault, Dufour, Marcell et Lebret, il y aurait lieu d'organiser certains bons territoires pour la chasse et la pêche.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE les limites de la Réserve de Chasse et de Pêche de la Rivière Petite Cascapédia soient décrites comme suit:

1° Dans le comté de Gaspé-Nord:

Le canton Baldwin et cette partie de la branche-est de la rivière Petite Cascapédia, dans le canton Deville, et les ruisseaux du Lac Long et Lesseps dans ledit canton, ainsi qu'une réserve de trois chaînes de chaque côté de ces cours d'eau;

2° Dans le comté de Bonaventure:

Le canton Dufour, la partie du canton Marcell située entre la branche ouest de la Rivière Petite Cascapédia et une ligne à être établie dans une direction générale nord-ouest partant de l'arrière ligne du rang deux (II) du canton Flahault et se terminant au point de rencontre des lignes extérieures Clarke-Baldwin et Marcell, la partie du canton Lebret située entre la branche-est de la Rivière Petite Cascapédia et une ligne à être établie, perpendiculaire à la ligne extérieure Lebret-Deville et originant sur cette dite ligne extérieure à un (1) mille au nord-est de la ligne extérieure Baldwin-Deville, le rang un (I) du canton Flahault, moins les lots un et deux (1 et 2) de ce rang; le rang deux (II) dudit canton, ainsi qu'une bande de un (1) mille de largeur adjacente au rang deux (II) du canton Flahault, située entre les prolongements au sud-ouest des lignes entre les lots quarante-six et quarante-sept (46 et 47) du rang deux de Flahault, et cinquante-huit et cinquante-neuf (58 et 59) du rang deux (II) dudit canton; les rangs un et B (I et B) du canton Robidoux, moins le lot vingt-quatre (24) de ce dernier; les lots huit, neuf et dix (8, 9 et 10) du rang A du canton Robidoux, ainsi qu'une bande de terrain d'environ quatre milles et demi

Orders in Council

Excerpt

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 240

—
Quebec, March 2nd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING a certain addition to the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapedia River.

WHEREAS Order in Council number 2461, dated June 28th, 1945, created the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapedia;

WHEREAS that part of the Order in Council No. 518, dated May 3rd, 1950, concerning the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapedia, added thereto the township of Baldwin;

WHEREAS in the townships of Robidoux, Flahault, Dufour, Marcell and Lebret, it would be expedient to organize certain good territories for hunting and fishing.

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the limits of the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapedia River be described as follows:

1. In the county of Gaspé-North:

The township of Baldwin and that part of the Eastern branch of the Little Cascapedia River, in the township of Deville, and the brooks of Lake Long and Lesseps in the said township, as well as a reserve of three chains on each side of these watercourses;

2. In the county of Bonaventure:

Township Dufour, that part of township Marcell situate between the Western branch of Little Cascapedia River and a line to be established in a general Northwesterly direction starting from the line in rear of range two (II) of the township Flahault and ending at the meeting point of the exterior lines of Clarke-Baldwin and Marcell, that part of the township of Lebret situate between the Eastern branch of Little Cascapedia River and a line to be established, perpendicular to the exterior line Lebret-Deville and originating on this said exterior line at one (1) mile Northeast of the exterior line Baldwin-Deville, range one (I) of the township Flahault, less lots one and two (1 and 2) of this range; range two (II) of the said township, as well as a band of one (1) mile in width adjacent to range two (II) of the township of Flahault situate between the prolongations southwest of the lines between lots forty-six and forty-seven (46 and 47) of range two of Flahault, and fifty-eight and fifty-nine (58 and 59) of range two (II) of the said township; ranges one and B (I and B) of township Robidoux, less lot twenty-four (24) of the latter; lots eight, nine and ten (8, 9 and 10) of range A township Robidoux, as well as a

(4½ m.) de longueur et bornée au nord-ouest par la ligne extérieure Dufour-Robidoux, au sud-est par le prolongement au nord-est de la ligne entre les lots cinquante-quatre et cinquante-cinq (54 et 55) du rang un (I) de Robidoux et au sud-ouest par l'arrière ligne du rang un (I) du canton Robidoux.

Cette Réserve comprend, de plus, toutes les eaux de la Rivière Petite Cascapédia ainsi qu'une réserve de trois chaînes, de chaque côté de ladite rivière, depuis la ligne nord du rang cinq (V) du canton New Richmond jusqu'à la ligne entre les lots deux et trois (2 et 3) du rang un (I) du canton Flahault, toutes les autres eaux libres de la Couronne et une même zone de trois chaînes partout où une telle réserve de trois chaînes peut exister en vertu de la loi, et particulièrement sur les lots quinze (15) du rang cinq (V) ainsi que quinze-deux (15.2) et quinze-trois (15.3) du rang quatre (IV) dudit canton New Richmond;

QUE la partie de l'arrêté en conseil N° 518, en date du 3 mai 1950 concernant la Réserve de Chasse et de Pêche de la Petite Cascapédia, soit abrogée;

QUE l'arrêté en conseil N° 2461 en date du 28 juin 1945 concernant la création de la Réserve de Chasse et de Pêche de la Petite Cascapédia, soit modifié en conséquence.

39525-0 L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

Extrait

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 240

—
Québec, le 2 mars 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT les honoraires des différents permis de chasse.

ATTENDU qu'il est opportun de réviser et de modifier les honoraires des permis de chasse en vue d'un meilleur contrôle et d'une plus juste répartition.

VU l'article 28 du chapitre 153 des S.R.Q., 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE les honoraires des différents permis de chasse soient à l'avenir fixés comme suit:

1° Pour les domiciliés:

Original seulement: \$10.50 dont 50c. de commission au vendeur;

Chevreuil seulement: \$3.25 dont 25c. de commission au vendeur;

Toute chasse, y compris le faisán, sauf l'original, le chevreuil et les animaux à fourrure: \$2.10 dont 10c. de commission au vendeur;

Animaux à fourrure: \$2.10 dont 10c. de commission au vendeur;

2° Pour les non-domiciliés:

Original seulement: \$101.00 dont \$1.00 de commission au vendeur;

Chevreuil seulement: \$25.50 dont 50c. de commission au vendeur;

Toute chasse, y compris le faisán, sauf l'original, le chevreuil et les animaux à fourrure: \$15.50 dont 50c. de commission au vendeur;

Animaux à fourrure: \$202.00 dont \$2.00 de commission au vendeur;

band of land approximately four miles and one-half (4½ m.) in length and bounded on the northwest by the exterior line of Dufour-Robidoux, on the southeast, by the prolongation on the northeast of the line between lots fifty-four and fifty-five (54 and 55) of range one (I) of Robidoux and on the southwest by the rear line of range one (I) of township Robidoux.

This Reserve comprises, moreover, all the waters of Little Cascapedia River, as well as reserve of three chains, on each side of the said river, from the Northern line of range five (V) of the township of New Richmond to the line between lots two and three (2 and 3) of range one (I) of township Flahault, all the other free waters of the Crown and a same zone of three chains every place where such reserve of three chains may exist according to law, and in particular on lots fifteen (15) of range five (V) as well as fifteen-two (15.2) and fifteen-three (15.3) of range four (IV) of said township of New Richmond;

THAT that part of Order in Council No. 518, dated May 3rd, 1950, respecting the Hunting and Reserve of Little Cascapedia, be repealed;

THAT Order in Council No. 2461 dated June 28th, 1945, respecting the creation of the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapedia, be therefore amended.

39525 L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Excerpt

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 240

—
Quebec, March 2nd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fees for various hunting permits.

WEREAS it is expedient to revise and modify the fees for hunting permits in view of a better control and distribution thereof.

IN view of section 28, chapter 153, R.S.Q., 1941.

CONSEQUENTLY it is ordained, upon the proposition of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the fees for various hunting permits shall be, hereafter, fixed as follows:

1. For residents:

Moose only: \$10.50 including 50c. commission to vendor.

Deer only: \$3.25 including 25c. commission to vendor;

All hunting, including Pheasant, with the exception of Moose, Deer, and fur-bearing animals: \$2.10 including 10c. commission to vendor;

Fur-bearing animals: \$2.10 including 10c. commission to vendor;

2. For non-residents:

Moose only: \$101.00 including \$1.00 commission to vendor;

Deer only: \$25.50 including 50c. to vendor;

All hunting, including Pheasant, excepting Moose, Deer and fur-bearing animals: \$15.50 including 50c. commission to vendor;

Fur-bearing animals: \$202.00 including \$2.00 commission to vendor.

QUE la partie de l'arrêté en conseil numéro 674 en date du 28 juin 1951, concernant les honoraires des différents permis de chasse et l'arrêté en conseil numéro 993, en date du 3 septembre 1953, concernant la chasse au faisan ainsi que la partie de l'arrêté en conseil numéro 239, en date du 17 mars 1954, concernant les honoraires des permis de chasse à l'original, soient abrogés.

L. DÉSILETS,
39525-o Greffier du Conseil Exécutif.

Extrait

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 240

Québec, le 2 mars, 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil:

CONCERNANT la Réserve de chasse connue sous le nom de "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".

ATTENDU QU'un arrêté ministériel a été passé le 19 octobre 1944, sous le numéro 3947, créant une réserve de chasse sous le nom de "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe";

ATTENDU QUE l'effet de cet arrêté ministériel est expiré depuis le 31 décembre 1948;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 472, en date du 20 janvier 1949, prolongeait l'effet du premier arrêté en conseil pour une autre période de cinq années;

ATTENDU QU'il est maintenant opportun de continuer l'existence de ladite Réserve pour une période indéfinie;

VU le paragraphe 6 de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE l'effet de l'arrêté en conseil N° 3947, en date du 19 octobre 1944, créant la réserve de chasse Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe, soit prolongé pour une période indéfinie.

L. DÉSILETS,
39525-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 325

Québec, le 23 mars 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil:

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la province de Québec, section de Sherbrooke et des Cantons de l'Est et le Conseil National Catholique des Métiers de la Construction des Cantons de l'Est ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications au décret nu-

THAT the section of Order in Council number 674 dated June 28th, 1951, concerning the fees of various hunting permits and Order in Council number 993, dated September 3rd, 1953, concerning Pheasant hunting as well as that part of Order in Council number 239, dated March 17th, 1954, concerning fees for Moose and Deer hunting permits, be repealed.

L. DÉSILETS,
39525 Clerk of the Executive Council.

Excerpt

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 240

Quebec, March 2nd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council:

CONCERNING the Hunting Reserve known under the name of "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".

WHEREAS an Order in Council was enacted on October 19th, 1944, under number 3947, creating a hunting Reserve entitled "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe";

WHEREAS the effect of said Order in Council has expired since December 31st, 1948;

WHEREAS Order in Council number 472, dated January 20th, 1949, extended the effect of the former Order in Council for an additional period of five years;

WHEREAS it is now deemed expedient that the said Reserve continue to exist for an indefinite period of time;

IN VIEW of paragraph 6 of section 65, chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

CONSEQUENTLY, it is ordained, upon the proposition of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the effect of Order in Council No. 3947, dated October 19th, 1944, creating of the hunting Reserve "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe", be extended for an indefinite period of time.

L. DÉSILETS,
39525 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 325

Quebec, March 23rd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council:

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the region of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Corporation of Plumbing and Heating Contractors of the Province of Quebec (Sherbrooke and Eastern Townships Section) and "Le Conseil national catholique des Métiers de la Construction des Cantons de l'Est" have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 1519 of September 18th, 1947, amended

méro 1519 du 18 septembre 1947, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1233-A et 1634-B des 22 septembre et 2 décembre 1948, 1316-B du 24 novembre 1949, 146-A et 973-A des 1er février et 30 août 1950, 350-B, 541-B et 926-F des 4 avril, 30 mai et 22 août 1951, 271-G et 787-A des 20 mars et 23 juillet 1952, 374-D et 1201-A des 26 mars et 28 octobre 1953, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sherbrooke;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 février 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1519, soit modifié comme suit:

Les dispositions du décret concernant les mécaniciens en tuyauterie, les poseurs d'appareils de chauffage, les soudeurs en tuyauterie, les ferblantiers ou travailleurs de métal en feuilles et les couvreurs sont biffés pour constituer, avec les nouveaux amendements, une Section "A" où sont dorénavant groupées toutes les dispositions se rapportant à ces métiers.

1° Les mots "des pompes à gazoline" sont ajoutés après les mots "des brûleurs à l'huile" apparaissant à la fin du paragraphe "b" de l'article II.

2° Les item commençant par les mots "Mécanicien en tuyauterie", "Soudeur en tuyauterie", "Ferblantier" apparaissant à la fin de la première échelle de salaires du paragraphe "a" de l'article IV, sont biffés.

3° L'alinéa commençant par les mots "Notobstant la cédule de salaires précédente", l'échelle de salaires qui suit cet alinéa ainsi que l'alinéa commençant par les mots "Les salariés régis par", le tout apparaissant à la fin du paragraphe "a" de l'article IV, sont biffés.

4° Le paragraphe "e" de l'article IV est biffé.

5° Les mots "Mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage" et suivants, apparaissant au paragraphe "g" de l'article X, sont biffés.

6° La Section "A" suivante est ajoutée après l'article XVI dudit décret et devient l'article XVI-A:

"Section "A"

XVI-A.— *Dispositions complémentaires relatives aux mécaniciens en tuyauterie, poseurs d'appareils de chauffage, soudeurs en tuyauterie, ferblantiers, travailleurs de métal en feuilles, couvreurs, poseurs de foyers mécaniques et de pompes à gazoline:*

a) *Jurisdiction territoriale:* Pour les fins de la présente Section, la jurisdiction territoriale du décret est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les cités ou villes de Sherbrooke, Farnham, Cowansville, Granby, Magog, Asbestos, Windsor, East Angus et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste de la jurisdiction territoriale.

b) *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

Métiers:	Salaires horaires	
	Zones I	II
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage:	\$2.45	\$2.30
Entrepreneur (services personnels).	\$2.45	\$2.30

by Orders in Council numbers 1233-A and 1634-B of September 22nd and December 2nd, 1948, 1316-B of November 24th, 1949, 146-A and 973-A of February 1st and August 30th, 1950, 350-B, 541-B and 926-F of April 4th, May 30th and August 22nd, 1951, 271-G and 787-A of March 20th and July 23rd, 1952, 374-D and 1201-A of March 26th and October 28th, 1953, relating to the construction industry in the region of Sherbrooke;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 12th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree number 1519, be amended as follows:

The provisions of the decree concerning pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths or sheet metal workers and roofers are deleted to constitute, with the new amendments, a new Part "A" that will contain all the provisions pertaining to such trades.

1. The words "gasoline pumps" are added after the words "oil burners" mentioned at the end of subsection "b" of section II.

2. The items beginning with the words "Pipe mechanic", "Pipe welder" and "Tinsmith", appearing at the end of the first wage scale of subsection "a" of section IV, are deleted.

3. The paragraph beginning with the words "Notwithstanding the preceding wage scale", the wage scale that follows and the paragraph beginning with the words "The employees of the foregoing", appearing at the end of subsection "a" of section IV, are deleted.

4. Subsection "e" of section IV is deleted.

5. The words "Pipe mechanic, steamfitter" and the following, down to the end of subsection "g" of section X, are deleted.

6. The following Part "A" is added after section XVI of the said decree and becomes section XVI-A:

Part "A"

XVI-A.— *Supplementary provisions concerning pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths, sheet metal workers, roofers, mechanical stoker and gasoline pump mechanics:*

a) *Territorial jurisdiction:* For the purposes of the present Part, the territorial jurisdiction of the decree is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The cities or towns of Sherbrooke, Farnham, Cowansville, Granby, Magog, Asbestos, Windsor, East Angus and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

b) *Minimum wage rates:* The minimum wage rates shall be as follows:

Trades:	Hourly Rates	
	Zones I	II
Pipe mechanic and steamfitter:	\$2.45	\$2.30
Contractor (personal services)	\$2.45	\$2.30

Compagnon.....	1.50	1.40	Journeyman.....	1.50	1.40
Soudeur.....	1.50	1.40	Welder.....	1.50	1.40
Poseur de brûleur à l'huile.....	1.50	1.40	Oil burner mechanic.....	1.50	1.40
Poseur de foyer mécanique.....	1.50	1.40	Mechanical stoker mechanic.....	1.50	1.40
Poseur de pompe à gazoline.....	1.50	1.40	Gasoline pump mechanic.....	1.50	1.40
Compagnon junior.....	1.30	1.25	Junior journeyman.....	1.30	1.25
Ferblantier, travailleur de métal en feuille, couvreur.....	1.50	1.40	Tinsmith, sheet metal worker, roofer.....	1.50	1.40

A compter du 1er octobre 1955, les ajustements suivants devront être faits pour les catégories de salariés ci-après indiquées:

Métiers:	Salaires horaires	
	Zones I	Zones II
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage:		
Entrepreneur (services personnels).	\$2.65	\$2.50
Compagnon.....	1.65	1.55
Soudeur.....	1.65	1.55
Poseur de brûleur à l'huile.....	1.65	1.55
Poseur de foyer mécanique.....	1.65	1.55
Poseur de pompe à gazoline.....	1.65	1.55
Compagnon junior.....	1.43	1.38
Ferblantier, travailleur de métal en feuille, couvreur.....	1.65	1.55

A compter du 1er avril 1956, les ajustements suivants devront être faits pour les catégories de salariés ci-après indiquées:

Métiers:	Salaires horaires	
	Zones I	Zones II
Mécanicien en tuyauterie et poseur d'appareils de chauffage:		
Entrepreneur (services personnels).	\$2.75	\$2.60
Compagnon.....	1.70	1.60
Soudeur.....	1.70	1.60
Poseur de brûleur à l'huile.....	1.70	1.60
Poseur de foyer mécanique.....	1.70	1.60
Poseur de pompe à gazoline.....	1.70	1.60
Compagnon junior.....	1.45	1.40
Ferblantier, travailleur de métal en feuille, couvreur.....	1.70	1.60

c) i. Les taux de salaires spécifiés dans ce décret s'appliquent à tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

ii. Tout salarié affecté temporairement par le même employeur à un travail autre que celui de son emploi habituel doit recevoir le taux de salaire établi pour son métier.

d) i. Le salarié n'est pas rémunéré pour tout temps libre à l'atelier, à moins que sa présence n'y soit requise par l'employeur.

ii. Le temps du transport de l'employé est payé à compter de cinq (5) milles des limites de la cité de Sherbrooke ou en plus de 15 minutes du point de départ.

iii. Les frais de pension et de transport des salariés engagés dans leur localités respectives pour exécuter des travaux en dehors du lieu de leur résidence doivent être payés par l'employeur en plus du taux régulier de salaire.

e) *Durée du travail:* i. Nonobstant les dispositions de l'article VI, la durée du travail dans la zone I, à compter du 1er octobre 1955, est de quarante (40) heures distribuées comme suit: Huit (8) heures par jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 8.00 a.m. et midi et 1.00 p.m. et 5.00 p.m.

ii. Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des périodes journalières déterminées à l'alinéa précédent est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré comme tel. Cependant, les salariés préposés à l'entretien pendant la semaine de vacances sont sujets au taux régulier; ils doivent toutefois prendre leurs vacances la semaine suivante.

From October 1st, 1955, the following readjustments shall be made in respect of the following categories of employees:

Trades:	Hourly Rates	
	Zones I	Zones II
Pipe mechanic and steamfitter:		
Contractor (personal services)....	\$2.65	\$2.50
Journeyman.....	1.65	1.55
Welder.....	1.65	1.55
Oil burner mechanic.....	1.65	1.55
Mechanical stoker mechanic.....	1.65	1.55
Gasoline pump mechanic.....	1.65	1.55
Junior journeyman.....	1.43	1.38
Tinsmith, sheet metal worker, roofer.....	1.65	1.55

From April 1st, 1956, the following readjustments shall be made in respect of the following categories of employees:

Trades:	Hourly Rates	
	Zones I	Zones II
Pipe mechanic and steamfitter:		
Contractor (personal services)....	\$2.75	\$2.60
Journeyman.....	1.70	1.60
Welder.....	1.70	1.60
Oil burner mechanic.....	1.70	1.60
Mechanical stoker mechanic.....	1.70	1.60
Gasoline pump mechanic.....	1.70	1.60
Junior journeyman.....	1.45	1.40
Tinsmith, sheet metal worker, roofer.....	1.70	1.60

c) i. The wages rates mentioned in this decree apply to all work done in or outside the shop.

ii. All employees temporarily employed by the same employer at other than their regular work shall receive the rate established for their own trade.

d) i. Employees shall not be paid for time not worked while in the shop unless their presence be required by the employer.

ii. Travelling time of the employee is paid from a point five (5) miles outside the limits of the city of Sherbrooke, or that travelling time exceeding 15 minutes from the point of departure.

iii. Board and travelling expenses of employees hired in their respective localities to work outside the place of their residence shall be paid by the employer in excess of the regular wages.

e) *Duration of work:* i. Notwithstanding the provisions of section VI, the duration of work in zone I, from October 1st, 1955, shall consist of forty (40) hours distributed as follows: eight (8) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and between 1.00 p.m. and 5.00 p.m.

ii. All time worked in excess of the regular hours or beyond the daily periods of work determined in the foregoing paragraph is considered as overtime and shall be paid accordingly. However, maintenance men, during the vacation week, shall be paid the regular rates but they shall take their vacation the following week.

iii. Advenant le cas où la durée de travail prévue au paragraphe "f" de l'article VI, serait diminuée, cette diminution s'appliquera aux catégories de salariés régis par la présente section.

iv. Les dispositions du paragraphe "f" de l'article VI ne s'appliquent pas à la ville de Windsor.

f) Aucun compagnon ne doit travailler à l'exécution de travaux dans son métier à moins qu'il ne soit à l'emploi d'un entrepreneur de son métier.

g) En plus des dispositions de l'article VII, l'employeur doit retenir à chaque période de paie 2% du salaire de son salarié et lui remettre ce montant au moyen de timbres dans son livret de congés, suivant les dispositions dudit article VII.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'à la cité de Sherbrooke et au territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

h) *Apprentissage:* i. Les employeurs et salariés doivent se conformer aux règlements d'apprentissage déterminés dans la Loi des Mécaniciens en tuyauterie, pour les métiers auxquels s'applique ladite Loi.

ii. La durée de travail des apprentis est la même que celle des compagnons. Une année d'apprentissage comprend 2,200 heures de travail.

iii. Dans ces métiers, il ne peut y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon.

iv. Aucun apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à moins qu'il ne soit sous la juridiction d'un ouvrier qualifié dans son métier.

v. *Taux de salaires des apprentis:*

Métiers:

Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuille, couvreur, poseur de foyer mécanique et de pompe à gazoline:

	Salaires horaires Zones	
	I	II
1ère année.....	\$0.68	\$0.63
2ème année.....	0.77	0.72
3ème année.....	0.81	0.76
4ème année.....	0.86	0.81

Poseur de brûleur à l'huile:

1ère année.....	0.68	0.63
-----------------	------	------

A compter du 1er octobre 1955, les ajustements suivants devront être faits pour les catégories de salariés ci-après indiquées:

Métiers:

Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuille, couvreur, poseur de foyer mécanique et de pompe à gazoline.

	Salaires horaires Zones	
	I	II
1ère année.....	\$0.75	\$0.70
2ème année.....	0.85	0.80
3ème année.....	0.90	0.85
4ème année.....	0.95	0.90

Poseur de brûleur à l'huile:

1ère année.....	0.75	0.70
-----------------	------	------

A compter du 1er avril 1956, les ajustements suivants devront être faits pour les catégories de salariés ci-après indiquées:

Métiers:

Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareils de chauffage, soudeur en tuyauterie, ferblantier, travailleur de métal en feuille, couvreur, poseur de foyer mécanique et de pompe à gazoline:

	Salaires horaires Zones	
	I	II

iii. Should the duration of work established in subsection "f" of section VI be reduced, such reduction shall apply to the employees governed by the present part.

iv. The provisions of subsection "f" of section VI do not apply to the town of Windsor.

f) No journeyman shall do actual trade work unless he be employed by a contractor in his trade.

g) In addition to the provisions of section VII, employers shall deduct 2% off the employee's wages and give him such amount in the form of stamps in his vacation with-pay stamp book, as under the said section VII.

The provisions of the present subsection apply only to the city of Sherbrooke and to the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

h) *Apprenticeship:* i. Employers and employees shall comply with the apprenticeship by-laws of the Pipe Mechanics Act as regards the trades to which the said act applies.

ii. The duration of work of apprentices shall be the same as that of journeymen. One year of apprenticeship consists of 2,200 hours of work.

iii. In such trades, there may be but one (1) apprentice per journeyman.

iv. No apprentice shall work if not under the jurisdiction of skilled worker in his trade.

v. *Rates of wages of apprentices:*

Trades:

Pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths, sheet metal workers, roofers, mechanical stoker and gasoline pump mechanics:

	Hourly Rates Zones	
	I	II

1st year.....	\$0.68	\$0.63
2nd year.....	0.77	0.72
3rd year.....	0.81	0.76
4th year.....	0.86	0.81

Oil burner mechanics:

1st year.....	0.68	0.63
---------------	------	------

From October 1st, 1955, the following readjustments shall be made for the following categories of employees:

Trades:

Pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths, sheet metal workers, roofers, mechanical stoker and gasoline pump mechanics:

	Hourly Rates Zones	
	I	II

1st year.....	\$0.75	\$0.70
2nd year.....	0.85	0.80
3rd year.....	0.90	0.85
4th year.....	0.95	0.90

Oil burner mechanics:

1st year.....	0.75	0.70
---------------	------	------

From April 1st, 1956, the following readjustments shall be made for the following categories of employees:

Trades:

Pipe mechanics, steamfitters, pipe welders, tinsmiths, sheet metal workers, roofers, mechanical stoker and gasoline pump mechanics:

	Hourly Rates Zones	
	I	II

1ère année.....	\$0.80	\$0.75
2ème année.....	0.90	0.85
3ème année.....	0.95	0.90
4ème année.....	1.00	0.95
Poseur de brûleur à l'huile:		
1ère année.....	0.80	0.75

i) Les salariés auxquels la présente Section s'applique ont droit à la fête de l'Action de Grâce en plus des autres jours de fêtes mentionnés à l'article IX.

j) Nonobstant les dispositions de l'article XVII, les dispositions de la présente Section demeurent en vigueur jusqu'au 31 mars 1957. (Document "A" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
39564-o Greffier du Conseil Exécutif.

1st year.....	\$0.80	\$0.75
2nd year.....	0.90	0.85
3rd year.....	0.95	0.90
4th year.....	1.00	0.95
Oil burner mechanics:		
1st year.....	0.80	0.75

i) Employees governed by the present Part shall benefit by a holiday on Thanksgiving Day in addition to the other holidays mentioned in section IX.

j) Notwithstanding the provisions of section XVII, the provisions of the present Part shall remain in force until March 31st, 1957. (Document "A" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
39564-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 370 139. Dame Leah Goldstein, épouse commune en biens de Herbert Singer, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Herbert Singer, marchand, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, 15 mars 1955.

Le Procureur de la demanderesse,
39526 LOUIS FEIGENBAUM.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 369625. Paul-Émile Senay, inspecteur, domicilié à Longueuil, district de Montréal, es-qualité de curateur à Dame Marie Lina Édith Lafèche, épouse commune en biens de Joseph Lauzon, de Montréal, district de Montréal, demandeur ès-qualité, vs ledit Joseph Lauzon, rentier, de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ème jour de mars 1955.

Montréal, le 24 mars 1955.

Les Procureurs du demandeur,
39557-o BLAIN, NADEAU & NADEAU,
RAOUL CREVIER,
D.P.C.S.

Actions for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 370 139. Dame Leah Goldstein, wife common as to property of Herbert Singer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Herbert Singer, merchant, of the same place, defendant.

An Action for separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, March 15th, 1955.

LOUIS FEIGENBAUM,
39526-o Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 369625. Paul-Émile Senay, Inspector, domiciled at Longueuil, district of Montreal, in his capacity of, curator to Dame Marie Lina Édith Lafèche, wife common as to property of Joseph Lauzon, of Montreal, district of Montreal, plaintiff es-qualité, vs the said Joseph Lauzon, annuitant, of Montreal, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the second day of March 1955.

Montreal, March 24th, 1955.

BLAIN, NADEAU & NADEAU,
39557 Attorneys for the plaintiff.
RAOUL CREVIER,
D.P.S.C.

Assemblée

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, Canada, mercredi, le 20e jour d'avril 1955, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 16e jour de mars 1955 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 1er jour de mars 1955.

Le Secrétaire,
39452-11-3 C. NIDEROST.

Meeting

NOTICE

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Shareholders of Quebec Central Railway Company will be held at the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, on Wednesday, the 20th day of April, 1955, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two Directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 10th day of March, 1955, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 1st day of March, 1955.

C. NIDEROST,
Secretary.

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

Avis d'assemblée

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires de "Richelieu Bridge Company Limited" aura lieu samedi le 16 avril 1955 à 2.00 p.m. au bureau du président à St. Jean, P. Q.

39539-o

Le Secrétaire,
YVES DELAND.

RICHELIEU BRIDGE COMPANY LIMITED

Notice of Meeting

The general annual Meeting of the shareholders of "Richelieu Bridge Company Limited" will be held on Saturday, April 16th, 1955 at 2.00 p.m. in the President's office in St. Johns P. Q.

39539-o

YVES DELAND,
Secretary.

Avis divers

(P. G. 5482-53)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province, a le 23 mars 1955, approuvé les règlements généraux de "Eleven & Twelve Island Club Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de mars 1955.

39527

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P. G. 10616-55)

KIPPEN & COMPANY, INCORPORATED

Règlement N° II A

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° II A de la compagnie "Kippen & Company Incorporated:"

1) Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes, augmenté de 3 à 6 et que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de 6 directeurs.

2) Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3) Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Certifié vraie copie.

39528

Le Secrétaire,
G. R. BENNETT.

Miscellaneous Notices

(A. G. 5482-53)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of "Eleven & Twelve Island Club Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on March 23rd, 1955, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of March, 1955.

39527-o

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(A. G. 10616-55)

KIPPEN & COMPANY, INCORPORATED

By-law No. II A

"Be and it is hereby enacted as by-law No. II A of "Kippen & Company Incorporated:"

1) The number of Directors of the company is hereby increased from 3 to 6 and that the Board of Directors of the company be hereafter composed of 6 Directors.

2) Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3) All prior By-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

Certified true copy.

39528-o

G. R. BENNETT,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Notre-Dame de L'Assomption, Châteauguay", en date du 6 mars 1955, dont le siège social est situé à Châteauguay (Station), comté de Châteauguay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le quinze mars 1955.

39529-o

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Notre-Dame de L'Assomption, Châteauguay", under date March 6th, 1955, whereof the head office is at Châteauguay (Station), county of Châteauguay, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1955.

39529

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la Pro-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added thereto by Act II, George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary has

vince a décrété, le vingt et un mars 1955, la fin de l'existence corporative de "L'Association Canadienne des Ouvriers de la Bière, Local N° 3", dont la constitution en syndicat professionnel a été autorisée le 16 décembre 1952, avec son siège social à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-quatre mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39530-o JEAN BRUCHÉSI.

enacted, on March twenty-first, 1955, the termination of the corporate existence of "L'Association Canadienne des Ouvriers de la Bière, Local No. 3", the constitution of which, as a professional syndicate, was authorized on December 16th, 1952, with head office at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March twenty-fourth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39530 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le quatorze mars 1955, le changement de nom de "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices du District Urbain N° 21" en celui de "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Sherbrooke". La constitution dudit syndicat professionnel, sous le nom originaire de "Association Catholique des Institutrices du District Urbain N° 20 Inc.", a été autorisée le 2 juillet 1945; ledit nom originaire a été changé le 12 avril 1947 en celui de "Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la cité de Sherbrooke", lequel nom était à son tour changé, le 31 juillet 1948, en celui ci-haut mentionné de "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices du District Urbain N° 21".

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39531-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11920-54)

DRAPEAU & GARIÉPY CONSTRUCTION
COMPAGNIE LTÉE

Règlement décrétant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre:

"Sur proposition dûment faite par M. Adrien Gariépy, appuyée par Mme Thérèse Dandurand-Gariépy, et votée à l'unanimité, il fut décrété que le nombre des Directeurs de la compagnie "Drapeau & Gariépy Construction Compagnie Ltée", soit porté à quatre."

Certifié vraie copie.

Montréal, le 2 mars 1955.

Le Président,
39540-o MARCEL DRAPEAU.

(P.G. 10692-55)

JOLICOEUR LTÉE

Règlement N° 1, 1955, réduisant le nombre des directeurs de cinq (5) à quatre (4):

"1° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre membres, élus à l'assemblée annuelle des actionnaires, suivant la loi et les règlements de la compagnie, avec quorum de deux."

Extrait certifié conforme.

Montréal, ce 14 mars 1955.

Le Secrétaire,
39541-o EDMOND JOLICOEUR.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that in conformity with section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, the Honourable the Provincial Secretary has authorized on March fourteenth, 1955, the change of name of "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices du District Urbain No. 21" into that of "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Sherbrooke". The constitution of the said professional syndicate, under the original name of "Association Catholique des Institutrices du District Urbain No. 20 Inc.", was authorized on July 2nd, 1945; the said original name has been changed on April 12th, 1947, into that of "Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la cité de Sherbrooke", which name was, in turn, changed on July 31st, 1948, into that above mentioned of "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices du District Urbain No. 21".

Given at the office of the Provincial Secretary, March sixteenth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39531 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11920-54)

DRAPEAU & GARIÉPY CONSTRUCTION
COMPAGNIE LTÉE

By-law enacting an increase in the number of Directors from three to four:

"Duly proposed by Mr. Adrien Gariépy, seconded by Mrs Thérèse Dandurand-Gariépy, and unanimously voted, it was enacted that the number of Directors of the company "Drapeau & Gariépy Construction Compagnie Ltée", shall be increased to four."

Certified true copy.

Montreal, March 2nd, 1955.

MARCEL DRAPEAU,
39540 President.

(A.G. 10692-55)

JOLICOEUR LTÉE

By-law No. 1, 1955, decreasing the number of directors from five (5) to four (4):

"1. The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of four members, elected at an annual meeting of shareholders, according to law, and the Company's by-law, and two shall form a quorum."

Certified true excerpt.

Montreal, March 14th, 1955.

EDMOND JOLICOEUR,
39541 Secretary.

(P. G. 12051-54)

MARBRUN INTERNATIONAL MINING
COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement N° 73

Augmentant le nombre des directeurs de trois à sept:

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de sept directeurs dont quatre formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

Décrété à une assemblée des Directeurs tenue le 3 janvier, 1955, et ratifié par tous les Actionnaires présents à une assemblée spéciale tenue le même jour.

39544-o L'Assistant-secrétaire,
ERNEST LAFONTAINE.

Montréal — Province de Québec

Avis vous est par les présentes donné que les personnes suivantes sont membres de L'Association des Chimistes Professionnels de Québec.

Boardman, F. R.	Shawinigan Falls
Christner, W. C.	Montréal.
Delaney, T. J.	Montréal.
Downing, D. C.	Shawinigan Falls.
Gelblum, S.	Montréal
Girolami, Dr. L.	Arvida
Holm, A. G.	Shawinigan Falls
Huot, G. L.	Québec.
Kuper, A.	Montréal.
Lindsay, Dr. J. G.	Arvida
Lusby, Dr. G. R.	St. Hilaire Stn.
MacAlister, J. N. G.	Montreal
MacLean, D. M.	Valleyfield
Monk, R. H.	Hemmingford, Qué.
Ostergaard, E.	Belœil Stn.
Papineau-Couture, Dr. G.	Montréal
Parkhurst, H. M.	Arvida
Pickard, G. C.	Shawinigan South II
Plaw, R.	Montréal
Radecki, Z. K.	Drummondville
Rocque, G.	St. Paul L'Ermite
Sawyer, R. E.	Ville de Lery
Shaw, G. S.	Shawinigan Falls
Tardif, J.	Québec
Woods, E. A.	Arvida
Bourgon, M.	Montréal
Favre, H. A.	Montréal, Qué.
McCallum, J. R.	Baie Comeau
Monovan, W. F.	Maple Grove
Nickle, Dr. A. G.	Valois, Qué.
Maass, O.	Montréal
Pross, A. W.	St. Hilaire Stn.
Cameron, W. J.	Montréal.
Trudeau, Y. G.	Louiseville.
Tremblay, P. L.	Montréal
Cameron, J. L.	McMasterville
Plessis-Bélaïr, R.	Cartierville
Leib, J.	Montréal.
Bédard, M. A.	Québec
Rist, E.	Rosemount
Klassen, H. J.	St. Hilaire Stn.
Vallières, G.	Ste-Foy

26 mars 1955.
39542-o Le Secrétaire-Régistrare,
ARTHUR F. WATSON.

(Sec. P. 212-55)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Copa Mining Corporation Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans

(A. G. 12051-54)

MARBRUN INTERNATIONAL MINING
COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

By-law No. 73

Increasing the number of directors from three to seven:

The affairs of the company shall be managed by a board of seven directors, four of whom shall form quorum at any meeting of the board.

Enacted by the Directors on January 3rd, 1955, and ratified by all the Shareholders present at a special meeting held on the same day.

39544-o ERNEST LAFONTAINE,
Assistant-Secretary.

Montreal — Province of Quebec

Notice is hereby given that the following persons are members of the Association of Professional Chemists of Quebec.

Boardman, F. R.	Shawinigan Falls
Christner, W. C.	Montreal
Delaney, T. J.	Montreal
Downing, D. C.	Shawinigan Falls
Gelblum, S.	Montreal
Girolami, Dr. L.	Arvida
Holm, A. C.	Shawinigan Falls
Huot, G. L.	Quebec
Kuper, A.	Montreal
Lindsay, Dr. J. G.	Arvida
Lusby, Dr. G. R.	St. Hilaire Stn.
MacAlister, J. N. G.	Montreal
MacLean, D. M.	Valleyfield
Monk, R. H.	Hemmingford, Que.
Ostergaard, E.	Belœil Stn.
Papineau-Couture, Dr. G.	Montreal
Parkhurst, H. M.	Arvida
Pickard, G. C.	Shawinigan South II
Plaw, R.	Montreal
Radecki, Z. K.	Drummondville
Rocque, G.	St. Paul L'Ermite
Sawyer, R. E.	Ville De Lery
Shaw, G. S.	Shawinigan Falls
Tardif, J.	Quebec
Woods, E. A.	Arvida
Bourgon, M.	Montreal
Favre, H. A.	Montreal, Que.
McCallum, J. R.	Baie Comeau
Monovan, W. F.	Maple Grove
Nickle, Dr. A. G.	Valois, Quebec.
Maass, O.	Montreal
Pross, A. W.	St. Hilaire Stn.
Cameron, W. J.	Montreal
Trudeau, Y. G.	Louiseville
Tremblay, P. L.	Montreal
Cameron, J. L.	McMasterville
Plessis-Bélaïr, R.	Cartierville
Leib, J.	Montreal
Bédard, M. A.	Quebec
Rist, E.	Rosemount
Klassen, H. J.	St. Hilaire Stn.
Vallières, G.	Ste. Foy.

March, 26th 1955.
39542-o ARTHUR F. WATSON,
Secretary-Registrar.

(P. Sec. 212-55)

Notice is hereby given that "Copa Mining Corporation Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec

la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est à chambre 204, 132 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Albert Edward Poole de la cité de Dorval, dans ledit district.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39524 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 9036-52)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le dix-sept mars 1955, les règlements du "Club de Raquette Tuque Rouge", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-huit mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39558-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une association, sous le nom de "Hygrade Employees Association", pour l'étude, la défense et l'avancement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-cinq mars 1955.

La principale place d'affaires dudit syndicat professionnel est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39559 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12224-54)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 28 mars 1955, approuvé les règlements de "Property Owners Association of Pincourt — L'Association des Propriétaires de Pincourt", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-neuvième jour de mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39560 JEAN BRUCHÉSI.

COLLÈGE DES EUDISTES

Extrait du règlement numéro un concernant la réduction du nombre des directeurs ou administrateurs de la corporation ci-haut mentionnée de cinq à trois.

"Règlement numéro un — Administrateurs — 5° Les affaires de la corporation seront admises par un conseil d'administration composé de trois administrateurs choisis parmi les membres actifs de la corporation et seront élus à l'assemblée générale annuelle des membres."

Copie conforme

Le Président,
A. GAUVIN, ptre eud.
Le Secrétaire,
39569-o M. ARSENAULT, c.j.m.

its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Room 204, 132 St. James Street West, in the City and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Albert Edward Poole of the City of Dorval, said District.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of March, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39524-o Assistant Provincial Secretary.

(A.G. 9036-52)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on March seventeenth, 1955, the by-laws of "Club de Raquette Tuque Rouge", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on March eighteenth, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39558 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Hygrade Employees Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March twenty-fifth 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, in the judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
39559-o Under Secretary of the Province.

(A.G. 12224-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "Property Owners Association of Pincourt — L'Association des Propriétaires de Pincourt", were approved on March 28th, 1955, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-ninth day of March, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39560-o Under Secretary of the Province.

COLLÈGE DES EUDISTES

Excerpt from By-law number one concerning the decreasing of the number of directors or administrators of the abovementioned corporation, from five to three.

"By-law number one — Administrators — 5. The affairs of the corporation shall be managed by a board of three directors chosen among the active members of the corporation and shall be elected at the annual general meeting of its members.

True copy.

A. GAUVIN, Eudist Father,
President.
M. ARSENAULT, c.j.m.,
39569 Secretary.

(P.G. 12925-54)

TECHNICO CONSTRUCTIONS INC.

Extrait certifié du règlement N° 1, augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre:

"2. Directeurs: a) Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre (4) directeurs choisis parmi les détenteurs d'actions du capital-actions de la compagnie;"

Certifié vraie copie.

Québec, le 17 février 1955.

Le Secrétaire,

MARC BEAULÉ.

39561-o

(A.G. 12925-54)

TECHNICO CONSTRUCTIONS INC.

Certified excerpt of By-Law No. 1, increasing the number of directors from three to four:

"2. Directors: a) The business of the company shall be administrated by a Board of Directors composed of four (4) Directors chosen amongst shareholders of capital stock of the company;"

Certified True Copy.

Quebec, February 17, 1955.

MARC BEAULÉ,

Secretary.

39561

(P.G. 3359-52)

FEDERATION OF CATHOLIC CHARITIES INC.

Extrait du règlement N° 5 tel qu'adopté à une assemblée générale spéciale des membres de la corporation tenue le 21 février 1955, concernant une augmentation du nombre de ses directeurs de seize (16) à vingt (20):

"L'Article 2, section B, tel que décrété dans les règlements généraux de cette corporation et tel qu'amendé par le règlement spécial N° 2, est amendé de nouveau comme suit:

En rayant ledit paragraphe B de l'article 2, tel que décrété originairement et tel qu'amendé par le règlement N° 2 et en y substituant le suivant: L'article 2B, nombre, qualification et élection. Le bureau de direction sera composé de vingt membres de la corporation élus à l'assemblée annuelle ou à une assemblée spéciale tenue à cette fin et, sauf tel que pourvu ci-après, tous les directeurs seront élus pour une durée de deux ans."

Certifié vraie copie.

39570

Le Secrétaire,

J. E. WALSH.

(A.G. 3359-52)

FEDERATION OF CATHOLIC CHARITIES INC.

Extract of By-law No. 5, as adopted at a Special General Meeting of the members of the Corporation, held on February 21st, 1955, concerning an increase in the directorate thereof from sixteen (16) to twenty (20):

"Article 2, Section B as enacted in the general By-laws of this Corporation and as amended by Special By-law No. 2, is again amended, as follows:

By deleting the said paragraph B of Article 2 as originally enacted and as amended by By-law No. 2 and by substituting therefor the following: Article 2B, number, qualification and election. The Board of Directors shall consist of twenty members of the Corporation elected at the Annual Meeting, or at a Special Meeting for that purpose and save as hereinafter provided, all Directors shall be elected for a term of two years."

Certified true copy.

39570-o

J. E. WALSH,

Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Employés de Magasins de Chicoutimi", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-deux mars 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,

39571-o

JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Employés de Magasins de Chicoutimi", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March twenty-second, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chicoutimi, in the county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,

39571

Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le dix-sept mars 1955, le changement de nom de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques d'Asbestos", dont la constitution en syndicat professionnel, sous le nom originaire de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 44", avec siège social à Asbestos, dans le comté de Richmond, a été autorisée le 4 mai 1944, en celui de "L'Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïques d'Asbestos (Circ. 44)", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt et un mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,

39580-o

JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on March seventeenth, 1955, the change of name of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques d'Asbestos", whose incorporation into a professional syndicate, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 44", with head office at Asbestos, in the county of Richmond, has been authorized on May 4, 1944, into that of "L'Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïques d'Asbestos (Circ. 44)", and such, pursuant to the provisions of article 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March twenty-first, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,

39580

Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que "La Compagnie Industrielle St-Félix Limitée", corporation ayant son siège social à St-Félix de Valois, a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

St-Félix de Valois, 21 mars 1955.

Le Secrétaire,
ONIAS HÉNAULT.

39532-o

RED CASTLE INC

Avis est ici donné que "Red Castle Inc", une corporation formée en vertu de la loi des compagnies de Québec et dont le siège social est dans la municipalité de St-Eustache sur le Lac demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à St-Eustache sur le Lac, le 8e jour de mars 1955.

(Seau) Le Secrétaire,
SUZANE BOHEMIER.

39533-o

ST. AMAND SHOE SUPPLIES LIMITED

Avis de demande d'abandon de charte

Avis est donné que "St. Amand Shoe Supplies Limited", une compagnie à fonds social constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 24 mars 1949, avec siège social à St-Hyacinthe, dit district, se propose de demander immédiatement l'abandon de sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Les Procureurs de la requérante,
WALKER, CHAUVIN,
WALKER, ALLISON
& BEAULIEU.

39534

NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie Industrielle St-Félix Limitée" corporation having its head office at St-Félix de Valois, intends to apply for leave to surrender its charter.

St-Félix de Valois, March 21st, 1955.

ONIAS HÉNAULT.
Secretary.

39532-o

RED CASTLE INC

Notice is hereby given that "Red Castle Inc", a corporation formed under the Quebec Companies' Act, and whose head office is in the municipality of St-Eustache sur le Lac will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at St-Eustache sur le Lac, the 8th day of March, 1955.

(Seal) SUZANNE BOHEMIER,
Secretary.

39533

ST. AMAND SHOE SUPPLIES LIMITED

Notice of Application to Surrender Charter

Notice is hereby given that "St. Amand Shoe Supplies Limited", a joint stock company incorporated under the Quebec Companies' Act by letters patent dated 24th March, 1949, with head office at St. Hyacinthe, said district, proposes immediately to make application under the Quebec Companies' Act to surrender its charter.

WALKER, CHAUVIN,
WALKER, ALLISON
& BEAULIEU,
Solicitors for Applicant.

39534-o

Compagnie autorisée à faire
des affaires

(Sec. P. 218-55)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Reo Motors, Inc.", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, R.S.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province est à 100 rue River, en la cité de Verdun, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, et M. Frank R. Buckley, à l'adresse donné ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 30e jour de mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

39524

Company Licensed to do
Business

(P. Sec. 218-55)

Notice is hereby given that "Reo Motors, Inc." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is 100 River Street, in the city of Verdun, in the judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Frank R. Buckley, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of March, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Assistant Provincial Secretary.

39524-o

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° L-42B

Order No L-42B

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Quebec.

Séance du mercredi, 30 mars 1955, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Meeting of Wednesday, March 30th, 1955,
held in the office of the Dairy Industry Commis-
sion in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Adrien Angers, Joseph Hébert J. Albert Char-
trand, Walter D. Lowe, commissaires, et Alphonse
Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Adrien Angers, Joseph Hébert, J. Albert Char-
trand, Walter D. Lowe, Commissioners, and Al-
phonse Savoie, Secretary.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'article 4 de l'ordonnance N° L-42 du
18 février 1942 publiée dans la *Gazette officielle
de Québec* du 14 mars 1942, tel que modifié par
l'article 1er de l'ordonnance N° L-42A du 21
septembre 1954 publiée dans la *Gazette officielle
de Québec* du 25 septembre 1954, est de nouveau
modifié en y remplaçant dans les troisième et
quatrième lignes du second alinéa les mots "et
Drummondville" par les mots "Drummondville
et Thetford".

1. Article 4 of Order No. L-42 of February
18th, 1942 published in the *Quebec Official Gazette*
of March 14th, 1942, as modified by Article 1st
of Order No. L-42A of September 21st 1954
published in the *Quebec Official Gazette* of Septem-
ber 25th 1954, is again modified by replacing in
the third and fourth lines of the second paragraph
the words "and Drummondville" by the words
"Drummondville and Thetford".

2° La présente ordonnance entrera en vigueur
le jour de sa publication dans la *Gazette officielle
de Québec*.

2. The present Order shall come into force
on the date of its publication in the *Quebec Official
Gazette*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER E. MILOT, President,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
39572-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
39572-o

Département de la Chasse et
des Pêcheries

Department of Game and
Fisheries

En vertu de l'autorité que me confère le para-
graphe 3 de l'article 3 du chapitre 154 des S.R.Q.,
1941, je désire donner avis que: les conditions
pour l'émission d'un permis de pêche de dépend-
tant soient, à l'avenir, fixées comme suit:

By virtue of the authority conferred upon me
by paragraph 3 of section 3 of chapter 154 of the
R.S.Q. 1941, I wish to advise that: The condi-
tions for the issuing of a fishing permit for a
dependent, shall, in future, be fixed as follows:

Permis de pêche de dépendant pouvant être
émis à la femme et à tout enfant âgé de moins
de seize (16) ans d'un non-domicilié, pourvu que
celui-ci ait un permis de pêche, \$2.10, dont 10c.
de commission au vendeur.

A fishing permit for a dependent may be
issued to the wife and to any child under six-
teen years of age (16) of a non-resident, providing
the latter has fishing permit \$2.10 of which,
10c. is commission to the seller.

Québec, le 24 mars 1955.

Quebec, March 24th, 1955.

Le Ministre de la Chasse et des Pêcheries,
39525-o C.-E. POULIOT.

39525 C.-E. POULIOT,
Minister of Game and Fisheries.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 320-55.

No. 320-55.

Québec, le 22 mars 1955.

Quebec, March 22nd, 1955.

Demande est faite de changer le nom de la
municipalité scolaire de Plessisville, comté de
Mégantic, en celui de "Ville de Plessisville",
dans le même comté.

Application is made to change the name of
the school municipality of Plessisville, county of
Mégantic, into that of "Town of Plessisville",
in the same county.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39508-12-2 O. J. DÉSALNIERS.

39508-12-2 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1249-50.

Québec, le 22 mars 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans la comté de Mégantic, les lots 536, 537, 538, 541 du rang VII du cadastre officiel d'Inverness, pour les annexer à la municipalité scolaire du village d'Inverness, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39507-12-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1249-50.

Quebec, March 22nd, 1955.

Application is made to detach from the School Municipality of Inverness, in the county of Megantic, lots 536, 537, 538, 541, range VII of the official cadastre of Inverness, in order that they be annexed to the village School Municipality of Inverness, same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
39507-12-2 Superintendent of Education.

N° 29-55.

Québec, le 24 mars 1955.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 29 janvier et 5 février, concernant les municipalités scolaires de Beauvoir et de Ste-Marthe, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, il faut changer dans la 4ème ligne dudit avis les mots "et 174 à 210 inclusivement" par les mots "et 174 à 216 inclusivement".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39548-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 29-55.

Quebec, March 24th, 1955.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of January 29th, and February 5th, concerning the School Municipalities of Beauvoir and St. Marthe, in the county of Vaudreuil-Soulanges, the words "and 174 to 210 inclusive" in the 4th line of said notice, should be changed to "and 174 to 216 inclusive".

O. J. DÉSAULNIERS,
39548 Superintendent of Education.

N° 912-54.

Québec, le 25 mars 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rapide Danseur, comté d'Abitibi-Ouest, le lot N° 4 du rang VII à la limite-est dudit rang du canton Duparquet, pour les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Duparquet.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39549-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 912-54.

Quebec, March 25th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Rapide Danseur, county of Abitibi-West, lot No. 4 of range VII at the East-limit of the said range of the township of Duparquet, to annex them to the school municipality of the town of Duparquet.

O. J. DÉSAULNIERS,
39549-13-2 Superintendent of Education.

N° 1335-54.

Québec, le 24 mars 1955.

L'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec* des 19 et 26 mars, concernant la formation d'une municipalité scolaire protestante de Pointe-aux-Trembles, ne doit pas être considéré et doit être remplacé par le suivant:

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval" qui comprendra le territoire de la ville de Pointe-aux-Trembles et de la ville de Montréal-Est, qui sont actuellement sous le contrôle de la commission scolaire dissidente protestante de Pointe-aux-Trembles.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39550-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1335-54.

Quebec, March 24th, 1955.

The notice published in the *Quebec Official Gazette* of March 19th and 26th, concerning the erection of a Protestant School Municipality of Pointe-aux-Trembles, should be considered cancelled and replaced by the following:

Application is made to erect into a separate school municipality, for Protestant ratepayers only, under the name of "The Protestant School Municipality of Pointe-aux-Trembles, in the county of Laval", and it will include the territory of the town of Pointe-aux-Trembles and that of Montreal-East, which are presently controlled by the dissenting Protestant School Municipality of Pointe-aux-Trembles.

O. J. DÉSAULNIERS,
39550-13-2 Superintendent of Education.

N° 182-54.

Québec, le 24 mars 1955.

Demande est faite: 1° De détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, les lots 441 à 446 inclusivement du rang VII du cadastre d'Inverness, et les lots 348 à 353 inclusivement du rang VI du même cadastre, pour les annexer pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de St-Jean-de-Brébeuf, dans le même comté.

2° De détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, comté de Mégantic, la demie sud-ouest du lot N° 299 du cadastre officiel d'Inverness, appartenant à M. Joseph Champagne, pour l'annexer pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de St-Jean-de-Brébeuf, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39552-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 182-54.

Quebec, March 24th, 1955.

Application is made: 1. To detach from the school municipality of Inverness, in the county of Megantic, lots 441 to 446 inclusively of range VII of the cadastre of Inverness, and lots 348 to 353 inclusively of range VI, same cadastre, to annex them for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of St-Jean-de-Brébeuf, in the same county.

2. To detach from the school municipality of Inverness, county of Megantic, the southwest half of lot No. 299 of the official cadastre of Inverness, belonging to Mr. Joseph Champagne, to annex it for the Catholic ratepayers only, to the school municipality of St-Jean-de-Brébeuf, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
39552-13-2 Superintendent of Education.

N° 1173-54.

Québec, le 24 mars 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Flavien paroisse, dans le comté de Lotbinière, les lots 293 à 299 inclusivement et 416 à 419 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Flavien, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Flavien, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
39551-13-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1173-54.

Quebec, March 24th, 1955.

Application is made to detach from the School Municipality of St. Flavien parish, in the county of Lotbinière, lots 293 to 299 inclusive, and 416 to 419 inclusive of the official cadastre of the parish of St. Flavien, in order that they be annexed to the School Municipality of the village of St. Flavien, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel révisé de la cité de Hull, quartier N° 2 division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 12 à 23, 30 à 41, 47 à 58, 64 à 75, 82 à 87, 89-1, 91-1, 406 à 416 sont annulés et les lots 428 à 438 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre, adj.
J.-ED. GUAY.

39547-o

NOTICE

Official revised cadastre of the city of Hull, ward No. 2 registration division of Hull.

Notice is hereby given that lots 12 to 23, 30 to 41, 47 to 58, 64 to 75, 82 to 87, 89-1, 91-1, 406 to 416 are cancelled and lots 428 to 438 are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 25th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ED. GUAY,
Deputy Minister adj.

39547-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (Orsainville) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 411-90 (rue St-Thomas) est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1955.

Département des Terres et Forêts,
Service de Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

39547-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (Orsainville) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that part of lot 411-90 (St-Thomas Street) is cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, March, the 25th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

39547-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine (cité de Dorval) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 19-70-65 à 19-70-70, 19-70-73 à 19-70-78, 19-70-81 à 19-70-86, 19-70-89 à 19-70-91, 19-71-48 à 19-71-50, 19-71-52 à 19-71-54, 19-71-57 à 19-71-58, 19-71-60 à 19-71-62, 19-71-64 à 19-71-66, 19-71-68 à 19-71-70, 19-71-72 à 19-71-74 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 21 mars 1955.

Département des Terres et Forêts,
Service de Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

39547-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Lachine (city of Dorval) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 19-70-65 to 19-70-70, 19-70-73 to 19-70-78, 19-70-81 to 19-70-86, 19-70-89 to 19-70-91, 19-71-48 to 19-71-50, 19-71-52 to 19-71-54, 19-71-56 to 19-71-58, 19-71-60 to 19-71-62, 19-71-64 to 19-71-66, 19-71-68 to 19-71-70, 19-71-72 to 19-71-74 are cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 21st, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

39547-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs du comté de Stanstead, établi en exécution du décret numéro 254 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 324 du 23 mars 1955, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans suivant la méthode et le taux ci-après indiqués:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1955 au 31 mars 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 254 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 254 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret, soit \$25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 254 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs du comté de Stanstead, pour la période comprise entre le 31 mars 1955 et le 31 mars 1956.

(R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead, formed under decree number 254 of March 5th, 1953, has been authorized, by by-law approved by Order in Council number 324 of March 23rd, 1955, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans according to the mode and rate hereafter established:

1. Assessments

The period of levy extends from March 31st, 1955 to March 31st, 1956, it shall be laid as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 254 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree number 254, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wage rate established in the decree, namely \$25.00 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 254, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the employers with report forms on which all particulars requested by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from the latter's pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by this by-law is payable every month by professional employers, artisans and employees, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuses to pay or to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead for the period between March 31st, 1955 and March 31st, 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DU COMTÉ DE STANSTEAD
Siège social: Magog, Qué.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE FOR THE COUNTY OF STANSTEAD
Head office: Magog, Que.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1955 et le 31 mars 1956.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 31st, 1955 and March 31st, 1956.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 48.00
Artisans.....	114.00
Salariés.....	48.00
Honoraires d'examens.....	10.00
Recettes diverses.....	20.00
	\$ 240.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 48.00
Artisans.....	114.00
Employees.....	48.00
Examination fees.....	10.00
Various receipts.....	20.00
	\$ 240.00

Déboursés:

Frais de déplacement:	
Administration.....	\$ 120.00
Frais légaux.....	25.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone, télégrammes.....	35.00
Vérification des livres.....	20.00
Assurance et frais de cautionnement.....	5.00
Bureau des examinateurs.....	35.00
	\$ 240.00

Disbursements:

Travelling expenses:	
Administration.....	\$ 120.00
Legal fees.....	25.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams.....	35.00
Audition.....	20.00
Insurance and fidelity bond.....	5.00
Board of examiners.....	35.00
	\$ 240.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, et District, établi en exécution du décret numéro 758 du 19 juillet 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 324 du 23 mars 1955 section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, formed under decree No. 758 of July 19th, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 324 of March 23rd, 1955, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1955 au 1er avril 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from April 1st, 1955, to April 1st, 1956, such levy is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$36.00 par semaine.

b) The artisans governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen; i.e., \$36.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 758 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 758 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de

In order to facilitate, the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on

rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, Juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1955 et le 1er avril 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON JURIDICTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1955 et le 1er avril 1956.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$2,217.00
Salariés.....	2,217.00
Artisans.....	91.00
	<hr/>
	\$4,525.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$1,040.00
Inspecteur.....	1,300.00
Frais de déplacement (Inspecteur)...	350.00
Frais légaux.....	200.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone, télégrammes.....	300.00
Vérification des livres.....	100.00
Assurance et frais de cautionnement..	25.00
Frais de déplacement du président et des membres du Comité.....	800.00
Jetons de présence aux membres du Comité.....	300.00
Dépenses diverses et imprévues.....	110.00
	<hr/>
	\$4,525.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-o

which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec, Jurisdiction, for the period between April 1st, 1955, and April 1st, 1956.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY, QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1955, and April 1st, 1956.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$2,217.00
Employees.....	2,217.00
Artisans.....	91.00
	<hr/>
	\$4,525.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$1,040.00
Inspector.....	1,300.00
Travelling expenses (inspector).....	350.00
Legal fees.....	200.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams.....	300.00
Audition.....	100.00
Insurance and Fidelity Bond.....	25.00
Travelling expenses of Chairman and members.....	800.00
Attendance fees to members of Committee.....	300.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	110.00
	<hr/>
	\$4,525.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'industrie de la chemise de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 1284 du 15 novembre 1951, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 324 du 23 mars 1955 section "G", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés suivant les conditions ci-après décrites:

The Honourable Antonio Berrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec formed under decree number 1284 of November 15th, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 324 of March 23rd, 1955, part "G" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1955 au 31 mars 1956, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from April 1st, 1955, to March 31st, 1956; the levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1284 et amendements, doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1284 et amendements, doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré.

b) The artisans governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for employees.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1284 et amendements doivent verser à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 1284, as amended, shall pay to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of Collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ladite Commission. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir à la Commission à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Commission shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Commission every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de la Commission, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Commission, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel à la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables à la Commission conjointe par ses salariés. La Commission a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

The professional employer shall submit his monthly report to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employers and those of his employees. The Commission is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec.

Five days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give necessary information to the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, la Commission de l'Industrie de la Chemise

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Joint Commission for the Shirt Industry of

de la province de Québec doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Chemise de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1955 et le 31 mars 1956.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE
LA CHEMISE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
Siège social: Montréal.

Estimé des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er avril 1955 et le 31 mars 1956.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$30,000.00
Salariés professionnels.....	30,000.00
Divers.....	2,500.00
	<hr/>
	\$62,500.00

Déboursés:

Salaires:	
Administration.....	\$7,200.00
Service d'inspection.....	15,000.00
Personnel de bureau.....	13,500.00
Loyer et taxes.....	4,300.00
Timbres et frais postaux.....	950.00
Téléphones.....	900.00
Impressions et fournitures de bureau..	2,000.00
Éclairage.....	150.00
Dépenses de voyage des inspecteurs..	7,500.00
Frais légaux.....	2,500.00
Frais de vérification.....	800.00
Publicité.....	200.00
Assurances.....	750.00
Frais de déplacements, assemblées...	2,000.00
Surplus prévu.....	4,750.00
	<hr/>
	\$62,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 643 du 29 mai 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 324 du 23 mars 1955, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1955 au 31 mars 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 643 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de

the Province of Quebec shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Commission for the Shirt Industry of the Province of Quebec for the period between April 1st, 1955, and March 31st, 1956.

THE JOINT COMMISSION FOR THE SHIRT
INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC
Head office: Montreal, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1955 and March 31st, 1956.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$30,000.00
Employees.....	30,000.00
Miscellaneous.....	2,500.00
	<hr/>
	\$62,500.00

Disbursements:

Salaries:	
Administration.....	\$7,200.00
Inspection.....	15,000.00
Office staff.....	13,500.00
Rent and taxes.....	4,300.00
Postage.....	950.00
Telephone.....	900.00
Printing and office equipment furni- ture.....	2,000.00
Lighting.....	150.00
Travelling expenses of inspectors....	7,500.00
Legal fees.....	2,500.00
Auditors.....	800.00
Publicity.....	200.00
Insurance.....	750.00
Transportation for meetings.....	2,000.00
Estimated surplus.....	4,750.00
	<hr/>
	\$62,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and District, formed under decree number 643 of May 29th, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 324 of March 23rd, 1955, part "C" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1st, 1955 to March 31st, 1956; the levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 643, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1%

leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 643 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$64.80 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 643 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur les salaires de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois pour le mois expiré, ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans nuire en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 1er avril 1955 et le 31 mars 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1955 et le 31 mars 1956.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 5,500.00
Salariés.....	5,500.00
Artisans.....	1,000.00
	\$12,000.00

Déboursés:

Inspection, salaires et frais de déplacement.....	\$6,000.00
---	------------

of their pay roll as regards employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 643, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen tailors, i.e. \$64.80 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 643, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following particulars shall be given; the hours of work, the wages paid for the current week and the sums sent to the Parity Committee.

Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the same of the Committee, the assessments owed by their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of each month for the month elapsed; the report shall be sent together with the assessments of professional employers and those of their employees. The Committee may have such reports sworn to every time it deems it advisable.

Assessments payable under this by-law are payable every month by professional employers, artisans and employees without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Fur Trade Joint Committee of Montreal and District for the period between April 1st, 1955 and March 31st, 1956.

RETAIL FUR TRADE JOINT COMMITTEE OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the period between April 1st, 1955 and March 31st, 1956.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 5,500.00
Employees.....	5,500.00
Artisans.....	1,000.00
	\$12,000.00

Disbursements:

Inspection, salary and travelling expenses.....	\$6,000.00
---	------------

Secrétaire.....	600.00	Secretary.....	600.00
Bureau, éclairage et téléphone.....	900.00	Office, lighting, telephone, etc.....	900.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papeterie, etc.....	4,000.00	Meeting expenses, postage, stationery, etc.....	4,000.00
Vérification.....	200.00	Audition.....	200.00
Frais légaux.....	300.00	Legal fees.....	300.00
	<hr/>		<hr/>
	\$12,000.00		\$12,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 193 du 11 mars 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 324 du 23 mars 1955, (section "F"), le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R. Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 20 mars 1955 au 20 mars 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 193, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% des salaires fixes et des pourcentages, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 193 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$1.15 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 193 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 193 of March 11th, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 324 of March 23rd, 1955, (part "F"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Levy

The period of levy shall extend from March 20th, 1955 to March 20th, 1956; it shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 193, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the decree No. 193 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of the wages fixed for the least remunerated journeyman, i.e. \$1.15 per hour (minimum rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the said decree No. 193 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports made and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of every week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations

au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité Conjoint de l'Industrie de la Peinture, pour la période comprise entre le 20 mars 1955 et le 20 mars 1956.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Paint Industry for the period between March 20th, 1955 and March 20th, 1956.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE
DE LA PEINTURE
655, Immeuble New-Birks, Montréal

THE JOINT COMMITTEE OF THE
PAINT INDUSTRY
655 New-Birks Building, Montreal

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 20 mars 1955 et le 20 mars 1956.

Estimate of receipts and disbursements for the period comprised between March 20th, 1955 and March 20th, 1956.

Recettes:
Cotisations (1/10 de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$3,000.00
Salariés.....	3,000.00
	\$6,000.00

Receipts:
Levies (1/10 of 1%):

Professional employers.....	\$3,000.00
Employees.....	3,000.00
	\$6,000.00

Déboursés:
Services du Comité conjoint des matériaux de construction (12 mois à \$250,00 par mois).....

.....	\$3,000.00
Frais judiciaires et professionnels.....	500.00
Dépenses des membres y compris les jetons de présence.....	1,900.00
Impressions et papeterie.....	150.00
Divers.....	450.00
	\$6,000.00

Disbursements:
Service from the Building Materials Joint Committee (12 months at \$250.00 per month).....

.....	\$3,000.00
Legal and Professional expenses.....	500.00
Representatives' expenses including Attendance Fees.....	1,900.00
Printing and Stationary.....	150.00
Sundry expenses.....	450.00
	\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 686, du 18 mars 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 324 du 23 mars 1955, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, established under decree number 686 of March 18, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 324 of March 23, 1955, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement, dans la *Gazette officielle de Québec* au 28 février 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to February 28, 1956, and shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

a) The professional employers governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of

payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit comité mensuellement en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de la Navigation Côtière et Intérieure du port de Montréal, pour la période se terminant le 28 février 1956.

COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION CÔTIÈRE ET INTÉRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 28 février 1956.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/3 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,000.00
Salariés.....	3,000.00
	\$6,000.00
 <i>Déboursés:</i>	
Salaires.....	\$5,000.00
Vérification.....	60.00
Dépenses de bureau.....	600.00
Jetons de présence.....	200.00
Divers.....	140.00
	\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet, établi en exécution du décret numéro 658, du 13 mai 1948, et chargé de l'administration du décret numéro 862 du 23 juillet 1953, relatif à l'industrie du fer structural, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 324 du 23 mars 1955, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1955 au 31 mars 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis aux décrets

his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said committee, every month, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates; March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period ending February 28, 1956.

THE JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending February 28, 1956.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (1/3 of 1%):	
Professional employers.....	\$3,000.00
Employees.....	3,000.00
	\$6,000.00
 <i>Expenses:</i>	
Salaries.....	\$5,000.00
Audition.....	60.00
Office expenses.....	600.00
Meeting expenses.....	200.00
Miscellaneous.....	140.00
	\$6,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec; April 2, 1955. 39564-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet, established under decree number 658 of May 13, 1948, and entrusted with the administration of the decree No. 862 of July 23, 1953, relating to the structural iron industry, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 324 of March 23, 1955, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter described:

1. Assessments

The period of levy, extends from March 31, 1955 to March 31, 1956; such levy shall apply as follows:

a) Every professional employer of the construction industry governed by the decrees num-

numéros 658 et 862 et à leurs amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audits décrets.

b) Tous les salariés de l'industrie de la construction régis par lesdits décrets numéros 658 et 862 et à leurs amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) Tous les artisans régis par lesdits décrets numéros 658 et 862 et à leurs amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi par le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet pour la période comprise entre le 31 mars 1955 et le 31 mars 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE DRUMMOND, ARTHABASKA ET LA VILLE DE NICOLET

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1955 et le 31 mars 1956.

Recettes:

Cotisations: (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 7,632.50
Salariés	7,632.50

bers 658 and 862 and their amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of his payroll for the employees governed by the said decrees:

b) Every employee of the construction industry governed by the said decrees number 658 and 862 and their amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of his remuneration.

c) All artisans governed by the said decree, number 658 and 862 and their amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen of their trade.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Five days' notice shall be given to any professional employer or artisan refusing to pay or to give necessary information to the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet for the periode between March 31, 1955 and March 31, 1956.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE FOR THE COUNTIES OF DRUMMOND, ARTHABASKA AND THE TOWN OF NICOLET

Estimate of receipts and disbursements for the period between March 31, 1955, and March 31, 1956.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 7,632.50
Employees	7,632.50

Artisans.....	600.00
Honoraires d'examens.....	450.00
	\$16,315.00

Artisans.....	600.00
Examination fees.....	450.00
	\$16,315.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire, employés de bureau, inspecteurs.....	\$ 7,900.00
Frais de déplacement des inspecteurs.....	3,600.00
Loyer de bureau.....	800.00
Frais légaux.....	600.00
Papeterie, impressions, poste, téléphone.....	450.00
Vérification des livres.....	80.00
Assurance et frais de cautionnement.....	425.00
Jetons de présence et frais de déplacement des membres.....	1,500.00
Taxes d'affaires et autres (affiliations).....	160.00
Bureau des examinateurs.....	800.00
	\$16,315.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary, office employees, inspectors.....	\$7,900.00
Travelling expenses of inspectors.....	3,600.00
Office rent.....	800.00
Legal fees.....	600.00
Stationery, printing, postage, telephone.....	450.00
Audition.....	80.00
Insurance and fidelity bond.....	425.00
Travelling expenses of members and meeting expenses.....	1,500.00
Water and other taxes (affiliation).....	160.00
Board of examiners.....	800.00
	\$16,315.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-0

ERRATUM

Dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 mars 1955, à la page 906, veuillez lire à la 9ème ligne du 1er paragraphe de l'arrêté en conseil numéro 197-E, du 23 février 1955, concernant des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de St-François, les mots "numéro 499-A du 13 mai 1954" au lieu des mots "numéro 490-A du 13 mai 1954".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-0

ERRATUM

In the *Quebec Official Gazette* of March 12th, 1955, on page 906, the ninth line of Order in Council No. 197-E of February 23rd, 1955, concerning amendments of the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the region of St. Francis, should read as follows: "No. 499-A of May 13th, 1954, have petitioned"

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigérateur et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires minima*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération et gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante:

	<i>Salaires horaires</i>
Entrepreneur (services personnels).....	\$2.20
Compagnon senior.....	1.45
Compagnon junior.....	1.20

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, welding, tinsmithing-roofing and asbestos insulation trades in the district of Three Rivers have submitted to him a petition to amend the decree number 338 of March 11th, 1948. It is requested:

1. Section III will be replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages*: a) The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plumbers, steamfitters and accessories, refrigeration mechanics, sprinklers, fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers and asbestos insulation mechanics:

	<i>Hourly rates</i>
Contractor (personal services).....	\$2.20
Senior-journeyman.....	1.45
Junior-journeyman.....	1.20

An employer shall not pay at the rate fixed for a junior journeyman more than one (1) employee to each five (5) others paid the rate of senior journeyman or fraction thereof.

Apprentis:

Première année.....	\$0.60
Deuxième année.....	0.75
Troisième année.....	0.85
Quatrième année.....	0.95
Journalier.....	1.00

Aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti pour chaque compagnon à son emploi.

b) D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir, par accords individuels ou collectifs, des conditions de salaires comportant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret, tels accords gardent leur pleine effet nonobstant les dispositions du présent article.

c) Les salariés doivent être payés chaque semaine."

2° L'article XI sera remplacé par le suivant: "XI. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1955. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955. 39564-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que certains règlements spéciaux du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du comté de Stanstead ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 325-C du 23 mars 1955 et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 512-J du 30 avril 1953.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"*Tenue du registre:* Le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 254 du 5 mars 1953 et amendements, la tenue d'un registre conformément aux prescriptions du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi.

Rapport mensuel: Le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 254 du 5 mars 1953 et amendements, à lui transmettre un rapport mensuel écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, conformément aux prescriptions du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Apprentices:

First year.....	\$0.60
Second year.....	0.75
Third year.....	0.85
Fourth year.....	0.95
Common workers.....	1.00

No employer may employ more than one (1) apprentice to each journeyman in his employ.

b) Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions with more extended compensations or benefits than those provided for in the present decree, such agreements remaining in full effect notwithstanding the provisions of the present section.

c) The employees shall be paid every week."

2. Section XI will be replaced by the following: "XI. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in effect until December 31st, 1955. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, before the 1st of January of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 2nd, 1955. 39564-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that special by-laws of the Barber and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead have been approved by Order in Council No. 325-C of March 23, 1955, and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council No. 512-J of April 30, 1953.

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"*Keeping of a register:* The Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 254 of March 5, 1953, and amendments, the keeping of a register in accordance with the provisions of subsection "g" of section 20 of the Act.

Monthly report: The Parity Committee requires every professional employer governed by the decree No. 254 of March 5, 1953, and amendments, to submit to it a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, in pursuance of the provisions of subsection "h" of section 20 of the Act. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th day of each month and shall cover the month preceding. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms required to make the report.

Certificat de qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 254 du 5 mars 1953 et amendements pour tous les salariés assujettis audit décret.

Afin de déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats de qualification, le Comité paritaire crée deux bureaux d'examineurs formés de deux membres chacun, soit un bureau composé de deux barbiers pour les examens des barbiers et un bureau composé de deux coiffeurs ou coiffeuses pour les examens de la coiffure.

Le quorum du bureau d'examineurs est de deux membres. Le Comité peut exiger, à titre d'honoraire, une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955.

39564-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec:

1° Les mots suivants seront ajoutés à la fin de l'opération 506-2, après les mots "poinçonner l'œil d'oiseau": "peinturer les fonds (507-3A)."

2° L'opération 507-3A sera ajoutée:

"507-3A.— Peinturer les fonds sablés ou non sablés."

3° L'opération 520-5A sera remplacée par la suivante:

"520-5A.— Pulvériser, vernir avec vernis incolore ou vernis noir; poser l'antique."

4° L'opération 520-4 sera remplacée par la suivante:

"520-4.— Poser la teinture (dope) pour uniformiser la couleur du cuir; vernir avec vernis de couleur (excepté le vernis noir — 520-5A)."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955.

39564-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville de St-Félicien et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1297 du

Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of the decree No. 254 of March 5, 1953, and amendments, for all employees governed by the said decree.

For the purpose of determining the qualification or competency of the employees and of issuing the said certificates of competency, the Parity Committee forms two boards of examiners composed of two members each. On board shall be composed of two barbers for the examination of barbers and one board shall be composed of two male or female hairdressers for the examination of a hairdressers.

The quorum of these boards shall be two members. The Committee may charge a fee not exceeding \$2.00 for the examination of a skilled worker, and \$1.00 for the examination of an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 2, 1955.

39564-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Shoe Industry has petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 3003 of July 31, 1946, relating to the shoe industry in the province of Quebec:

1. The following words will be added at the end of operation 506-2, after the words "punching bird's eye": "painting bottoms (507-3A)."

2. The following operation 507-3A will be added:

"507-3A.— Painting bottoms, buffed or unbuffed."

3. Operation 520-5A will be replaced by the following:

"520-5A.— Spraying, dressing, with colorless or black varnish; setting antique."

4° Operation 520-4 will be replaced by the following:

"520-4.— Dyeing or "doping" to make the colour of the leather uniform; dressing with colour varnish (except black varnish — 520-5A.)"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 2th, 1955.

39564-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishment of the town of St. Félicien and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by the decree No. 1297 of November

26 novembre 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le mot "restaurant" apparaissant au paragraphe "a" de l'article I sera biffé.

2° Le paragraphe "b" de l'article I sera biffé.

3° Le paragraphe "f" de l'article I sera biffé.

4° Les mots "au restaurants" apparaissant au paragraphe "a" de l'article II seront biffés.

5° Le paragraphe "b" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"b) La semaine régulière de travail est de cinquante-trois (53) heures pour les salariés des deux sexes, réparties de la façon suivante:

1° De 8.30 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

2. De 8.30 a.m. à 9.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées, les trois (3) jours ouvrables précédant Noël.

3° Tout salarié a droit à une heure (1) pour le repas du midi et, les jours où il doit retourner au travail le soir, à une heure (1) pour le repas du soir."

6° Les mots "la fête de Dollard" seront ajoutés après le mot "L'Ascension" apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV.

7° Le paragraphe "b" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"b) Le salaire des salariés soumis à la semaine de cinquante-trois (53) heures, ne doit pas être diminué à cause des fêtes chômées."

8° Le paragraphe "e" de l'article VI-A sera biffé.

9° Le paragraphe "b" de l'article VII sera remplacé par le suivant:

"b) Les salariés rémunérés sur une base de salaire et de commission ou de commission seulement ont droit à des vacances payées en prenant comme base de rémunération le salaire gagné."

10° Le paragraphe "c" de l'article VII sera biffé.

11° L'article XI sera biffé.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 avril 1955.

39564-o

26th, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The words "groceries-restaurants" mentioned in subsection "a" of section I will be deleted.

2. Subsection "b" of section I will be deleted.

3. Subsection "f" of section I will be deleted.

4. The words "ou restaurants" mentioned in subsection "a" (French version) of section II will be deleted.

5. Subsection "b" of section III will be replaced by the following:

"b) The standard work week consists of fifty-three (53) hours for male and female employees. These hours of work are distributed as follows:

1. From 8.30 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

2. From 8.30 a.m. to 9.00 p.m. on Saturday and holiday eves and the three (3) working days preceding Christmas.

3. Every employee is entitled to one (1) hour for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal when work is to be performed by the employee in the evening."

6. The words "Dollard Day" will be added after the words "Ascension Day" mentioned in the second paragraph of subsection "a" of section IV.

7. Subsection "b" of section IV will be replaced by the following:

"b) The wages of employees subject to the 53-hour week shall not be affected by holidays."

8. Subsection "e" of section VI-A will be deleted.

9. Subsection "b" of section VII will be replaced by the following:

"b) Employees paid on a salary and commission basis, or on a commission basis alone, are entitled to a vacation with pay based on the wages earned."

10. Subsection "c" of section VII will be deleted.

11. Section XI will be deleted.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 2nd, 1955.

39564-o

Lettres patentes

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 mars 1955, page 999, le nom de la compagnie "Gardicore Uranium Corporation" doit se lire comme suit: "Cardicore Uranium Corporation".
39524-o

(Sec. P. 201-55)

Belair Insurance Company

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des articles 2 et suivants de la Loi des assurances de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

Letters Patent

ERRATUM

In this notice published in the *Quebec Official Gazette*, March 26th, 1955, page 999, the name of the company "Gardicore Uranium Corporation" must read as follows: "Cardicore Uranium Corporation".
39524-o

(P. Sec. 201-55)

Belair Insurance Company

Notice is hereby given that under sections 2 and following of the Quebec Insurance Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, dated

patentes en date du quatorzième jour de mars 1955, constituant en corporation: Paul Meriot, administrateur, Émile Edgar Lanthier, administrateur, Abe Anderson, commerçant, Jean-Marie Goulet, administrateur, Samuel Kantor, administrateur, Arsène Ambroise Pigeon, commerçant, William Howard Wert, comptable agréé, pour les objets suivants:

Transiger les groupes d'assurance et de réassurance suivants: contre les accidents, d'automobiles, d'aviation, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, contre les explosions, contre le feu, contre le faux, de garantie, contre la grêle, industrielle, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail, maritime océanique, contre le bris de glace (plate-glass), contre la maladie, contre les défauts d'extincteurs automatiques, sur les chaudières à vapeur, contre les cyclones, contre l'intempérie, et tout autre groupe d'assurance et de réassurance, excepté l'assurance-vie;

Réaliser toutes opérations et conclure tous contrats nécessaires ou utiles à la poursuite de ses affaires;

Le tout dans les limites fixées par la Loi des assurances de Québec, sous le nom de "Belair Insurance Company", avec un capital de cinq cent mille dollars (\$500,000.) divisé en cinq mille (5,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Lesdites lettres patentes seront en vigueur à compter de la date de l'émission d'un permis à la compagnie en vertu de la Loi des assurances de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
39524-o C. E. CANTIN.

the fourteenth day of March 1955, incorporating: Paul Meriot, executive, Émile Edgar Lanthier, executive, Abe Anderson, tradesman, Jean-Marie Goulet, executive, Samuel Kantor, executive, Arsène Ambroise Pigeon, tradesman, William Howard Wert, chartered accountant, for the following purposes:

To transact the business of insurance and reinsurance of the following classes: accident, automobile, aviation, larceny, housebreaking or burglary, credit, explosion, fire, forgery, guarantee, hail, industrial, inland marine, inland transportation, livestock, ocean marine, plate glass, sickness, sprinkler leakage, steam boiler, tornado, weather, and all other classes of insurance and reinsurance, except life insurance;

To carry out any operations and make any other contracts necessary for the conduct of its business;

The whole within the scope of the limits fixed by the Quebec Insurance Act, under the name of "Belair Insurance Company", with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.) divided into five thousand (5,000) ordinary shares of a par value of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

The letters patent shall come into force as from the date of issue of a license to the company under the Quebec Insurance Act.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March 1955.

C. E. CANTIN,
39524-o Deputy Attorney General.

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale du syndicat coopératif "Coopérative Christ-Roi", tenue à Lachine, le quatorze décembre 1954, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. Bernard Vallée, Roger Legault et Marcel Marleau ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-trois mars 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
39543-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notices:

Notice is given that at a general meeting of the Cooperative Syndicate "Coopérative Christ-Roi", held at Lachine, December fourteenth 1954, a resolution has been adopted to the effect that the affairs of the said association shall be voluntarily wound-up and that the latter shall be dissolved, in accordance with the provisions of the Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act, and that Messrs. Bernard Vallée, Roger Legault and Marcel Marleau have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-third day of March 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
39543 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "La Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal — Montreal Automobilists' Club Insurance Company", constituée en corporation par lettres patentes en conformité des dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941) et

Department of Finance Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal — Montreal Automobilists' Club Insurance Company", incorporated by letters patent pursuant to the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941) and registered under

enregistrée sous le numéro 557, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 1899 qui l'autorise, à compter du 22 mars 1955, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident; Automobile.

Le siège social de la compagnie est situé à 9, rue Laurier est, Montréal, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 mars 1955.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
39510-12-2-o Surintendant des assurances.

number 557, has obtained the license and certificate of registration number 1899 authorizing it, as from the 22nd of March 1955, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Accident; Automobile.

The head office of the company is situate at 9 Laurier Street east, Montreal, province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd of March 1955.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
39510-12-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné par les présentes que "Christiania Almindelige Forsikrings-Aktieselskap Storebrand", constituée en corporation conformément aux lois de la Norvège, et enregistrée dans la province sous le nom anglais de "Christiania General Insurance Company Limited Storebrand" sous le numéro 519, a changé de nom anglais et est maintenant enregistrée sous le nom de "Christiania Almindelige Forsikrings-Aktieselskap Storebrand", et en anglais "Storebrand Insurance Company Limited".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 29 mars 1955.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
39576-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that "Christiania Almindelige Forsikrings-Aktieselskap Storebrand", incorporated under the laws of Norway, and registered in this province under the English name of "Christiania General Insurance Company Limited Storebrand" under number 519, has changed its English name and is now registered under the name of "Christiania Almindelige Forsikrings-Aktieselskap Storebrand", and in English "Storebrand Insurance Company Limited".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 29th of March 1955.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
39576-o Superintendent of Insurance.

Nomination

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 17 décembre 1954.

M. Joachim Grenier, avocat, conseil en loi de la Reine, et président de la Commission des accidents du travail de Québec: nommé, à compter du 1er janvier 1955, juge de district avec juridiction dans toute la province mais particulièrement dans le district judiciaire de Québec, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de "magistrat" ou sous celui de "magistrat de district", avec résidence officielle dans la cité de Québec ou ses environs.

39524-o

Appointment

His Honour, the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointment:

Quebec, December 17, 1954.

Mr. Joachim Grenier, advocate, Queen's Counsel, and President of the Quebec Workmen's Compensation Commission: appointed, from January 1st, 1955, District Judge, with jurisdiction within the whole of the Province, but especially within the judicial district of Quebec, and to operate, within the Province, according to Article 21 of the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as District Magistrate with respect to the jurisdictions conferred by the acts of the Parliament of Canada upon district magistrates, whether such jurisdictions be conferred under the title of "Magistrate" or that of "district magistrate", with official residence in the City of Quebec or its surroundings.

39524

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, district de St-François, N° 12,997, Arthur Salois, demandeur; vs Roger Vaillancourt, et Gérard Vaillancourt, défendants et Joseph Vaillancourt, tiers-saisi.

Avis est donné à tous les créanciers des défendeurs ci-dessus mentionnés que par jugement de l'Honorable Juge Mitchell rendu le 15 mars

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, No. 12,997, Arthur Salois, plaintiff; vs Roger Vaillancourt and Gérard Vaillancourt, defendants and Joseph Vaillancourt, garnishee.

Notice is given to all creditors of the above mentioned defendants that by judgment of the Honourable Justice Mitchell, rendered on March

1955, les défendeurs ont été déclarés en déconfiture, et qu'appel leur est fait de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, au greffe de la Cour Supérieure dans la cause ci-dessus mentionnée, pour être colloqués suivant la loi conformément aux articles 673 et 674 de Procédure Civile.

Le Protonotaire de la Cour Supérieure,
Sherbrooke, Qué.,
39497-12-2-o ALBERT DÉSILETS, c.r.,

15th, 1955, the defendants have been declared insolvent and that an appeal is made to produce their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice to the office of the Superior Court, in the case hereinabove mentioned, to be collocated according to the law, articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

ALBERT DÉSILETS, Q.C.,
Prothonotary of the Superior Court,
39497-12-2-o Sherbrooke, Que.

Proclamation

Canada,
Province of GASPARD FAUTEUX
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront, concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN. } ATTENDU que l'honorable Ministre des terres & forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104, des plans et livres de renvoi révisés:

1° d'une partie de la paroisse de Ste-Anne-de-la-Pocatière, division d'enregistrement de Kamouraska;

2° du village de Princeville, division d'enregistrement d'Arthabaska;

ATTENDU QUE ces plans et livres de renvoi révisés font maintenant partie des archives du département des terres & forêts, et que des copies exactes ont été déposées aux bureaux des divisions d'enregistrement de Kamouraska et d'Arthabaska;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 231, en date du 2 mars 1955, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104.

Nous donnons avis du dépôt de ces plans et livres de renvoi révisés mentionnés ci-dessus aux bureaux des divisions d'enregistrement qu'ils appartiennent, lesquels sont désignés ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 George V, chapitre 104), deviendront en vigueur relativement à cette partie de la paroisse de Ste-Anne-de-la-Pocatière et du village de Princeville, divisions d'enregistrement de Kamouraska et d'Arthabaska; et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant parti-

Proclamation

Canada,
Province of GASPARD FAUTEUX
Quebec.
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, Deputy Attorney General. } WHEREAS the Honorable the Minister of Lands and Forests of Our Province has caused to be prepared under his supervision, in conformity with sub-paragraph a of paragraph 1 of section 3 of the Act 21 George V, chapter 104, revised plans and books of reference:

1. of one part of the parish of Ste-Anne-de-la-Pocatière, registration division of Kamouraska;

2. of the village of Princeville, registration division of Arthabaska;

WHEREAS these revised plans and books of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests, and that exact copies have been deposited with the offices of the Registration Divisions of Kamouraska and Arthabaska;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 231, dated March 2nd, 1955, and according to provisions of sections 2174 and 2174A of the Civil Code, and of sub-paragraph a of paragraph 1 of section 3 of the Act 21 George V, chapter 104.

We give notice of the deposit of these revised plans and books of reference mentioned hereinabove with the offices of the registration divisions to which they belong, which are hereinabove designated, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of sub-paragraph c of paragraph 1 of section 3 of the Act amending articles 2174A and 2175 of the Civil Code (21 George V, chapter 104), shall enter into force relative to that part of the parish of Ste-Anne-de-la-Pocatière and of the village of Princeville, registration divisions of Kamouraska and of Arthabaska; and

We invite any interested party, under penalty of losing the priority conferred by Law, to renew, within the year following the date fixed hereinabove, all the hypothecs particularly affecting

culièrement aucun des lots aux plans et livres de renvoi et non comprises les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de mars en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
39547-o JEAN BRUCHÉSI.

any of the lots on the plans and books of reference and not including the hypothecs affecting all the subdivided land.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-eighth day of March in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-five and in the fourth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
39547 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

MONTREAL CONSTRUCTION SUPPLY & EQUIPMENT LTD.

Avis d'adresse du bureau principal

Avis est donné que la compagnie "Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.", a établi son bureau principal au N° 190 est, Blvd Crémazie, Montréal.

Daté à Montréal, ce 23e jour de mars 1955.

Le Secrétaire,
39537-o J. ALFRED ÉTHIER.

APPARTEMENT LONGPRÉ LTÉE

Avis d'adresse du bureau principal

Avis est donné que la compagnie "Appartement Longpré Ltée", a établi son bureau principal au N° 190 est, Blvd Crémazie, Montréal.

Daté à Montréal, ce 23e jour de mars 1955.

Le Secrétaire,
39538-o J. ALFRED ÉTHIER.

(P.G. 13104-54)

ST-MARTIN DIE CASTING CO. LTD

Règlement N° 25

Attendu que les ateliers et l'administration de la "Compagnie St-Martin Die Casting Co., ayant son bureau-chef à St-Martin comté de Laval, sont maintenant déménagés à St-Marc des Carrières, comté de Portneuf.

Attendu qu'il est opportun de changer le bureau-chef de ladite compagnie et qu'une séance spéciale des directeurs a été convoquée à cette fin.

En conséquence, il est statuée et résolu à l'unanimité que le présent règlement N° 25 soit adopté et soumis aux actionnaires aux fins d'établir désormais le bureau-chef de la compagnie à St-Marc des Carrières, comté de Portneuf, district de Québec, et que les avis nécessaires

Head Offices

MONTREAL CONSTRUCTION SUPPLY & EQUIPMENT LTD.

Notice of head office address

Notice is hereby given that the company "Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.", has established its head office at No. 190 East Crémazie Boulevard, Montreal.

Dated at Montreal, this 23rd day of March, 1955.

J. ALFRED ÉTHIER,
39537 Secretary.

APPARTEMENT LONGPRÉ LTÉE

Notice of head office address

Notice is hereby given that the company "Appartement Longpré Ltée" has established its head office at No. 190 East, Crémazie Boulevard, Montreal.

Dated at Montreal, this 23rd day of March, 1955.

J. ALFRED ÉTHIER,
39538 Secretary.

(A.G. 13104-54)

ST-MARTIN DIE CASTING CO. LTD

By-law No. 25

Whereas the workshops and the management of the company "St-Martin Die Casting Co., having its head office at St-Martin county of Laval, are now moved to St-Marc des Carrières, county of Portneuf.

Whereas it is opportune to change the head office of the said company and that a special meeting of the directors has been convoked for this purpose:

Therefore, it is enacted and resolved unani- mously that the present by-law No. 25 be adopted and submitted to the shareholders for the purpose of hereinafter establishing the head office of the company at St-Marc des Carrières, county of Portneuf, district of Quebec, and that the

soient donnés dans la *Gazette officielle de Québec* en conformité avec l'article 84 de la Loi des compagnies.

necessary notices be given to the *Quebec Official Gazette*, pursuant to with article 84, of the Quebec Companies' Act.

Vraie copie

39545-o

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND BERTRAND.

True copy

39545

ROLAND BERTRAND,
Secretary-Treasurer.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Bécharde Frères, Ltée", tenue le quinzième jour du mois de février mil neuf cent cinquante-cinq (15 février 1955).

Extract of the Minutes of a meeting of the directors of "Bécharde Frères, Ltée", held on the fifteenth day of the month of February, one thousand nine hundred and fifty-five (February 15th, 1955).

Le Secrétaire soumet à l'assemblée que, par suite de la vente de notre commerce de détail, nous ne serons plus chez-nous au numéro 1950 est de la rue Ontario, et il estime qu'il serait désirable de transporter notre Bureau-Chef au numéro 1653 de la rue Parc Lafontaine, à Montréal. Les directeurs sont unanimes à approuver ce changement et le secrétaire est chargé de faire le nécessaire pour mettre tous les intéressés au courant de ce changement et notamment les gouvernements Fédéral et Provincial.

The Secretary submits to the Meeting that, following the sale of our retail business, we shall no longer be listed at number 1950 Ontario Street, East and he deems it advisable to transfer our Head Office to number 1653 Parc-Lafontaine Street, in Montreal. The Directors are unanimous in approving this change and the Secretary is charged to advise all interested parties of this change and especially the Federal and Provincial Governments.

Extrait certifié conforme.

Montmagny, le 24 février 1955.

Le Secrétaire,
ANDRÉ BÉCHARD.

Certified true extract,

Montmagny, February 24th, 1955.

ANDRÉ BÉCHARD,
Secretary.

La résolution relatée ci-haut a été dûment ratifiée par les Actionnaires, représentant 141 actions sur 145, à une assemblée générale spéciale tenue le 15 février 1955.

The above stated resolution has been duly ratified by the shareholders, representing 141 shares on 145, at a special general meeting held on February 15th, 1955.

(Sceau)
39535-o

Le Secrétaire,
ANDRÉ BÉCHARD.

(Seal)
39535

ANDRÉ BÉCHARD,
Secretary.

HERBERT A. WATTS (QUEBEC) LIMITED

HERBERT A. WATTS (QUEBEC) LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Herbert A. Watts (Quebec) Limited", incorporée par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le quatre février 1955 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 2123 de l'avenue Hingston.

Notice is hereby given that "Herbert A. Watts (Quebec) Limited", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 4th day of February, 1955 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 2123 Hingston Avenue.

Daté à Montréal, ce 28e jour du mois de février 1955.

Dated at Montreal, this 28th day of February, 1955.

39536-o

Le Président,
(Signé): H. A. WATTS.

39536-o

(Signed): H. A. WATTS,
President.

(P. G. 10228-55)

MELLOW LIGHT MANUFACTURING, LIMITED

(A. G. 10228-55)

MELLOW LIGHT MANUFACTURING, LIMITED

Avis d'adresse

Notice of location

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Mellow Light Manufacturing, Limited", tenue à Montréal, le 8ème jour de mars 1955:

Excerpt from minutes of a meeting of directors of "Mellow Light Manufacturing, Limited", held at Montreal, the 8th day of March 1955:

"Il est unanimement résolu que: Le siège social de la compagnie sera à la suite 25, au numéro 204 ouest, de la rue Notre-Dame, à Montréal."

"It is unanimously resolved that: the head office of the company shall be located at Suite 25, 204 Notre Dame Street, West, at Montreal."

Montréal, le 15 mars 1955.

Montreal, March 15, 1955.

Certifié conforme.

(Sceau)
39562-o

Le Secrétaire,
FRANÇOIS MOREL.

True copy.

(Seal)
39562

FRANÇOIS MOREL,
Secretary.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE WENDOVER & SIMPSON (Comté de Drummond)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF WENDOVER & SIMPSON (County of Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-S. Joyal, N.P., secrétaire-trésorier, St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, jusqu'à 7 heures p.m., mardi, le 19 avril 1955 pour l'achat de \$40,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Wendover & Simpson, comté de Drummond, datées du 1er mai 1955 et remboursables par séries du 1er mai 1956 au 1er mai 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L.-S. Joyal, N.P., Secretary Treasurer, St. Cyrille de Wendover, County of Drummond, until 7 o'clock p.m., Tuesday, April 19, 1955 for the purchase of an issue of \$40,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Wendover & Simpson, County of Drummond, dated May 1st., 1955 and redeemable serially from May 1st., 1956 to May 1st., 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st., and November 1st., of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 14 février 1955 — Construction d'une école dans l'arrondissement N° 12.

Loan Resolution dated February 14, 1955 — Erection of school in Ward 12.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1955.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st., 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$40,000.00 — 15 ans.

Table of redemption — \$40,000.00 — 15 years

Année	Capital
1er mai 1956	x\$7,000.00
1er mai 1957	x 7,500.00
1er mai 1958	x 7,500.00
1er mai 1959	1,000.00
1er mai 1960	1,000.00
1er mai 1961	1,500.00
1er mai 1962	1,500.00
1er mai 1963	1,500.00
1er mai 1964	1,500.00
1er mai 1965	1,500.00
1er mai 1966	1,500.00
1er mai 1967	1,500.00
1er mai 1968	1,500.00
1er mai 1969	2,000.00
1er mai 1970	2,000.00

Year	Capital
May 1st, 1956	x\$7,000.00
May 1st, 1957	x 7,500.00
May 1st, 1958	x 7,500.00
May 1st, 1959	1,000.00
May 1st, 1960	1,000.00
May 1st, 1961	1,500.00
May 1st, 1962	1,500.00
May 1st, 1963	1,500.00
May 1st, 1964	1,500.00
May 1st, 1965	1,500.00
May 1st, 1966	1,500.00
May 1st, 1967	1,500.00
May 1st, 1968	1,500.00
May 1st, 1969	2,000.00
May 1st, 1970	2,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$20,820, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$6,940 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$20,820 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$6,940 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville, comté de Drummond.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Drummondville, County of Drummond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Drummondville, comté de Drummond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Drummondville, county of Drummond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 19 avril 1955, à 7 heures p.m., en la salle publique, St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Cyrille-de-Wendover, (Comté de Drummond), ce 29 mars 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-S. JOYAL, N.P.

St-Cyrille-de-Wendover,
(Comté de Drummond), P.Q.

39575-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE L'ÎLE BIZARD
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André Boileau, secrétaire-trésorier, 530 Chemin Cherrier, Ile Bizard, Cté Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 20 avril 1955, pour l'achat de \$165,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Ile Bizard, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er avril 1955 et remboursables par séries du 1er avril 1956 au 1er avril 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 10 mai 1954, telle que modifiée — Construction des écoles Nos 1 et 2.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$165,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1956.....	x\$34,000.00
1er avril 1957.....	x 21,000.00
1er avril 1958.....	x 22,000.00
1er avril 1959.....	3,500.00
1er avril 1960.....	3,500.00
1er avril 1961.....	4,000.00
1er avril 1962.....	4,000.00
1er avril 1963.....	4,000.00
1er avril 1964.....	4,500.00
1er avril 1965.....	4,500.00
1er avril 1966.....	5,000.00
1er avril 1967.....	5,000.00
1er avril 1968.....	5,000.00
1er avril 1969.....	5,500.00
1er avril 1970.....	5,500.00
1er avril 1971.....	6,000.00
1er avril 1972.....	6,000.00
1er avril 1973.....	6,500.00
1er avril 1974.....	6,500.00
1er avril 1975.....	9,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$72,900.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$34,100.00 et les deux autres de \$19,400.00 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

The tenders will be opened and considered at meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, April 19, 1955, at 7 o'clock p.m., at the Public Hall, St. Cyrille de Wendover, County of Drummond.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Cyrille de Wendover, (County of Drummond), this March 29, 1955.

L.-S. JOYAL, N.P.,
Secretary-Treasurer.

St. Cyrille de Wendover,
(County of Drummond) P.Q.

39575

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF L'ÎLE BIZARD
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Boileau, Secretary-Treasurer, 530 Cherrier Road, Ile Bizard, Cty Jacques-Cartier, until 8 o'clock p.m., Wednesday, April 20, 1955 for the purchase of an issue of \$165,000.00 of bonds of the Commissioners for the municipality of Ile Bizard, County of Jacques-Cartier, dated April 1st, 1955 and redeemable serially from April 1st, 1956 to April 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated May 10, 1954, as amended — Erection of Schools No. 1 and 2.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$165,000.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1956.....	x\$34,000.00
April 1st, 1957.....	x 21,000.00
April 1st, 1958.....	x 22,000.00
April 1st, 1959.....	3,500.00
April 1st, 1960.....	3,500.00
April 1st, 1961.....	4,000.00
April 1st, 1962.....	4,000.00
April 1st, 1963.....	4,000.00
April 1st, 1964.....	4,500.00
April 1st, 1965.....	4,500.00
April 1st, 1966.....	5,000.00
April 1st, 1967.....	5,000.00
April 1st, 1968.....	5,000.00
April 1st, 1969.....	5,500.00
April 1st, 1970.....	5,500.00
April 1st, 1971.....	6,000.00
April 1st, 1972.....	6,000.00
April 1st, 1973.....	6,500.00
April 1st, 1974.....	6,500.00
April 1st, 1975.....	9,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$72,900.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments the first, \$34,100.00, and the two others, \$19,400.00 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Geneviève de Pierrefonds, County of Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. Geneviève-de-Pierrefonds, County of Jacques-Cartier.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 20 avril 1955, à 8 heures p.m., en l'école No. 1, Ile-Bizard, comté de Jacques-Cartier.

The tenders will be opened and considered at meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, April 20, 1955, at 8 o'clock p.m., at School No. 1, Ile Bizard, County of Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

L'Ile Bizard, (Comté de Jacques-Cartier), ce 30 mars 1955.

Ile Bizard, (County of Jacques-Cartier), this March 30, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ BOILEAU.

ANDRÉ BOILEAU,
Secretary-Treasurer.

530 Chemin Cherrier, Ile Bizard,
(Comté de Jacques-Cartier), P.Q. 39579-0

530 Cherrier Road, Ile Bizard,
(County of Jacques-Cartier), P.Q. 39579

Province de Québec

Province of Quebec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-ARMAND-OUEST
(Comté de Missisquoi)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST. ARMAND-WEST
(County of Missisquoi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Armand Lacoste, secrétaire-trésorier, R. N° 1, St-Armand-Ouest, comté de Missisquoi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 avril 1955, pour l'achat de \$71,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Armand-Ouest, comté de Missisquoi, datées du 1er avril 1955 et remboursables par séries du 1er avril 1956 au 1er avril 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Armand Lacoste, Secretary-Treasurer, R. No. 1, St. Armand-West, county of Missisquoi, until 8 o'clock Monday, April 18th, 1955, for the purchase of an issue of \$71,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St. Armand-West, county of Missisquoi, dated April 1st, 1955 and redeemable serially from April 1st, 1956 to April 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 8 janvier 1955 — Construction de l'école du village.

Loan Resolution dated January 8th, 1955 — Erection of village school.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1955.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st, 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$71,000.00 — 20 ans.

Table of redemption — \$71,000.00 — 20 years.

Année	Capital
1er avril 1956.....	x \$15,500.00
1er avril 1957.....	x 16,000.00
1er avril 1958.....	x 16,500.00
1er avril 1959.....	1,000.00
1er avril 1960.....	1,000.00
1er avril 1961.....	1,000.00
1er avril 1962.....	1,000.00
1er avril 1963.....	1,000.00
1er avril 1964.....	1,000.00
1er avril 1965.....	1,000.00
1er avril 1966.....	1,500.00
1er avril 1967.....	1,500.00
1er avril 1968.....	1,500.00
1er avril 1969.....	1,500.00

Year	Capital
April 1st, 1956.....	x \$15,500.00
April 1st, 1957.....	x 16,000.00
April 1st, 1958.....	x 16,500.00
April 1st, 1959.....	1,000.00
April 1st, 1960.....	1,000.00
April 1st, 1961.....	1,000.00
April 1st, 1962.....	1,000.00
April 1st, 1963.....	1,000.00
April 1st, 1964.....	1,000.00
April 1st, 1965.....	1,000.00
April 1st, 1966.....	1,500.00
April 1st, 1967.....	1,500.00
April 1st, 1968.....	1,500.00
April 1st, 1969.....	1,500.00

1er avril 1970.....	1,500.00	April 1st, 1970.....	1,500.00
1er avril 1971.....	1,500.00	April 1st, 1971.....	1,500.00
1er avril 1972.....	1,500.00	April 1st, 1972.....	1,500.00
1er avril 1973.....	1,500.00	April 1st, 1973.....	1,500.00
1er avril 1974.....	2,000.00	April 1st, 1974.....	2,000.00
1er avril 1975.....	2,000.00	April 1st, 1975.....	2,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$50,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de \$16,668.00 et les deux autres de \$16,666.00 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bedford, comté de Missisquoi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Bedford, comté de Missisquoi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 avril 1955, à 8 heures p.m., en l'école Pigeon Hill, St-Armand-Ouest, comté de Missisquoi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Armand-Ouest, (Comté de Missisquoi), ce 28 mars 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ARMAND LACOSTE.

R. N° 1, St-Armand-Ouest,
(Comté de Missisquoi), P. Q. 39546-o

Province de Québec

PAROISSE DE SAINT-FÉRÉOL
(Comté de Montmorency)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Simard, secrétaire-trésorier, Saint-Féréol, comté de Montmorency, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 avril 1955, pour l'achat de \$40,000.00 d'obligations de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, datées du 1er mai 1955 et remboursables par séries du 1er mai 1956 au 1er mai 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 4 — Consolidation de dette et financement sur obligations des billets émis pour le règlement N° 2, contracté pour un système de protection contre l'incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$50,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of which the first shall be \$16,668.00 and the two others of \$16,666.00 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Bedford, county of Missisquoi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Bedford, county of Missisquoi.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting the school commissioners, to be held on Monday, April 18th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Pigeon Hill School, St. Armand-West, county of Missisquoi.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Armand-West, (County of Missisquoi), this March 28th, 1955.

ARMAND LACOSTE,
Secretary-Treasurer.

R. No. 1, St. Armand-West,
(County of Missisquoi), P. Q. 39546

Province of Quebec

PARISH OF ST. FÉRÉOL
(County of Montmorency)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Simard, Secretary-Treasurer, St. Féréol, county of Montmorency, until 8 o'clock p.m., Monday, April 18th, 1955, for the purchase of an issue of \$40,000.00 of bonds of the parish of St. Féréol, county of Montmorency, dated May 1st, 1955 and redeemable serially from May 1st, 1956 to May 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st., of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 4 — Consolidation of liabilities and financing by means of a bond issue re By-law No. 2, incurred for a system of fire protection.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from May 1st.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$40,000.00 — 20 ans Table of redemption — \$40,000.00 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er mai 1956	\$1,000.00	May 1st, 1956	\$1,000.00
1er mai 1957	1,000.00	May 1st, 1957	1,000.00
1er mai 1958	1,000.00	May 1st, 1958	1,000.00
1er mai 1959	1,000.00	May 1st, 1959	1,000.00
1er mai 1960	1,000.00	May 1st, 1960	1,000.00
1er mai 1961	1,500.00	May 1st, 1961	1,500.00
1er mai 1962	1,500.00	May 1st, 1962	1,500.00
1er mai 1963	1,500.00	May 1st, 1963	1,500.00
1er mai 1964	1,500.00	May 1st, 1964	1,500.00
1er mai 1965	1,500.00	May 1st, 1965	1,500.00
1er mai 1966	2,000.00	May 1st, 1966	2,000.00
1er mai 1967	2,000.00	May 1st, 1967	2,000.00
1er mai 1968	2,000.00	May 1st, 1968	2,000.00
1er mai 1969	2,000.00	May 1st, 1969	2,000.00
1er mai 1970	2,000.00	May 1st, 1970	2,000.00
1er mai 1971	2,500.00	May 1st, 1971	2,500.00
1er mai 1972	2,500.00	May 1st, 1972	2,500.00
1er mai 1973	2,500.00	May 1st, 1973	2,500.00
1er mai 1974	5,000.00	May 1st, 1974	5,000.00
1er mai 1975	5,000.00	May 1st, 1975	5,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Féréol, comté de Montmorency.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 avril 1955, à 8 heures p.m., en la salle du couvent, Saint-Féréol, comté de Montmorency.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Féréol, (Comté de Montmorency), ce 29 mars 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT SIMARD.

Saint-Féréol,
(Comté de Montmorency), P.Q. 39563-0

Province of Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Trudelle, secrétaire-trésorier, 11,492 Boulevard Gouin Est, Rivière-des-Prairies, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 20 avril 1955, pour l'achat de \$50,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rivière-des-Prairies, comté de Laval, datées du 1er mai 1955 et remboursables par séries du 1er mai 1956 au 1er mai 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Féréol, county of Montmorency.

Capital and interest are payable at all branches of any chartered bank in the Province of Québec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, April 18th, 1955, at 8 o'clock p.m. at the Convent Hall, St. Féréol, county of Montmorency.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Féréol, (County of Montmorency), this March 29th., 1955.

ALBERT SIMARD,
Secretary-Treasurer.

St. Féréol,
(County of Montmorency), P.Q. 39563

Province of Québec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Trudelle, Secretary-Treasurer, 11,492 Gouin Boulevard-East, Rivière-des-Prairies, county of Laval, until 8 o'clock p.m., Wednesday, April 20th, 1955, for the purchase of an issue of \$50,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Village of Rivière-des-Prairies, county of Laval, dated May 1st, 1955 and redeemable serially from May 1st, 1956 to May 1st, 1965 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be

même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 17 janvier 1955, telle que modifiée — Diverses dépenses à capital.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$50,000.00 — 10 ans

Année	Capital
1er mai 1956	\$4,000.00
1er mai 1957	4,000.00
1er mai 1958	4,500.00
1er mai 1959	4,500.00
1er mai 1960	5,000.00
1er mai 1961	5,000.00
1er mai 1962	5,500.00
1er mai 1963	5,500.00
1er mai 1964	6,000.00
1er mai 1965	6,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Montréal-Nord.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 20 avril 1955, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire-trésorier, 11,492 Boulevard Gouin Est, Rivière-des-Prairies, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-des-Prairies, (Comté de Laval), ce 30 mars 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. TRUDELLE.

11,492 Boulevard Gouin Est,
Rivière-des-Prairies,
(Comté de Laval), P. Q. 39574-o

Province de Québec

VILLE DE L'ABORD-À-PLOUFFE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Yvon Lavoie, greffier, Hôtel de Ville, 3,810 Blvd Levesque, L'Abord-à-Plouffe, (Cté Laval), jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 avril 1955, pour l'achat de \$602,000.00 d'obligations de la ville de l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, datées du 1er mai 1955 et remboursables par séries du 1er mai 1956 au 1er mai 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le

the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated January 17th, 1955, as amended — Various expenses to be applied to capital.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$50,000.00 — 10 years

Year	Capital
May 1st, 1956	\$4,000.00
May 1st, 1957	4,000.00
May 1st, 1958	4,500.00
May 1st, 1959	4,500.00
May 1st, 1960	5,000.00
May 1st, 1961	5,000.00
May 1st, 1962	5,500.00
May 1st, 1963	5,500.00
May 1st, 1964	6,000.00
May 1st, 1965	6,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal-North.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Montreal-North.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, April 20th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 11,492 Gouin Boulevard East, Rivière-des-Prairies, county Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-des-Prairies, (County of Laval), March 30th, 1955.

J.-A. TRUDELLE,
Secretary-Treasurer.

11,492 Gouin Boulevard East,
Rivière-des-Prairies,
(County of Laval), P. Q. 39574

Province of Quebec

TOWN OF L'ABORD-À-PLOUFFE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Yvon Lavoie, clerk, Town Hall, 3,810 Levesque Blvd., L'Abord-à-Plouffe, (Co. Laval), until 8 o'clock p.m., Monday, April 18, 1955, for the purchase of an issue of \$602,000.00 of bonds of the town of l'Abord-à-Plouffe, county of Laval, dated May 1st, 1955, and redeemable serially from May 1st, 1956 to May 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be

taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 41—\$16,500.00—aqueduc; 42—\$110,000.00—aqueduc; 51—\$8,500.00—achat de terrain; 52—\$117,000.00—aqueduc et égouts; et 53—\$350,000.00—égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$602,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er mai 1956	\$10,000.00
1er mai 1957	10,000.00
1er mai 1958	10,000.00
1er mai 1959	10,000.00
1er mai 1960	10,000.00
1er mai 1961	11,000.00
1er mai 1962	11,000.00
1er mai 1963	11,000.00
1er mai 1964	11,000.00
1er mai 1965	12,000.00
1er mai 1966	14,000.00
1er mai 1967	14,000.00
1er mai 1968	14,000.00
1er mai 1969	14,000.00
1er mai 1970	440,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec ainsi qu'à la succursale de la même banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 avril 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 3,810 Blvd Levesque, l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 31 mars 1955.

Le Greffier,
YVON LAVOIE.

Hôtel de Ville, 3,810 Blvd Levesque,
l'Abord-à-Plouffe,
(Comté de Laval), P.Q. 39578-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE LAC
DES DEUX-MONTAGNES
(Deux-Montagnes)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Wm. W. Woodwark, secrétaire-trésorier, B.P. 50, St-Eustache-sur-le-Lac (Deux-Montagnes), jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 avril

the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 41 — \$16,500.00 — waterworks; 42 — \$110,000.00 — waterworks; 51 — \$8,500.00 — purchase of land; 52 — \$117,000.00 — waterworks and sewers; and 53 — \$350,000.00 — sewers.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from May 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$602,000.00 — 15 years

Year	Capital
May 1st, 1956	\$10,000.00
May 1st, 1957	10,000.00
May 1st, 1958	10,000.00
May 1st, 1959	10,000.00
May 1st, 1960	10,000.00
May 1st, 1961	11,000.00
May 1st, 1962	11,000.00
May 1st, 1963	11,000.00
May 1st, 1964	11,000.00
May 1st, 1965	12,000.00
May 1st, 1966	14,000.00
May 1st, 1967	14,000.00
May 1st, 1968	14,000.00
May 1st, 1969	14,000.00
May 1st, 1970	440,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at l'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches of a chartered bank in the Province of Quebec as well as at the branch of the same bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, April 18, 1955, at 8 o'clock p.m., at the town hall, 3,810 Levesque Blvd., l'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (County of Laval), March 31, 1955.

YVON LAVOIE,
Clerk.

Town Hall, 3,810 Levesque Blvd.,
l'Abord-à-Plouffe,
(County of Laval), P.Q. 39578

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF THE LAKE
OF TWO MOUNTAINS
(Deux-Montagnes)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Wm. W. Woodwark, Secretary-Treasurer, P.O. Box 50, St-Eustache-sur-le-Lac, (Deux-Montagnes), until 8 o'clock p.m., Tuesday, April 19th, 1955; for the purcha-

1955, pour l'achat de \$259,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Lac des Deux-Montagnes, datées du 1er mai 1955 et remboursables par séries du 1er mai 1956 au 1er mai 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 septembre 1954, telle que modifiée — Construction d'une école élémentaire pour le district de Laval-Ouest.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$259,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er mai 1956	x \$23,000.00
1er mai 1957	x 24,000.00
1er mai 1958	x 25,000.00
1er mai 1959	x 26,000.00
1er mai 1960	x 27,000.00
1er mai 1961	6,500.00
1er mai 1962	6,500.00
1er mai 1963	7,000.00
1er mai 1964	7,500.00
1er mai 1965	7,500.00
1er mai 1966	8,000.00
1er mai 1967	8,500.00
1er mai 1968	9,000.00
1er mai 1969	9,000.00
1er mai 1970	9,500.00
1er mai 1971	10,000.00
1er mai 1972	10,500.00
1er mai 1973	11,000.00
1er mai 1974	11,500.00
1er mai 1975	12,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$109,962.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$21,992.40 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache, (Deux-Montagnes).

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Eustache, (Deux-Montagnes).

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles protestantes qui sera tenue mardi, le 19 avril 1955, à 8 heures p.m., au High School, St-Eustache-sur-le-Lac (Deux-Montagnes).

se of an issue of \$259,000.00 of bonds of the protestant school commissioners for the municipality of the Lake of Two Mountains, dated May 1st, 1955 and redeemable serially from May 1st, 1956 to May 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 20th, 1954, as modified — Construction of an elementary school for the district of Laval-West.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from May 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$259,000.00 — 20 years.

Year	Capital
May 1st, 1956	x \$23,000.00
May 1st, 1957	x 24,000.00
May 1st, 1958	x 25,000.00
May 1st, 1959	x 26,000.00
May 1st, 1960	x 27,000.00
May 1st, 1961	6,500.00
May 1st, 1962	6,500.00
May 1st, 1963	7,000.00
May 1st, 1964	7,500.00
May 1st, 1965	7,500.00
May 1st, 1966	8,000.00
May 1st, 1967	8,500.00
May 1st, 1968	9,000.00
May 1st, 1969	9,000.00
May 1st, 1970	9,500.00
May 1st, 1971	10,000.00
May 1st, 1972	10,500.00
May 1st, 1973	11,000.00
May 1st, 1974	11,500.00
May 1st, 1975	12,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$109,962.00, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$21,992.40 each, from 1956 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Eustache, (Deux-Montagnes).

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. Eustache (Deux-Montagnes).

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify, whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant school Commissioners to be held on Tuesday, April 19th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the High School, St-Eustache-sur-le-Lac (Deux-Montagnes).

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Eustache-sur-le-Lac, (Deux-Montagnes), ce 30 mars 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
Wm. W. WOODWARK.

B.P. 50, St-Eustache-sur-le-Lac,
(Deux-Montagnes), P. Q. 39573-0

The protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St - Eustache - sur - le - Lac, (Deux-Montagnes), this 30th of March, 1955.

Wm. W. WOODWARK,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 50, St-Eustache-sur-le-Lac,
(Deux-Montagnes), P. Q. 39573-0

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, C.S. N° F-23, Cour Supérieure. (siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Lionel Gendron, St-Cléophas, comté de Matapédia, district de Rimouski, failli, & Henri-A. Martin, syndic;

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le VINGT-HUIT AVRIL, 1955, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à St-Cléophas, comté de Matapédia, les immeubles ci-après décrits, savoir:

Item A.— L'immeuble connu et désigné comme étant la demi ouest du numéro cinquante-six (½-O-56) du cadastre officiel pour le quatrième rang du Canton Awantjish, avec les bâtisses, dessus construites, circonstances et dépendances.

Item B.— L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-trois (43) du cadastre officiel pour le rang trois du Canton Awantjish. Une lisière de terrain à distraire du lot connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-deux au cadastre officiel pour le rang trois du Canton Awantjish (P-42) de la contenance de trente-cinq pieds de large sur la largeur dudit lot, et devant servir à perpétuité de chemin de passage, à pieds, en voitures ou autrement à l'acquéreur, ses heirs et ayants-droit et devant s'exercer à l'endroit où il se trouve actuellement près d'une savane.

Item C.— L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-six (56) du cadastre officiel pour le rang cinq du canton Awantjish, de la contenance de cent vingt acres, en superficie, plus ou moins, et borné vers l'est, au lot appartenant à Jos. Poirier, et à l'ouest, à celui de Alf. Lizotte, circonstances et dépendances.

Ces item seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949; cette vente équivaut à la vente au Sheriff. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal des Faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: argent comptant.
Rimouski, ce 21 mars 1955.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 39500-12-2-0

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, C.S. No. F-23, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of: Lionel Gendron, St. Cléophas, county of Matapédia, district of Rimouski, bankrupt, and Henri-A. Martin, trustee.

SALE BY AUCTION

Notice is hereby given that: THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of APRIL, 1955, at TEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door, at St. Cléophas, county of Matapédia, the immoveables hereinafter described, to wit:

Item A.— The immoveable known and designated as being the west half of number fifty-six (W-½-56) of the official cadastre for range four, township Awantjish, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies

Item B.— The immoveable known and designated as being lot number forty-three (43) of the official cadastre for range three of township Awantjish. A strip of land to be deducted from lot known and designated as being lot number forty-two of the official cadastre for range three township Awantjish (P. 42) containing thirty-five feet in width by the breadth of said lot, to be used, in perpetuity, by the purchaser as well as his heirs and dependents, as a roadway for walking driving or otherwise, the right of which to be exercised at the place where it is actually situated, near a savanna.

Item C.— The immoveable known and designated as being lot number fifty-six (56) of the official cadastre for range five, township of Awantjish, containing an area of one hundred and twenty acres, more or less, and bounded easterly by a lot belonging to Jos. Poirier, westerly by that of Alf. Lizotte, circumstances and dependencies.

These items shall be sold to the last and highest bidder, with ground rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the undersigned trustee.

This sale is carried out in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.C.P. and section 55 of the Bankruptcy Act 1949; said sale being equivalent to a sale by Sheriff. All of which by virtue of a Judgment rendered by the Honourable Bankruptcy Court for the district of Rimouski.

Conditions of payment: cash.
Rimouski, this March 21st, 1955.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 39500-12-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 114 (1954). "En matière de faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Vilmer Desjardins, marchand général, Lesage, comté de Terrebonne, débiteur; & Claude Perras, syndic.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 114 (1954). "Sitting in Bankruptcy". In the bankruptcy of: Vilmer Desjardins, general merchant, Lesage, county of Terrebonne, debtor, & Claude Perras, trustee.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement situé au village de Lesage, comté de Terrebonne, ayant front sur l'ancien chemin public, désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent trente-six (P. N° 336) du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, cette partie de lot mesure 60 x 175 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et est bornée: en front, par le chemin public; en profondeur, à l'ouest, par Raoul Desormeaux ou représentants, d'un côté, au nord, par Isaïe Brosseau ou représentants, et de l'autre côté, vers le sud, par Achille Beauséjour ou représentants, avec toutes les constructions y érigées, notamment une maison à deux étages formant un logis et magasin général.

Sera vendue à la porte de l'église paroissiale de Lesage, comté de Terrebonne, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est, MARDI le TROIS MAI 1955.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 10 mars 1955, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat l'acquéreur, devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 23 mars 1955.

— Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,
4 Notre-Dame, est, Montréal. 39512-12-2-o

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Description: An emplacement situated in the village of Lesage, county of Terrebonne, fronting the former public road, designated as being part of lot number three hundred and thirty-six (P. No. 336) of the cadastre of the parish of St. Jérôme, in the county of Terrebonne, said part of lot measuring 60 x 175 feet, English measure, more or less, and bounded: in front, by the public road; in depth, westerly, by Raoul Desormeaux or representatives, on one side, northerly, by Isaïe Brosseau or representatives, and on the other side, southerly, by Achille Beauséjour or representatives, with all structures erected thereon, especially a two-storey house including a dwelling and general store.

Shall be sold at the parochial church door of Lesage, county of Terrebonne, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time, TUESDAY the THIRD day of MAY 1955.

This sale is carried out by virtue of a Judgment rendered by the Superior Court, at Montreal, March 10th, 1955, and pursuant to sections 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949, in order that said sale shall have the legal effect by the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% in accordance with the law.

For further information and the list of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, this March 23rd, 1955.

— CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office:

Perras & Perras, trustees,
4, Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q.
39512-12-2

Province de Québec, district de Rimouski C.S. N° F-31, Cour Supérieure (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Lionel Michaud, Rimouski, comté de Rimouski, district de Rimouski, failli & Henri-A. Martin, syndic;

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, S.C. No. F-31, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of: Lionel Michaud, Rimouski, county of Rimouski, district of Rimouski, bankrupt, & Henri-A. Martin, trustee;

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que: VENDREDI, le VINGT-NEUF AVRIL, 1955, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissial, à St-Robert Bellarmin, dans la ville de Rimouski, province de Québec, les immeubles ci-après décrits, savoir:

Item A.— Lot numéro deux (2) de la resubdivision officielle du lot numéro cinquante-trois (53) de la subdivision officielle du lot numéro cinq cent vingt-un (521-53-2) au cadastre officiel de la ville St-Germain de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Item B.— Lot numéro N.S. de la resubdivision officielle du lot numéro cinquante-trois (53)

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY-NINTH day of APRIL, 1955, at TEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the parochial church door, at St-Robert Bellarmin, in the town of Rimouski, Province of Quebec, the immoveables hereinafter described, to wit:

Item A.— Lot number two (2) of the official resubdivision of lot number fifty-three (53) of the official subdivision of lot number five hundred and twenty-one (521-53-2) of the official cadastre of the town of St-Germain of Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Item B.— Lot number N.S. of the official resubdivision of lot number fifty-three (53) of

de la subdivision officielle du lot numéro cinq cent vingt-un (521-53-N.S.) au cadastre officiel de la ville St-Germain de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite sujet par l'acquéreur à payer les rentes du terrain à M. Louis Côté.

Ces item seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes et autres servitudes pouvant exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi des faillites 1949; cette vente équivaut à la vente au shérif. Le tout suivant jugement rendu par l'Honorable Tribunal, des Faillites, pour le district de Rimouski.

Conditions de paiement: argent comptant.
Rimouski, ce 21 mars 1955.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 39499-12-2-0

the official subdivision of lot number five hundred and twenty-one (521-53-N.S.) of the official cadastre of the town of St-Germain of Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale is made subject by the purchaser to pay ground rents to Mr. Louis Côté.

These items shall be sold to the highest and last bidder, subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and Certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also to article 55 of the Bankruptcy Act 1949; this sale shall have the effect of a sheriff's sale. The whole according to judgment rendered by the Honourable Court of Bankruptcy, for the district of Rimouski.

Terms of payment: cash.
Rimouski, this 21st day of March, 1955.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152-A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q. 39499-12-2

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { L ÉO BÉDARD, mar-
à savoir: chand de St-Louis de
No. 23,340. { Ravignan, Dorchester,
contre ARTHUR GUE-

NETTE, St-Louis de Ravignan, Dorchester, à savoir: Le lot 54, rang IV, canton Langevin, d'une contenance de 100 acres, situé dans la paroisse de St-Louis, comté de Dorchester, ainsi que les bâtisses y dessus construites circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis de Ravignan, le SIXIÈME jour de MAI prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 29 mars 1955.

[Première insertion: 2 avril 1955]
[Seconde insertion: 16 avril 1955]
39565-13-2-0

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { J. W. DRAPER, demandeur,
N° 5775. { vs CLYDE BRACEY &
{ AL., défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

"Le lot 881 de la municipalité de Bolton est, avec la bâtisse dessus érigée et les effets mobiliers".

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Austin, à Bolton-est, district de Bed-

Superior Court — District of Beauce

St. Joseph de Beauce, { L ÉO BÉDARD, mer-
to wit: chant of St. Louis de
No. 23,340. { Ravignan, Dorchester, vs
{ ARTHUR GUENETTE,

St. Louis de Ravignan, Dorchester, to wit: Lot 54, range IV, township of Langevin, containing 100 acres, situated in the parish of St. Louis, county of Dorchester, including the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, all of which as it actually stands with servitudes both active and passive, without exception nor reserve.

To be sold at the parochial church door, in the parish of St. Louis de Ravignan, the SIXTH day of MAY next at TWO o'clock in the afternoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph de Beauce, March 29, 1955.

[First insertion: April 2, 1955]
[Second insertion: April 16, 1955]
39565-13-2

BEDFORD

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, { J. W. DRAPER, plaintiff, vs
No. 5775. { CLYDE BRACEY &
{ AL., defendants.

As belonging to the defendants.

"Lot 881 of the Municipality of East Bolton, with the building thereon erected, and the moveable effects."

To be sold at the Catholic church door of St-Austin of East-Bolton, district of Bedford, on

ford, MARDI le DOUZIÈME jour d'AVRIL 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
A. ST. MARTIN.
Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué. 39398-10-2

TUESDAY, the TWELFTH of APRIL 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Quebec. 39398-10-2-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { BERNARD TÊTREAU, demandeur, vs GASTON SENÉCAL, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.
"Une ferme située en la paroisse de St-Georges de Clarenceville, dans le comté de Missisquoi, d'une superficie d'environ cent acres et formée des lots Nos. 229 et 259 du cadastre de la paroisse de St-Georges de Clarenceville, à distraire du lot N° 229, la partie vendue à Donald A. Reynolds et sise à l'est du chemin appelé Beech Ridge road".

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, de St-Georges de Clarenceville, comté de Missisquoi, le QUATRE MAI 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
A. ST. MARTIN.
Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Québec. 39553-13-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { BERNARD TÊTREAU, plaintiff, vs GASTON SENÉCAL, defendant.

As belonging to defendant.
"A farm situate in the parish of St-Georges of Clarenceville, in the county of Missisquoi, of a superficial area of about one hundred acres and formed of lots Nos. 229 and 259 of the cadastre of the parish of St-Georges de Clarenceville, to be withdrawn from lot No. 229, that part sold to Donald A. Reynolds and located east of the road called Beech Ridge road".

To be sold at the catholic church door of St-Georges de Clarenceville, county of Missisquoi, on MAY FOURTH 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST. MARTIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Quebec. 39553-13-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Percé, P.Q.

Cour Supérieure, { PHILIPPE MOREAU de Petite Rivière Ouest, demandeur; vs SYLVAIN DUBÉ de Petite Rivière Ouest, défendeur.

Lot N° 481 du livre de renvoi officiel de la municipalité de Grande Rivière. Borné vers le nord par la quatrième concession, vers l'est par le N° 482, vers le sud par la deuxième concession, et vers l'ouest par le N° 480; mesurant en front un arpent cinq perches et un pied sur vingt-huit arpents de profondeur; contenant en superficie quarante-deux arpents quinze perches et cent-quatre-vingt pieds, (42-15-180).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Grande Rivière, comté de Gaspé, MERCREDI le QUATRIÈME jour de MAI 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. F. MEAGHER.
Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., le 25 mars 1955. 39555-13-2-o

Fieri Facias

Cour de l'Échiquier du Canada,
Ottawa, Ont.

N° 95775. { LA REINE, Loi de l'Impôt, sur le Revenu et amendements, demanderesse et dans l'affaire de RUSSELL ANNETT, de Douglastown, comté de Gaspé, P.Q., défendeur.

Partie du lot N° 3 du 3e rang Bois Brûlé, canton Douglas. Bornée au nord par Charles Annett, au sud par Eugène Annett, à l'est par le chemin Belle Anse et à l'ouest par Arnold Girard.

Lot N° 46 du 5e rang Bois Brûlé, canton Douglas, ayant 50 acres de superficie. Borné au nord par Arnold Girard, au sud par Charles Annett, à l'est par le chemin Belle Anse et à l'ouest par Arnold Girard.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Douglastown, JEUDI le CINQUIÈME

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Percé, P.Q.

Superior Court, { PHILIPPE MOREAU of Little River, West, plaintiff; vs SYLVAIN DUBÉ of Little River, West, defendant.

Lot No. 481 of the official book of reference of the Municipality of "Grande Rivière". Bounded on the north by the fourth concession, on the east, by No. 482, on the south, by the second concession, and on the west, by No. 480; measuring in front, one arpent five rods and one feet by twenty-eight arpents in depth; containing a superficial area of forty-two arpents fifteen rods and one hundred and eighty feet, (42-15-180).

To be sold at the parochial church door of Grande Rivière, county of Gaspé, WEDNESDAY, the FOURTH day of MAY, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Percé, P.Q., March 25th, 1955. 39555-13-2

Fieri Facias

In the Exchequer Court of Canada
Ottawa, Ont.

No. 95775. { THE QUEEN, in the matter of the Income Tax Act, and amendments thereto; plaintiff, and in the matter of RUSSELL ANNETT of Douglastown, Gaspé, county, P.Q., defendant.

Part of lot No. 3 of the 3rd range Bois Brûlé, in the township of Douglas. Bounded on the north by Charles Annett, on the south by Eugène Annett, east by the Belle Anse Road and on the west by Arnold Girard.

Lot No. 46 of the 5th range, Bois Brûlé in the township of Douglas with an area of 50 acres. Bounded on the north by Arnold Girard, south by Charles Annett, east by the Belle Anse Road and west by Arnold Girard.

To be sold at the church door of the parish of Douglastown on THURSDAY the FIFTH day

ÈME jour de MAI 1955, à DEUX heures de l'après-midi. of MAY 1955 at TWO o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif, J. F. MEAGHER, Sheriff's Office, J. F. MEAGHER, Sheriff.
 Percé, P.Q., 25 mars 1955. 39554-13-2 Percé, P.Q., March 25th, 1955. 39554-13-2-o

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { EUGÈNE LEGAULT, mé-
 N° 3463. canicien-garagiste, de
 Papineauville, district de
 Hull, demandeur, vs RICHARD BLAIS, de
 Lachute, district de Terrebonne, défendeur.

"Un emplacement situé à Montébello, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, comme étant une partie du lot numéro cent vingt-quatre (P. 124), contenant soixante-dix pieds de largeur, à partir de la propriété de R. O. Quesnel en allant vers le sud, et ce, sur toute la profondeur, par cent cinq pieds de profondeur, à partir de la rue St. François-Xavier en allant vers l'est, plus ou moins, mesure anglaise; borné au nord, par la propriété de R. O. Quesnel, partie du lot N° 124; à l'est, par l'ancienne propriété Brisson; au sud, par la propriété de Edouard et Richard Blais, ancienne manufacture, et à l'ouest, par la rue St. François-Xavier; avec bâtisses y érigées, et connu comme le lot N° 3 de 124, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Bonsecours de Montébello, le CINQ MAI 1955, à TROIS heures de l'après-midi. (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif, R. ST. PIERRE, Sheriff's Office, R. ST. PIERRE, Sheriff.
 Hull, ce 28 mars 1955. 39556-13-2-o Hull, this March 28th, 1955. 39556-13-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
 District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { LES COMMISSAIRES
 N° 18809 D'ÉCOLES DE LA
 MUNICIPALITÉ SCOLAIRE de RIVIÈRE-BLEUE, demandeurs, vs
 DAVID LÉVESQUE, de Rivière-Bleue, défendeur.

"Un terrain mesurant une largeur de cent pieds par une profondeur de cent pieds, borné au nord-est à Jos. P. Ouellet, au sud-est à Émilien Ouellet, au sud-ouest à Georges Gagnon ou représentants et au nord-ouest au chemin public, lequel terrain fait partie du lot numéro soixante-quatre (p. de 64) du cadastre officiel du canton Estcourt, dans le sixième rang, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, MERCREDI, le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif, P.-E. MARTIN, Sheriff's Office, P.-E. MARTIN, Sheriff.
 Rivière-du-Loup, 3 mars 1955. 39406-10-2-o Rivière-du-Loup, March 3rd, 1955 39406-10-2
 [Première insertion, samedi, le 12 mars 1955.] [Frist insertion, Saturday, March 12th, 1955.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
 District de Kamouraska

Cour Supérieure, { NORMAN STERNLIEB
 N° 76-013. { NORMAN STERNLIEB
 { et MAX CLARFIELD,
 { tous deux de la cité de Québec,

HULL

District of Hull

Superior Court, { EUGÈNE LEGAULT, me-
 No. 3463. chanic and garage-keeper,
 of Papineauville, district of
 Hull, plaintiff, vs RICHARD BLAIS, of Lachute,
 district of Terrebonne, defendant.

"An emplacement situated at Montebello, and known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Notre Dame de Bonsecours, as being a part of lot number one hundred and twenty-four (P. 124), containing seventy feet of width, as from the property R. O. Quesnel, southwards, and such, along the whole depth by five hundred feet of depth, as from St. François Xavier Street, eastwards, more or less, English measure; bounded to the north by the property of R. O. Quesnel, part of lot No. 124; easterly, by the former Brisson property; southerly, by the property of Edouard and Richard Blais, a former factory, and westerly, by St. François Xavier Street; with buildings erected thereon, and known as lot No. 3 of 124, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Bonsecours of Montebello, the FIFTH day of MAY 1955, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Bureau du Shérif, Le Shérif, R. ST. PIERRE, Sheriff's Office, R. ST. PIERRE, Sheriff.
 Hull, this March 28th, 1955. 39556-13-2 Hull, this March 28th, 1955. 39556-13-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
 District of Kamouraska

Magistrate's Court, { THE SCHOOL COM-
 No. 18809 MISSIONERS OF
 { THE SCHOOL COMMISSION of RIVIÈRE-BLEUE, plaintiffs, vs
 DAVID LÉVESQUE, of Rivière-Bleue, defend-
 ant.

"A parcel of land measuring in width one hundred feet by a depth of one hundred feet, bounded on the northeast by Jos. P. Ouellet, on the southeast by Émilien Ouellet, on the southwest by Georges Gagnon or representatives, and on the northwest, by the public highway, which parcel of land forms part of lot number sixty-four (Pl. of 64) of the official cadastre of the township of Estcourt, in the six range, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Rivière-Bleue, county of Témiscouata, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif, P.-E. MARTIN, Sheriff's Office, P.-E. MARTIN, Sheriff.
 Rivière-du-Loup, 3 mars 1955. 39406-10-2-o Rivière-du-Loup, March 3rd, 1955 39406-10-2
 [Frist insertion, Saturday, March 12th, 1955.] [Frist insertion, Saturday, March 12th, 1955.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
 District of Kamouraska

Superior Court, { NORMAN STERNLIEB
 No. 76-013. { NORMAN STERNLIEB
 { et MAX CLARFIELD,
 { both of the city of Quebec and

et y faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de: Service Finance Reg'd, à 37 de la Couronne, en les cité et district de Québec, demandeurs, vs JOSÉPHINE MORIN, domiciliée à Notre-Dame du Portage, comté de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, défenderesse.

"Un terrain contenant un arpent et demi de front est-ouest, sur environ deux arpents de profondeur, tel que compris dans les bornes suivantes: Au nord au chemin public, au sud au sommet de la première côte qu'il y a au sud du chemin, à l'est à Henri Label et à l'ouest à Charles-Eugène Raymond, avec la maison servant d'auberge ou restaurant y érigé, autres dépendances et circonstances, lequel terrain fait partie du lot numéro trente-six (Pt 36) du cadastre officiel de Notre-Dame du Portage, dans le comté de Kamouraska. Avec et sujet au droit de clôture et passage mentionné dans l'acte d'acquisition de la débitrice, enregistré dans la division d'enregistrement de Kamouraska, sous le numéro 67230."

Pour être vendu à la porte de l'Église de la paroisse de Notre-Dame du Portage, MARDI le DOUZIÈME jour d'AVRIL 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
P.-E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, ce 8 mars 1955.
39415-10-2-0
[Première insertion, samedi le 12 mars 1955.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { VICTOR ALBERT, cultivateur et commerçant
N° 19166. { de la paroisse de Lejeune,
comté Témiscouata, demandeur vs ROMÉO GRANDMAISON, cultivateur, de St-Émile d'Auclair, défendeur.

"Le lot numéro quarante-six (46) rang XV, canton Auclair, dans la paroisse de St-Émile d'Auclair. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'Église de St-Émile d'Auclair, comté Témiscouata, JEUDI, le CINQUIÈME jour de MAI 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
P.-E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, 29 mars 1955 39566-13-2-0
[Première insertion: samedi le 2 avril, 1955]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { GEORGIENNE DIONNE,
N° 19140 { fille majeure, usant de
ses droits, demeurant à Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, demanderesse, vs Dame CHARLES LÉVESQUE, épouse commune en biens de CHARLES LÉVESQUE, de Trois-Pistoles, et CHARLES LÉVESQUE, ce dernier pour assister son épouse à ester en justice, tous deux de la ville de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, défendeurs.

"La partie de lot numéro P-180 du cadastre de la ville de Trois-Pistoles, comme appartenant à la défenderesse Dame Charles Lévesque. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

carrying on business together under the name and style of: Service Finance Reg'd, at 37 Crown Street, in the city and district of Quebec, plaintiffs, vs JOSÉPHINE MORIN, domiciled at Notre-Dame du Portage, county of Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, defendant.

"A plot of land containing an arpent and one-half on an east-west frontage, by approximately two arpents in depth, as comprised within the following boundaries: North of the public highway, on the south of the summit of the first hill to be found south of the road, on the east, by Henri Label, and on the west, by Charles-Eugène Raymond, with the house serving as an inn or restaurant thereon, erected, other dependencies and circumstances, which lot of land forms part of lot number thirty-six (Pt. 36) of the official cadastre of Notre-Dame du Portage, in the county of Kamouraska. With and subject to fencing rights and passage mentioned in the purchase deed of the debtor, registered in the Registration Division of Kamouraska, under number 67230."

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame du Portage, TUESDAY, the TWELFTH day of APRIL, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN,
Sheriff.
Rivière-du-Loup, this March 8th, 1955.
39415-10-2
[First insertion, Saturday, March 12th, 1955.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { VICTOR ALBERT, farmer
No. 19166. { and dealer of the parish
of Lejeune, county of Temiscouata, plaintiff vs ROMÉO GRANDMAISON, farmer, of St-Émile of Auclair, defendant.

"Lot number forty-six (46) range XV, township Auclair, in the parish of St-Émile of Auclair. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Émile of Auclair, county of Temiscouata, THURSDAY, the FIFTH day of MAY, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN,
Sheriff.
Rivière-du-Loup, March 29th, 1955. 39566-13-2
[First insertion: Saturday, April 2nd, 1955]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { GEORGIENNE DIONNE,
No. 19140 { fille majeure, making use
of her rights, residing at St-Françoise, county of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, plaintiff, vs Dame CHARLES LÉVESQUE, wife, common as to property of CHARLES LÉVESQUE, of Trois Pistoles, and CHARLES LÉVESQUE, the latter to authorize his wife to appear in court, both of the town of Trois Pistoles, county of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, defendants.

"Part part of lot number P-180 of the cadastre of the town of Trois Pistoles, belonging to the defendant, Dame Charles Lévesque. All of which with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de MAI, 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 29 mars 1955. 39567-13-2-0
[Première insertion, samedi le 2 avril 1955.]

To be sold at the door of the parochial church of Trois Pistoles, county of Rivière-du-Loup, WEDNESDAY, the FOURTH day of MAY, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, March 29th, 1955. 39567-13-2
[First insertion, Saturday, April 2nd, 1955.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { LÉON & GÉRARD LAN-
N° 19178. { DRY, garagiste de Ste-
Hélène et y faisant affaire
sous le nom de Garage J. B. Landry Enrg, deman-
deurs vs ROLAND MICHAUD, de Saint-Alexan-
dre, défendeur.

1° "Une terre sise et située dans le sixième rang de la dite paroisse de St-Alexandre, de quatre arpents de front, sur trente de profondeur, le tout plus ou moins avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et dépendances généralement quelconques; laquelle est actuellement décrite sous le numéro (887) huit cent quatre-vingt-sept, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de St-Alexandre.

2° Une autre terre sise et située dans le sixième rang de la dite paroisse de St-Alexandre, de deux arpents environ de largeur, sur environ vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins avec appartenances et dépendances généralement quelconques; laquelle est actuellement décrite sous le numéro (886) huit cent quatre-vingt-six, au même cadastre officiel de la dite paroisse de St-Alexandre;

3° Un circuit de terre, sis et situé dans le cinquième rang de la dite paroisse de St-Alexandre, d'un arpent et demi, plus ou moins, lequel est actuellement décrit sous le numéro (727) sept cent vingt-sept, au même cadastre officiel de la dite paroisse de St-Alexandre.

4° Un autre circuit de terre, sis et situé dans le sixième rang de la dite paroisse de St-Alexandre, de deux arpents et demi environ de largeur, sur environ un arpent et dix pieds de profondeur et dépendances, lequel fait partie du numéro (pt. 883) huit cent quatre-vingt-trois, au même cadastre officiel de la dite paroisse de St-Alexandre.

5° Un autre circuit de terre, sis et situé en le cinquième rang de la dite paroisse de St-Alexandre, et faisant partie du numéro (Pt. 731) sept cent trente-et-un, au même cadastre officiel de la dite paroisse de St-Alexandre, d'un arpent de profondeur sur toute la largeur de la grande terre (environ deux arpents), borné au nord-est par le vendeur, au sud-ouest par Élie Bérubé, au nord-ouest par Charles-Eugène Bernier, et au sud-est par Philippe Tardif, et dépendances.

6° Une terre contenant deux arpents de front sur environ quatre arpents de profondeur, bornée au nord à Émile Nadeau et Ludger Ouellet, au sud au chemin du sixième rang, à l'est à Wilfrid Bérubé et à l'ouest à la route centrale, lequel terrain fait partie des numéros sept cent trente-huit et sept cent trente-neuf (Pt. 738 et 739) du cadastre de St-Alexandre."

Pour être vendus à la porte de l'Église de St-Alexandre, comté de Kamouraska, MARDI le TROISIÈME jour de MAI 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 29 mars 1955. 39568-13-2-0
[Première insertion, samedi le 2 avril 1955]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { LÉON & GÉRARD LAN-
No. 19178. { DRY, garage-keeper of
Ste-Hélène and therein carrying on business under the name of Garage J. B. Landry Enrg., plaintiffs, vs ROLAND MICHAUD, of Saint-Alexandre, defendant.

1. "A farm, located and situate in the sixth range of the said parish of St-Alexandre, of four arpents in front, by thirty in depth, the whole more or less, with a house and other buildings thereon erected, and whatever general dependencies; which is actually described under number (887) eight hundred and eighty-seven, on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of St-Alexandre.

2. Another farm, located and situate in the sixth range of the said parish of St-Alexandre, of about two arpents in width, by about twenty-four arpents in depth, the whole more or less, with whatever general appurtenances and dependencies; which is presently described under number (886) eight hundred and eighty-six, on the same official cadastre of the said parish of St-Alexandre;

3. A circuit of land, located and situate in the fifth range of the said parish of St-Alexandre, of an arpent and one-half, more or less, which is presently described under number (727) seven hundred and twenty-seven, on the same official cadastre of the said parish of St-Alexandre.

4. Another circuit of land, located and situate in the sixth range of the said parish of St-Alexandre, about two arpents and one-half in width, by about an arpent and ten feet in depth and dependencies; which forms part of number (Pt. 883) eight hundred and eighty-three, on the same official cadastre of the said parish of St-Alexandre.

5. Another circuit of land, located and situate in the fifth range of the said parish of St-Alexandre, and forming part of number (Pt. 731) seven hundred and thirty-one, on the same official cadastre of the said parish of St-Alexandre, an arpent in depth by the whole width of the large farm (about two arpents), bounded on the northeast by the seller, on the southwest by Elie Bérubé, on the northwest by Charles-Eugène Bernier, and on the southeast by Philippe Tardif, and dependencies.

6. A farm containing two arpents in front by about four arpents in depth, bounded on the North by Émile Nadeau and Ludger Ouellet, on the South, by the road of the sixth range, on the East, by Wilfrid Bérubé, and on the West, by the central highway, which land forms part of numbers seven hundred and thirty-eight and seven hundred and thirty-nine (Pt. 738 and 739) of the cadastre of St-Alexandre."

To be sold at the door of the church of St-Alexandre, county of Kamouraska, TUESDAY, the THIRD day of MAY, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, March 29, 1955. 39568-13-2
[First insertion: Saturday, April 2nd, 1955]

LABELLE*Fieri Facias*Canada — Province de Québec
District de LabelleCour Supérieure, { ZÉPHIRIN LAFOND, ga-
N° 4289 { ragiste, autrefois de Fer-
me-Neuve, district de La-belle, et maintenant de Gatineau Mills, district
de Hull, demandeur, vs ACHILE CLOUTIER,
domicilié à St-Jérôme, district de Terrebonne,
défendeur.A savoir: les lots 27-127 (vint-sept-cent vingt-
sept) rue Notre-Dame, rang 7 (sept) canton
Décarie, dans la paroisse de Ste-Anne du Lac,
district de Labelle.Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de Ste-Anne du Lac, dans le district de Labelle,
le ONZIÈME jour d'AVRIL 1955 à
DIX heures de l'avant-midi.Bureau du Shérif,
Mont-Laurier,
le 7 mars 1955.Le Shérif,
ADRIEN LAROSE.

39416-10-2-o

LABELLE*Fieri Facias*Canada — Province of Quebec
District of LabelleSuperior Court, { ZÉPHIRIN LAFOND, ga-
No. 4289 { rage-keeper, heretofore of
Ferme-Neuve, district of La-belle, and presently of Gatineau Mills, district
of Hull, plaintiff, vs ACHILE CLOUTIER,
domiciled at St-Jérôme, district of Terrebonne,
defendant.To wit: lots 27-127 (Twenty-seven one hundred
and twenty-seven) Notre-Dame street, range 7
(seven) township Décarie, in the parish of Ste-
Anne du Lac, district of Labelle.To be sold at the parochial church door of
Ste-Anne du Lac, in the district of Labelle,
this ELEVENTH day of APRIL, 1955, at TEN
o'clock in the forenoon.Sheriff's Office,
Mount Laurier,
March 7th, 1955.ADRIEN LAROSE,
Sheriff.

39416-10-2

MONTRÉAL*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { LAURENT LAFLÈCHE
N° 366025. { demandeur; vs NI-
CHOLAS MEUNIER, dé-

fendeur.

L'immeuble connu et désigné comme étant
partie de la subdivision neuf cent cinquante-sept
et la subdivision neuf cent cinquante-huit du lot
originaire numéro cent trente-trois (133 partie
957 et 958) aux plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil
et portant le numéro civique 2256 Saint-Alexandre,
ville Jacques-Cartier, district de Montréal.Pour être vendu, au bureau d'enregistrement
du comté de Chambly, à Longueuil, le QUINZE
AVRIL 1955, à DIX heures du matin.Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 mars 1955.Le Shérif,
39427-10-2-o**MONTREAL***Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { LAURENT LAFLÈCHE,
No. 366025. { plaintiff; vs NI-
CHOLAS MEUNIER, defen-

dant.

The immovable known and designated as
being part of the subdivision nine hundred and
fifty-seven and of the subdivision nine hundred
and fifty-eight of the original lot number one hundred
thirty-three (133 part 957 and 958) on the
official plan and in the book of reference of the
parish of Saint-Antoine de Longueuil, and
bearing civic number 2266 St. Alexander Street,
Town Jacques-Cartier, district of Montreal.To be sold at the registration office of the
county of Chambly, at Longueuil, on APRIL
FIFTEENTH, 1955, at TEN o'clock in the
morning.Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, March 9th, 1955.Sheriff.
39427-10-2*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { BANQUE CANADIEN-
N° 340375. { NE NATIONALE,
demanderesse principale etdéfenderesse par reconvention vs Dame BRO-
NISLAWA alias ELIZABETH ZUREK, épouse
séparée de biens de Émile Sodo, défenderesse
principale et demanderesse par reconvention.Comme appartenant et en la possession de la
dite défenderesse principale et demanderesse par
reconvention."Un emplacement ayant front sur la rue St-
Zotique, dans le quartier Rosemont de la cité
de Montréal et composé des lots numéros deux
cent soixante et deux cent soixante et un des
subdivisions originaires du lot originaire numéro
deux cent un (201-260 & 261) aux plan et livre
de renvoi du village incorporé de Côte de la
Visitation, avec la bâtisse dessus érigée et por-
tant le numéro civique 3390."Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUATORZE AVRIL 1955, à DIX
heures du matin.Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 mars 1955.Le Shérif,
39430-10-2*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { BANQUE CANADIEN-
No. 340375. { NE NATIONALE,
principal plaintiff and defen-dant by cross-action vs Dame BRONISLAWA
alias ELIZABETH ZUREK, wife separate as to
property of Émile Sodo, principal defendant and
plaintiff by cross-action.As belonging and in possession of said principal
defendant and plaintiff by cross-action.An emplacement fronting on St-Zotique Street
in the Rosemont Ward of the City of Montreal,
and composed of the lots numbers two hundred
and sixty and two hundred and sixty-one of the
original subdivision of lots original number two
hundred and one (201-260 & 261) on the plan
and Book of Reference of the Incorporated
Village of Côte de la Visitation, with the building
thereon erected and bearing civic number 3390.To be sold at my office, in the city of Montreal,
on APRIL FOURTEENTH, 1955, at TEN
o'clock in the forenoon.Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, March 9, 1955.Sheriff.
39430-10-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { **HONORIUS MALLET-**
N° 359103. { **TE, demandeur vs**
ALEXANDRE CORBO,
défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue Bourget, à Ville Jacques-Cartier, composé des subdivisions trois cent vingt-six et trois cent vingt-sept et trois cent vingt-huit du lot originaire numéro trois cent soixante (326, 327 et 328-360) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUINZE AVRIL 1955, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 mars 1955. 39428-10-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { **HONORIUS MALLET-**
No. 359103. { **TE, plaintiff, vs ALE-**
XANDRE CORBO, defen-
dant.

"An emplacement having frontage on Bourget Street, in the Town of Jacques-Cartier, composed of subdivisions three hundred and twenty-six, three hundred and twenty-seven and three hundred and twenty-eight of the original lot number three hundred and sixty (326, 327 and 328-360) on the official plan and in the book of reference of the parish of Longueuil."

To be sold, at the Registration office of the County of Chambly, at Longueuil, on APRIL FIFTEENTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, March 9, 1955. Sheriff.
39428-10-2

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **W. SIMONEAU & G.**
N° 251963. { **PARAYRE, tous**
deux des cité et district de
Montréal, faisant affaires sous les nom et raison sociale de S & P Sales Enrg., demandeurs; vs **VICTOR VILLENEUVE, défendeur.**

Ce certain emplacement formant le coin nord-ouest des rues Saint-Jacques et Des Seigneurs, en la cité de Montréal, composé du lot deux cent soixante-quatre et des subdivisions un et deux du lot deux cent soixante-cinq (264 et 265-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1871 à 1883 ouest, rue Saint-Jacques et 702 à 724 rue Des Seigneurs.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZE AVRIL 1955, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 mars 1955. 39431-10-2

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **W. SIMONEAU & G.**
No. 251963. { **PARAYRE, both**
of the city and district of
Montreal, carrying on business under the name and style of S & P Sales Enrg., plaintiffs; vs **VICTOR VILLENEUVE, defendant.**

That certain emplacement forming the north-west corner of St. James and Des Seigneurs Streets in the city of Montreal, composed of lot two hundred and sixty-four and of subdivisions one and two of lot two hundred and sixty-five (264 and 265-1 and 2) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal with the buildings there on erected bearing civic numbers 1871 to 1883 St. James St. West, and 702 to 724 Des Seigneurs Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on APRIL FOURTEENTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, March 9th, 1955. Sheriff.
39431-10-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **HERVÉ RÉGIMBALD,**
N° 349244. { **demandeur; vs RO-**
GER LADOUCEUR, dé-
fendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros sept cent soixante-seize et sept cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-neuf (339-776 et 777) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, avec toutes les constructions y érigées et spécialement une maison portant les numéros 5122, 5124 et 5126 de la rue Marquette. Le tout avec tous droits y inhérents et les servitudes y attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZE AVRIL 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 9 mars 1955. 39429-10-2-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **HERVÉ RÉGIMBALD,**
No. 349244. { **plaintiff; vs ROGER**
LADOUCEUR, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, known and designated under numbers seven hundred and seventy-six and seven hundred and seventy-seven of the official subdivision of original lot three hundred and thirty-nine (339-776 and 777) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, with all the erections thereon-erected and especially a house bearing numbers 5122, 5124 and 5126 of Marquette Street. The whole with all rights thereto inherent and the servitudes thereto attached.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on APRIL FOURTEENTH, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, March 9th, 1955. Sheriff.
39429-10-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **JEAN-BAPTISTE BOU-CHARD**, cultivateur domicilié à St-Joachim, comté de Montmorency, P. Q. contre **GEORGES GUÉRIN**, cultivateur, domicilié à St-Joachim, comté de Montmorency, P. Q., à savoir:

a) Les lots deux cent un et deux cent trois (201, 203) au cadastre officiel de St-Joachim;

b) Le lot numéro deux cent quatre (204) au même cadastre; à distraire l'emplacement vendu à O. Vandal par vente du 23 novembre 1948 N° 289 de Me G. Beauregard, notaire, enregistrée N° 29791, ainsi que le petit emplacement de A. Pépin, mentionné en la déclaration N° 14419 de Me J. B. Beauregard, notaire, le 19 août 1946 enregistrée N° 27878.

A distraire des lots deux cent un (201) et deux cent quatre (204) les emplacements ci-après décrits, appartenant à la Compagnie Quebec Power.

"Une lisière de terrain étant la partie nord des lots numéros deux cent cinq (205), deux cent quatre (204), deux cent un (201), cent quatre-vingt-dix-neuf (199), et cent quatre-vingt-neuf (189) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Joachim, comté de Montmorency, borné au nord par ladite rivière, au sud par le sommet de la falaise, à l'est et à l'ouest par la compagnie Ste-Anne Power."

c) La partie sud du lot numéro deux cent deux (Pt. S. 202) au même cadastre; bornée au nord au chemin royal, au sud au lot 203 sus-cité, à l'est au lot 200 de P. E. Filion et à l'ouest au lot 204 de Geo. Guérin.

d) Le lot numéro deux cent neuf (209) au cadastre de St-Joachim; à distraire la partie extrême nord, près du chemin royal, qui appartient à Amédée Côté et qui mesure trois perches et seize pieds de front sur quatre perches et demie de profondeur; tel qu'à la vente N° 540 P. Beauregard, enr. N° 23743.

A distraire aussi dudit lot 209 l'emplacement de Alphonse Pépin tel que mentionné en la déclaration du 14 août 1946 sous le N° 14419 des minutes de Me J. B. Beauregard, notaire, enregistrée N° 27878.

A distraire aussi le petit emplacement de A. Pépin, mentionné en la déclaration N° 14419 de Me J. B. Beauregard, notaire, le 19 août 1946 enregistrée N° 27878. Mention faite qu'à l'extrémité nord des lots 201 et 204 les écores de la rivière Ste-Anne appartiennent à Ste-Anne Power Company. Et aussi du droit de passage de Dalle de ladite compagnie. Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Joachim, comté de Montmorency, **JEUDI le VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL 1955, à DIX heures du matin.**

Le Député-Shérif de Québec,

Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE**,
Québec, ce 15 mars 1955. 39455-11-2-0

[Première insertion 19 mars 1955]

[Deuxième insertion 2 avril 1955]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: **JEAN-BAPTISTE BOU-CHARD**, farmer, domiciled at St. Joachim, county of Montmorency, P. Q. vs **GEORGES GUÉRIN**, farmer, domiciled at St. Joachim, county of Montmorency, P. Q., to wit:

a) Lots two hundred and one and two hundred and three (201, 203) of the official cadastre of St. Joachim;

b) Lot number two hundred and four (204) of same cadastre; save and except the emplacement sold to O. Vandal by a sale dated November 23rd, 1948, No. 289, by Me G. Beauregard, Notary, registered as No. 29791, as well as the small emplacement of A. Pépin, mentioned in declaration No. 14419 of Me J. B. Beauregard, Notary, on August 19th, 1946, registered as No. 27878.

Save to be deducted from lots two hundred and one (201) and two hundred and four (204) the emplacements hereinafter described which belong to the Quebec Power Company.

"A strip of land being the northern part of lots number two hundred and five (205), two hundred and four (204), two hundred and one (201), one hundred and ninety-nine (199), and one hundred and eighty-nine (189) of the official cadastre for the parish of St. Joachim, county of Montmorency, bounded to the north by the said river, southerly by the top of the cliff, easterly and westerly by the St. Ann Power Company."

c) The southern part of lot number two hundred and two (S. P. 202), same cadastre; bounded northerly by the King's highway, southerly by lot 203 mentioned above, easterly by lot 200 belonging to P. E. Filion and westerly by lot 204 belonging to Geo. Guérin.

d) Lot number two hundred and nine (209) of the official cadastre of St. Joachim; save and except the extreme northern part, near the King's highway, belonging to Amédée Côté and which measures three rods and sixteen feet in front by four rods and a half in depth; such as at the time of sale No. 540, P. Beauregard, registration No. 23743.

Also to be deducted from said lot 209, the emplacement of Alphonse Pépin such as mentioned in the declaration of August 14th, 1946, under No. 14419 of the minutes of Me J. B. Beauregard, Notary, registration No. 27878.

To be also deducted the small emplacement belonging to A. Pépin, mentioned in declaration No. 14419 of Me J. B. Beauregard, Notary, August 19th, 1946, registration No. 27878. With mention made that at the extreme northern part of lots 201 and 204, the shores of the St. Ann River belong to the St. Ann Power Company, together with the chute right-of-way of the said Company. With buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Joachim, county of Montmorency, **THURSDAY, the TWENTY-FIRST day of APRIL 1955, at TEN o'clock in the morning.**

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff of Quebec.
Quebec, this March 15th, 1955. 39455-11-2

[First insertion: March 19th, 1955]

[Second insertion: April 2nd, 1955]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, N° 12-910 { **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs **ARTHUR GAGNON**, de St-Marcel, comté de Yamaska, défendeur et **J. ALEXANDRE DANSEREAU**, syndic, 31 rue St-Jacques ouest, Montréal, mis-en-cause.

a) Le lot numéro vingt-cinq du cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-Marcel, de figure irrégulière borné vers le S.E. par les numéros 58 & 59, vers le N.O., par la rivière Yamaska, vers le N.E. par le N° 24 et vers le S.O. par le numéro 26, contenant en superficie soixante et cinq arpents, soixante-dix perches et quatre-vingt-un pieds (65 a. 70 p. 81 pds).

b) Le lot numéro vingt-six du cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-Marcel, de figure irrégulière. Borné vers le S.E. par les numéros 57 et 58, vers le N.O. par le N° 25, et vers le S.O. par le N° 27, contenant en superficie soixante et trois arpents quarante perches; à distraire de ce lot environ dix arpents réservés à Charles Auger, maintenant Augustin Ferron, entre le terrain sus-décrié et le cordon des terres de la deuxième concession.

c) Le lot numéro vingt-sept du cadastre officiel d'enregistrement pour la paroisse de St-Marcel, de figure irrégulière, borné vers le S.E. par les numéros 56 et 59, vers le N.O. par la rivière Yamaska, vers le N.E. par le N° 26 et vers le S.O. par le N° 28, contenant en superficie soixante arpents et quatre perches, à distraire de ce lot environ dix arpents réservés à Charles Auger, maintenant Augustin Ferron, entre le terrain susdit et le cordon des terres de la deuxième concession.

Le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances érigées sur ledit immeuble.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église de la paroisse de St-Marcel, **VENDREDI**, le **SIX MAI**, 1955, à **DEUX (2)** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Sorel, le 22 mars 1955. **Le Shérif, R. PAQUIN.** 39506-13-2-o-x

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 12,503. { **PAUL EUGÈNE LAPIERRE**, commerçant de bois domicilié à Stornoway, district de St-François, demandeur, vs **ALFRED BOULETTE**, de Stornoway, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur: "Le lot numéro soixante-neuf (69) rang cinq (5) sud-ouest, du canton de Winslow."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse de Winslow (Stornoway), **MERCREDI**, le **TREIZIÈME** jour d'**AVRIL** 1955, à **ONZE** heures a.m.

Bureau du Shérif, Sherbrooke, ce 8 mars 1955. **Le Shérif, JOSEPH LABRECQUE.** 39414-10-2-o [Première insertion le 12 mars 1955.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 12-910. { **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, a body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff; vs **ARTHUR GAGNON**, of St. Marcel, county of Yamaska, defendant, and **J. ALEXANDRE DANSE-REAU**, trustee, 31 St. James Street, West, Montreal, mis-en-cause.

a) Lot number twenty-five of the official registry cadastre for the parish of St. Marcel, of irregular shape, bounded southeasterly by number 58 and 59, northwesterly by the Yamaska River, northeasterly by No. 24 and southwesterly by number 26, containing an area of sixty-five arpents, seventy rods, and eighty-one feet (65 aps. 70 rds. 81 ft.).

b) Lot number twenty-six of the official registry cadastre for the parish of St. Marcel, of irregular shape. Bounded southeasterly by number 57 and 58, northwesterly by No. 25, and southwesterly by No. 27, containing an area of sixty-three arpents, forty rods; save to deduct from said lot, some ten arpents reserved for Charles Auger, presently Augustin Ferron, between the land hereinabove described and the land line of the second concession.

c) Lot number twenty-seven of the official registry cadastre for the parish of St. Marcel, of irregular shape, bounded southeasterly by numbers 56 and 59, northwesterly by the Yamaska River, northeasterly by No. 26, and southwesterly by No. 28 containing an area of sixty arpents and four rods reserved for Charles Auger, presently Augustin Ferron, between the abovementioned land and the land line of the second concession.

All of which with buildings, circumstances and dependencies erected on said property.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of St. Marcel, **FRIDAY**, the **SIXTH** day of **MAY**, 1955, at **TWO (2)** o'clock in the afternoon

Sheriff's Office, Sorel, March 22nd, 1955. **R. PAQUIN,** Sheriff. 39506-13-2-x

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis — Sherbrooke

Superior Court, No. 12,503. { **PAUL EUGÈNE LAPIERRE**, lumber trader domiciled at Stornoway, district of St. Francis, plaintiff, vs **ALFRED BOULETTE**, of Stornoway, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the said defendant: "Lot number sixty-nine (69) range five (5) southwest, township of Winslow."

To be sold at the door of the parochial church of St-Alphonse de Winslow (Stornoway), **WEDNESDAY**, the **THIRTEENTH** day of **APRIL** 1955, at **ELEVEN** in the forenoon.

Sheriff's Office, Sherbrooke, this 8th of March 1955. **JOSEPH LABRECQUE,** Sheriff. 39414-10-2-o [First insertion the 12th of March 1955.]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour de Magistrat, { CAMILLE BUSSIÈ-
N° 6332. RES, autrefois mar-
chand de Fugèreville, dis-
trict de Témiscamingue, demandeur vs ARTHUR
GIRARD, journalier, autrefois de Fugèreville
susdit, maintenant de Ramore, dans la Pro-
vince d'Ontario, défendant.

"Les droits que peut avoir et prétendre le dé-
fendeur Arthur Girard, sur les lots connus et dé-
signés au plan et livre de renvoi officiels du cadas-
tre pour le canton Laverlochère, comme étant
les lots trente-huit et trente-neuf (38 et 39)
dans le rang cinq, dudit canton Laverlochère,
contenant lesdits lots environ cent acres cha-
cun en superficie, avec les bâtisses dessus cons-
truites, appartenances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Fu-
gèreville MARDI le TROISIÈME jour de
MAI 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif, JULES GRENIER,
Bureau du Shérif, Ville-Marie, le 29 mars 1955. 39577-13-2-o
[Première insertion, le 2 avril 1955]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { NORMAND DUBÉ, jour-
N° 22,713. nalier de Rockliffe, munici-
palité de Grenville et
Augmentation, comté d'Argenteuil, district de
Terrebonne, demandeur, vs BAZIL MOTT, du
canton de Grenville, et Augmentation dits com-
té et district, défendeur.

"Comme appartenant au demandeur, un cer-
tain emplacement, faisant partie du lot connu
et désigné au plan et livre de renvoi officiel pour
le canton de Grenville comme étant le lot N°
3-B dans le cinquième rang (5ième R.) borné à
l'est par la ligne est du chemin, au nord, ouest
et sud par le reste séparé d'icelui par une clô-
ture de broche et contenant à peu près 60 pieds
du nord au sud et 45 pieds de l'est à l'ouest."

Pour être vendu à la porte de l'église catho-
lique de Grenville, le TREIZE AVRIL 1955, à
DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif, ALBERT FOURNELLE,
Bureau du Shérif, Saint-Jérôme, le 8 mars 1955. 39417-10-2-o

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 13**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Goldstein vs Singer.....	1096
Lafèche vs Lauzon.....	1096

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

240 — Concernant certaine addition à la réserve de chasse et de pêche de la rivière Petite Cascapédia.....	1094
240 — Concernant la réserve de chasse connue sous le nom de "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".....	1092

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Temiscamingue

Magistrate's Court, { CAMILLE BUSSIÈ-
No. 6332. RES, formerly mer-
chant of Fugèreville, dis-
trict of Temiscamingue; plaintiff vs ARTHUR
GIRARD, journalist, formerly of Fugèreville
mentioned herenabove, now of Ramore, in the
Province of Ontario, defendant.

"The rights which the defendant Arthur Gi-
rard may have or presume to have on lots known
and designated on the official plan and book of
reference of the cadastre for the township of
Laverlochère, as being lots thirty-eight and
thirty-nine (38 and 39) range five, of said town-
ship of Laverlochère, the said lots containing
an area of some one hundred acres each, with
buildings erected thereon, appurtenances and
dependencies."

To be sold at the Church door of Fugèreville,
TUESDAY the THIRD day of MAY 1955 at
TEN o'clock in the forenoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Ville-Marie, March 29th, 1955. 39577-13-2
[First insertion, April 2nd, 1955]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { NORMAND DUBÉ, labo-
No. 22,713. rer, of Rockliffe, munici-
pality of Grenville and Aug-
mentation, county of Argenteuil, district of
Terrebonne, plaintiff, vs BAZIL MOTT, of
Grenville township and Augmentation, said
county and district, defendant.

"As belonging to the plaintiff, a certain em-
placement forming part of lot known and desi-
gnated under the official plan and book of re-
ference of the township of Grenville as lot num-
ber 3-B in the fifth range (5th R.) bounded east
by east side line road, north, west and south by
the remainder separated therefrom by wire fence
containing about 60 feet from north to south
and 45 feet from east to west."

To be sold at the catholic church door at
Grenville, on WEDNESDAY APRIL THIRT-
EENTH 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, St. Jérôme, on March 8th, 1955. 39417-10-2-o

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 13**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Goldstein vs Singer.....	1096
Lafèche vs Lauzon.....	1096

ORDERS IN COUNCIL:

240 — Concerning a certain addition to the Hunting and Fishing Reserve of Little Cascapedia River.....	1094
240 — Concerning the Hunting Reserve know under the name of "Sanctuaire de Chasse Saint-Hyacinthe".....	1092

240 — Concernant les honoraires des différents permis de chasse..... 1091
 325-A — Industrie de la construction dans la région de Sherbrooke..... 1092

240 — Concerning the fees for various hunting permits..... 1091
 325-A — Construction industry in the region of Sherbrooke..... 1092

ASSEMBLÉES:

Quebec Central Railway Company.... 1096
 Richelieu Bridge Company Limited ... 1097

MEETINGS:

Quebec Central Railway Company.... 1096
 Richelieu Bridge Company Limited ... 1097

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1094 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1094

AVIS DIVERS:

Club de Raquette Tuque Rouge (Règlements)..... 1100
 Collège des Eudistes (Directeurs)..... 1100
 Copa Mining Corporation Limited (Vente d'actions)..... 1099
 Drapeau & Gariépy Construction Compagnie Ltée (Directeurs)..... 1098
 Eleven & Twelve Island Club Inc. (Règlements)..... 1097
 Federation of Catholic Charities Inc. (Directeurs)..... 1101
 Hygrade Employees Association (Formation)..... 1100
 Jolicœur Ltée (Directeurs)..... 1098
 Kippen & Company, Incorporated (Directeurs)..... 1097
 La Caisse Populaire de Notre-Dame de L'Assomption, Châteauguay (Fondation)..... 1097
 L'Association Canadienne des Ouvriers de la Bière Local No 3 (Existence terminée)..... 1097
 L'Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïques d'Asbestos (Circ. 44)(Changement de nom)..... 1101
 L'Association des Chimistes Professionnels de Québec (Membres)..... 1099
 Le Syndicat des Employés de Magasins de Chicoutimi (Formation)..... 1101
 Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices catholiques de Sherbrooke (Changement de nom)..... 1098
 Marbrun International Mining Company Limited (Directeurs)..... 1099
 Property Owners Association of Pin-court—L'Association des Propriétaires de Pincourt (Règlements)..... 1100
 Technico Constructions Inc. (Directeurs)..... 1101

MISCELLANEOUS NOTICES:

Club de Raquette Tuque Rouge (By-Laws)..... 1100
 Collège des Eudistes (Directors)..... 1100
 Copa Mining Corporation Limited (Sale of Shares)..... 1099
 Drapeau & Gariépy Construction Compagnie Ltée (Directors)..... 1098
 Eleven & Twelve Island Club Inc. (By-Laws)..... 1097
 Federation of Catholic Charities Inc. (Directors)..... 1101
 Hygrade Employees Association (Formation)..... 1100
 Jolicœur Ltée (Directors)..... 1098
 Kippen & Company, Incorporated (Directors)..... 1097
 La Caisse Populaire de Notre-Dame de L'Assomption, Châteauguay (Foundation)..... 1097
 L'Association Canadienne des Ouvriers de la Bière Local No 3 (Existence terminated)..... 1097
 L'Association Catholique des Instituteurs et Institutrices Laïques d'Asbestos (Circ. 44) (Change of name) 1101
 The Association of Professional Chemists of Quebec (Members)..... 1099
 Le Syndicat des Employés de Magasins de Chicoutimi (Formation)..... 1101
 Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices Catholiques de Sherbrooke (Change of name)..... 1098
 Marbrun International Mining Company Limited (Directors)..... 1099
 Property Owners Association of Pin-court—L'Association des Propriétaires de Pincourt (By-Laws)..... 1100
 Technico Constructions Inc. (Directeurs)..... 1101

CHARTES — ABANDON DE:

La Compagnie Industrielle St-Félix Limitée..... 1102
 Red Castle Inc..... 1102
 St. Amand Shoe Supplies Limited..... 1102

CHARTERS — SURRENDER OF:

La Compagnie Industrielle St-Félix Limitée..... 1102
 Red Castle Inc..... 1102
 St. Amand Shoe Supplies Limited..... 1102

COMPANIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Reo Motors, Inc..... 1102

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Reo Motors, Inc..... 1102

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:
 Ordonnance No L-42B — Province ... 1103

AGRICULTURE:

Dairy Industry:
 Order No L-42B — Province..... 1103

CHASSE ET PÊCHE:

Concernant les conditions pour l'émission d'un permis de pêche de dépendant..... 1103

GAME AND FISHERIES:

Concerning the conditions for the issuing of a fishing permit for a dependent. 1103

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Beauvoir et Ste-Marthe (Erratum)	1104
Duparquet, ville de	1104
Inverness, village de	1104
Plessisville, ville de	1103
Pointe-aux-Trembles (Protestante)	1104
St-Flavien, village de	1105
St-Jean-de-Brébeuf	1104

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Charlesbourg, paroisse de	1105
Hull, cité de	1105
Lachine, paroisse de	1105

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Arrêté en conseil No 197-E du 23 février 1955, métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de St-François	1116
Barbiers et coiffeurs du comté de Stanstead (Prélèvement)	1105
Barbiers et coiffeurs du comté de Stanstead (Règlements)	1117
Boîte de carton, juridiction de Québec (Prélèvement)	1107
Chaussure dans la Province (Modification)	1118
Chemise dans la Province (Prélèvement)	1109
Commerce de détail de la fourrure de Montréal (Prélèvement)	1110
Construction, comtés de Drummond, etc. (Prélèvement)	1114
Établissements commerciaux de la ville de St-Félicien (Modification)	1118
Navigation côtière et intérieure du port de Montréal (Prélèvement)	1113
Peinture (Prélèvement)	1112
Plombier, etc., région des Trois-Rivières (Modification)	1116

LETTRES PATENTES:

Agences Joubert Inc.—Joubert Agencies Inc	1064
Ameeca Trading Corporation	1065
Apa Investments Ltd.	1065
Associated Brick Manufacturers, Limited	1065
Barth & Gaty Limited	1066
Beauce Video Limitée	1066
Beauceville Sash & Door Limited	1066
Belair Insurance Company	1119
Belpark Investment Co.	1067
Blais Telephone Inc.	1067
Bral Furniture Corporation	1067
Bronfen Knitting Mills Inc.	1068
Cardicore Uranium Corporation (Correction)	1119
Caromil Construction Inc.	1068
Charward Holdings Corporation	1068
Chelnor Enterprises Inc.	1069
City Petroleum Company Ltd.	1069
City Tourist Service Inc.	1069
Club de Golf Lévis Golf Club	1070
Concord Textiles Ltd.	1070
Corporation de l'Institut d'Optique de Montréal	1070
Daro Textile Contractors Inc.	1071
Debron Holdings Inc.	1071
Décarie Towers Inc.	1071
Demers Rimouski Ltée	1072
Dominion Acoustic Tile Ltd.	1072

EDUCATION:

School Municipality of:

Beauvoir et Ste-Marthe (Erratum)	1104
Duparquet, town of	1104
Inverness, village of	1104
Plessisville, town of	1103
Pointe-aux-Trembles (Protestant)	1104
St-Flavien, village of	1105
St-Jean-de-Brébeuf	1104

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Charlesbourg, parish of	1105
Hull, city of	1105
Lachine, parish of	1105

LABOUR:

Industry of Trades of:

Order in Council No. 197-E of February 23, 1955, barbering and hairdressing trades in the region of St. Francis	1116
Barbers and hairdressers for the county of Stanstead (Levy)	1105
Barbers and hairdressers for the county of Stanstead (By-Laws)	1117
Paper Box, Quebec jurisdiction (Levy)	1107
Shoe in the Province (Amendment)	1118
Shirt in the Province (Levy)	1109
Retail fur trade of Montreal (Levy)	1110
Building, counties of Drummond, etc. (Levy)	1114
Commercial establishments of the town of St-Félicien (Amendment)	1118
Inland and coastal navigation of the Port of Montreal (Levy)	1113
Paint (Levy)	1112
Plumbing, etc., district of Trois-Rivières (Amendment)	1116

LETTERS PATENT:

Agences Joubert Inc.—Joubert Agencies Inc	1064
Ameeca Trading Corporation	1065
Apa Investments Ltd.	1065
Associated Brick Manufacturers, Limited	1065
Barth & Gaty Limited	1066
Beauce Video Limitée	1066
Beauceville Sash & Door Limited	1066
Belair Insurance Company	1119
Belpark Investment Co.	1067
Blais Telephone Inc.	1067
Bral Furniture Corporation	1067
Bronfen Knitting Mills Inc.	1068
Cardicore Uranium Corporation (Correction)	1119
Caromil Construction Inc.	1068
Charward Holdings Corporation	1068
Chelnor Enterprises Inc.	1069
City Petroleum Company Ltd.	1069
City Tourist Service Inc.	1069
Club de Golf Lévis Golf Club	1070
Concord Textiles Ltd.	1070
Corporation de l'Institut d'Optique de Montréal	1070
Daro Textile Contractors Inc.	1071
Debron Holdings Inc.	1071
Décarie Towers Inc.	1071
Demers Rimouski Ltée	1072
Dominion Acoustic Tile Ltd.	1072

Dominion Industrial Centre Inc.....	1073
Dunham Creameries Inc.....	1073
Esquisite Furs Ltd.....	1073
Filtex du Québec Inc.....	1074
Forêt Coulonge Inc.....	1074
G. Bienvenue Limitée.....	1074
G. Cusson Ltée — Ltd.....	1075
General Textile Contractors Inc.....	1075
Helia Realty Corporation.....	1075
Herbert A. Watts (Quebec) Limited...	1076
Holiday Luggage Mfg. Co. Inc.....	1076
Hôtel Union Limitée.....	1076
International Dealers & Converters Inc.	1077
Jean-Marie Mantha Inc.....	1077
Lapomo Construction Ltée.....	1077
La Société de Chirurgie de Québec—The Quebec Surgical Society.....	1078
Le Centre des Loisirs d'Amos Inc.....	1078
Le Pont de Glace de Bersimis Inc.....	1078
Les Industries Meunier Industries Inc.	1079
Louise Lingerie Inc.....	1079
Lucerne Holdings Inc.....	1079
Manfel Investment Corporation Ltd...	1080
Mme I. Schaefer Ltée.....	1080
North Star Investments Ltd.....	1080
O. Vallée Ltée.....	1081
Power Realty & Investment Corpn....	1081
P. Simard Inc.....	1082
Quebank Uranium Copper Corporation	1082
Radio-Telefilm Inc.....	1082
Roger Laurin et Fils Limitée.....	1083
Roland Beaudry, Limitée—Roland Beaudry, Limitée.....	1083
Seaway Storage Inc.....	1083
South Shore Land Development Com- pany Limited.....	1084
Sport Amusements Inc.....	1084
The B. A. Gulline Company.....	1084
The 486 St. Catherine Street West Corp.	1085
The Plaza Pen Company Inc.....	1085
Top Electric Inc.....	1086
Treder Construction Ltée—Ltd.....	1086
Used Corrugated Box Co.....	1086
Value in Volume Inc.....	1087

Dominion Industrial Centre Inc.....	1073
Dunham Creameries Inc.....	1073
Esquisite Furs Ltd.....	1073
Filtex du Québec Inc.....	1074
Forêt Coulonge Inc.....	1074
G. Bienvenue Limitée.....	1074
G. Cusson Ltée — Ltd.....	1075
General Textile Contractors Inc.....	1075
Helia Realty Corporation.....	1075
Herbert A. Watts (Quebec) Limited...	1076
Holiday Luggage Mfg. Co. Inc.....	1076
Hôtel Union Limitée.....	1076
International Dealers & Converters Inc.	1077
Jean-Marie Mantha Inc.....	1077
Lapomo Construction Ltée.....	1077
La Société de Chirurgie de Québec—The Quebec Surgical Society.....	1078
Le Centre des Loisirs d'Amos Inc.....	1078
Le Pont de Glace de Bersimis Inc.....	1078
Les Industries Meunier Industries Inc.	1079
Louise Lingerie Inc.....	1079
Lucerne Holdings Inc.....	1079
Manfel Investment Corporation Ltd...	1080
Mme I. Schaefer Ltée.....	1080
North Star Investments Ltd.....	1080
O. Vallée Ltée.....	1081
Power Realty & Investment Corpn....	1081
P. Simard Inc.....	1082
Quebank Uranium Copper Corporation	1082
Radio-Telefilm Inc.....	1082
Roger Laurin et Fils Limitée.....	1083
Roland Beaudry, Limitée—Roland Beaudry, Limitée.....	1083
Seaway Storage Inc.....	1083
South Shore Land Development Com- pany Limited.....	1084
Sport Amusements Inc.....	1084
The B. A. Gulline Company.....	1084
The 486 St. Catherine Street West Corp.	1085
The Plaza Pen Company Inc.....	1085
Top Electric Inc.....	1086
Treder Construction Ltée—Ltd.....	1086
Used Corrugated Box Co.....	1086
Value in Volume Inc.....	1087

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

La Buanderie Lévis, Limitée.....	1087
Lake Dufault Mines Limited.....	1087
L. Thibault & Fils Limitée.....	1088
Macdonald Mines Ltd.....	1088
Mark Corporation.....	1088
Rio Construction Inc.....	1088
Sternthal Motors Ltd.....	1088
St. Maurice Power Corporation.....	1089
The Papineauville Lumber Company..	1089
T. Théo Valiquette Enrg Ltée.....	1089
Valor — Medica Inc.....	1089

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

La Buanderie Lévis, Limitée.....	1087
Lake Dufault Mines Limited.....	1087
L. Thibault & Fils Limitée.....	1088
Macdonald Mines Ltd.....	1088
Mark Corporation.....	1088
Rio Construction Inc.....	1088
Sternthal Motors Ltd.....	1088
St. Maurice Power Corporation.....	1089
The Papineauville Lumber Company..	1089
T. Théo Valiquette Enrg Ltée.....	1089
Valor — Medica Inc.....	1089

LIQUIDATION, AVIS DE:

Coopérative Christ-Roi.....	1120
-----------------------------	------

WINDING UP NOTICE:

Coopérative Christ-Roi.....	1120
-----------------------------	------

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Christiania Almindelige Forsikrings— Aktieselskap Storebrand—Storebrand Insurance Company Limited.....	1121
La Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal — Montreal Automobilists' Club Insur- ance Company.....	1120

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Christiania Almindelige Forsikrings— Aktieselskap Storebrand — Storebrand Insurance Company Limited.....	1121
La Compagnie d'Assurance du Club des Automobilistes de Montréal — Montreal Automobilists' Club Insur- ance Company.....	1120

NOMINATION:

Grenier, Joachim.....	1121
-----------------------	------

APPOINTMENT:

Grenier, Joachim.....	1121
-----------------------	------

ORDRE DE COUR:

Salois vs Vaillancourt *et al.* 1121

PROCLAMATION:

Concernant la mise en vigueur du cadastre révisé d'une partie de la paroisse de Ste-Anne-de-la-Pocatière et du village de Princeville. 1122

SIÈGES SOCIAUX:

Appartement Longpré Ltée. 1123
Béchar d Frères, Ltée. 1124
Herbert A. Watts (Quebec) Limited 1124
Mellow Light Manufacturing, Limited 1124
Montreal Construction Supply & Equipment Ltd. 1123
St-Martin Die Casting Co. Ltd. 1123

SOUMISSIONS:

Ile Bizard, commissaires d'écoles de 1126
L'Abord-à-Plouffe, ville de 1130
Lac des Deux-Montagnes, commissaires d'écoles protestantes de 1131
Rivière-des-Prairies, commissaires d'écoles du village de 1129
St-Armand-Ouest, commissaires d'écoles de 1127
St-Féréol, paroisse de 1128
Wendover & Simpson, commissaires d'écoles de 1125

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Desjardins, Vilmer 1134
Gendron, Lionel 1133
Michaud, Lionel 1134

VENTE PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Bédard vs Guenette 1135

BEDFORD:

Draper vs Bracey *et al.* 1135
Tétreault vs Sénécal 1136

GASPÉ:

La Reine vs Annett 1136
Moreau vs Dubé 1136

HULL:

Legault vs Blais 1137

KAMOURASKA:

Albert vs Grandmaison 1138
Commissaires d'écoles de Rivière-Bleue vs Lévesque 1137
Dionne vs Lévesque *et vir.* 1138
Landry *et al* vs Michaud 1139
Sternlieb *et al* vs Morin 1137

LABELLE:

Lafond vs Cloutier 1140

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Zurek 1140

RULE OF COURT:

Salois vs Vaillancourt *et al.* 1121

PROCLAMATION:

Concerning the coming into force of the revised cadastre of a part of the parish of Ste-Anne-de-la-Pocatière and of the village of Princeville. 1122

HEAD OFFICES:

Appartement Longpré Ltée. 1123
Béchar d Frères, Ltée. 1124
Herbert A. Watts (Quebec) Limited 1124
Mellow Light Manufacturing, Limited 1124
Montreal Construction Supply & Equipment Ltd. 1123
St-Martin Die Casting Co. Ltd. 1123

TENDERS:

Ils Bizard, School Commissioners of 1126
L'Abord-à-Plouffe, town of 1130
Lake of Two Mountains, Protestant School Commissioners of 1131
Rivière-des-Prairies, School Commissioners of the village of 1129
St. Armand-West, School Commissioners of 1127
St-Féréol, parish of 1128
Wendover & Simpson, School Commissioners of 1125

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Desjardins, Vilmer 1134
Gendron, Lionel 1133
Michaud, Lionel 1134

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Bédard vs Guenette 1135

BEDFORD:

Draper vs Bracey *et al.* 1135
Tétreault vs Sénécal 1136

GASPÉ:

The Queen vs Annett 1136
Moreau vs Dubé 1136

HULL:

Legault vs Blais 1137

KAMOURASKA:

Albert vs Grandmaison 1138
School Commissioners of Rivière-Bleue vs Lévesque 1137
Dionne vs Lévesque *et vir.* 1138
Landry *et al* vs Michaud 1139
Sternlieb *et al* vs Morin 1137

LABELLE:

Lafond vs Cloutier 1140

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Zurek 1140

Lafèche vs Meunier.....	1140	Lafèche vs Meunier.....	1140
Malette vs Corbo.....	1141	Malette vs Corbo.....	1141
Régimbald vs Ladouceur.....	1141	Régimbald vs Ladouceur.....	1141
Simoneau <i>et al</i> vs Villeneuve.....	1141	Simoneau <i>et al</i> vs Villeneuve.....	1141
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Bouchard vs Guérin.....	1142	Bouchard vs Guérin.....	1142
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Gagnon.....	1143	Quebec Farm Credit Bureau vs Gagnon	1143
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Lapierre vs Boulette.....	1143	Lapierre vs Boulette.....	1143
TÉMISCAMINGUE:		TÉMISCAMINGUE:	
Bussièrès vs Girard.....	1144	Bussièrès vs Girard.....	1144
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Dubé vs Mott.....	1144	Dubé vs Mott.....	1144
39524-o		39524-o	

